

Pas d'accord sur les Kouriles ni sur l'aide économique à l'URSS

M. Gorbatchev a quitté Tokyo sur un échec

Sauver la face

DOUZE heures d'entretiens pour bien peu de choses. C'est, en effet, à l'arraché que le président Gorbatchev et le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, ont signé, jeudi 18 avril, une déclaration commune qui se réduit à la simple mention de l'existence d'un contentieux territorial entre les deux pays.

Sans doute le numéro un soviétique a-t-il réussi à sauver la face, à éviter le pire : la publication de deux communiqués séparés. Mais le fait que six entretiens, dont trois hors programme, aient été nécessaires pour arriver à cette bien modeste déclaration en dit long sur les difficultés des relations nippo-soviétiques et sur le maigre bilan de cette première « historique » qu'était la visite d'un numéro un soviétique à Tokyo.

Deux raisons expliquent cette sorte d'anomalie diplomatique à une époque qui reste encore marquée, malgré les difficultés des derniers mois, par la détente entre les grandes puissances. Tout d'abord, le Japon, en dehors même de son différend territorial avec Moscou, reste plus hostile à l'URSS que les grandes nations occidentales, États-Unis compris. Depuis longtemps déjà, son intérêt le pousse vers Washington et Pékin, ses anciens ennemis devenus partenaires, plutôt que vers son autre grand voisin du Nord, auquel Tokyo n'a jamais vraiment pardonné, ni son attaque tardive de 1945, ni l'annexion de territoires nouveaux à la faveur d'une défaite déjà consommée.

AUTRE explication : la faiblesse des protagonistes. A Tokyo, M. Kaifu est minoritaire dans son propre parti, lequel est déjà en perte de vitesse. Il n'était pas encouragé, de surcroît, par les hommes d'affaires nippons qui n'ont jamais été séduits, même sous Brejnev, par les sirènes du « marché » sibérien. La crise de l'économie soviétique n'a pu que les renforcer dans leur scepticisme légendaire.

De son côté, M. Gorbatchev, qui n'avait pas quitté son pays depuis novembre dernier, était sans doute satisfait de retrouver son rôle de grand commis diplomatique. Mais, très affaibli par ses difficultés intérieures, il n'a pas eu le temps de ses charmes à Tokyo comme dans les capitales européennes. Fait sans précédent, le marchand lazarov, ministre de la défense, et M. Boris Eltsine, président de la Russie - à laquelle ces fies ont été rattachées - avaient tenu à rappeler, quelques jours avant cette visite, que le président soviétique ne pouvait décider seul d'un dossier aussi important que celui des Kouriles.

A Tokyo même, M. Gorbatchev a dû admettre qu'il lui fallait tenir compte de son opinion publique. Au cours d'une conférence de presse, il n'a pas hésité à dire que la situation intérieure, en URSS, présente « un réel danger pour sa sécurité économique et sa stabilité politique ».

On pourra s'étonner que l'URSS s'accroche avec une telle énergie à ces confessions de son ampleur, alors qu'elle vient de lâcher toutes ses positions en Europe de l'Est. Mais M. Gorbatchev a évoqué lui-même un éventuel « chaos duquel émergerait la dictature ». Il fallait bien s'attendre, un jour ou l'autre, à une réaction de « répression », à l'intérieur comme à l'extérieur. Le hasard a voulu que les Japonais en fassent les frais.

M0147 - 0420 - 6,00 F



Le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev et le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, ont signé jeudi 18 avril, à Tokyo, une « déclaration commune » qui témoigne du peu de progrès accompli dans les négociations sur le différend territorial entre les deux pays. Ni le Japon, qui revendique les îles des Kouriles du sud, ni l'URSS, qui souhaite une aide économique et financière pour sortir de la crise, n'ont atteint leurs objectifs. Pour la première fois, Moscou a admis l'existence d'un problème de souveraineté territoriale entre les deux pays. Mais M. Gorbatchev s'est fermement opposé à faire du communiqué nippo-soviétique de 1956 la base de futures discussions, comme le souhaitaient les Japonais.

« Pour une poignée de dollars »

TOKYO

de notre correspondant

Bien que de part et d'autre on souligne l'importance du résultat des entretiens de M. Gorbatchev à Tokyo, qualifié de « grand pas en avant », la moisson de la première visite au Japon d'un haut dirigeant soviétique est bien en deçà des espoirs qu'elle avait suscités, comme on pouvait s'y attendre jeudi, lorsque les négociations se sont révélées être dans l'impasse (le Monde du 19 avril).

Dans un communiqué commun, négocié de haute lutte, les deux parties reconnaissent seulement l'existence d'un contentieux territorial dont il devra être tenu compte dans des pourparlers à venir en vue d'un traité de paix.

Bien qu'une douzaine d'accords économiques et commerciaux aient été signés, M. Gorbatchev a quitté le Japon sans le pactole qu'il pouvait espérer.

C'est à minuit, jeudi, après six sessions de négociations - alors qu'il n'en était prévu que trois - que MM. Gorbatchev et Kaifu ont pu apposer leur signature sur un document qui devait initialement être publié en début d'après-midi. Bloqués au point qu'on pensait qu'il n'y aurait pas de communiqué, les laborieux entretiens se sont achevés de guerre lasse sur un compromis qui, sans satisfaire personne, permet du moins aux deux parties de sauver la face.

PHILIPPE PONS
Lire la suite page 7

Cessez-le-feu « provisoire » avec les insurgés

L'Irak donne des signes d'apaisement

Le gouvernement de M. Saddam Hussein semble multiplier les concessions. En échange d'une nouvelle proposition d'autonomie pour le Kurdistan, et de la prolongation de l'armistice, les insurgés ont révélu, jeudi 18 avril, avoir accepté un cessez-le-feu « provisoire ». D'autre part, Bagdad a confirmé l'accord conclu avec l'ONU afin que celle-ci organise des centres d'accueil pour les réfugiés. En outre, un général américain, en compagnie d'un officier français, devait rencontrer, vendredi, des responsables de l'armée de Bagdad pour discuter de la sécurité des camps que doivent installer les alliés en territoire irakien. Les dirigeants de Bagdad avaient pourtant vivement dénoncé l'« ingérence » des Occidentaux.

Les « marines » en terre kurde

SILQI

de notre envoyé spécial

Depuis lundi, les enfants du village de Silqi aiment lâcher leur bicyclette dans les fossés et se laisser effrayer par un nouveau vent tonitrueux : les Américains sont arrivés et, avec eux, onze hélicoptères balaisent le ciel pour filer à toute vitesse au-dessus des montagnes irakiennes.

Mitraillette à la main, les marines affluent dans un campement qui dispose déjà de lampadaires et de bulldozers. « Nous sommes huit cents, pour la plupart issus du détachement de Stuttgart, mais nous pourrions bientôt atteindre un effectif de deux mille hommes, assure le major Ron Gahagan. Nous montons treize

tentes par jour. » De cette base strictement humanitaire, décolent les premiers hélicoptères de l'opération Provide Comfort. « Nous avons choisi la solution aérienne, beaucoup plus efficace que le ravitaillement terrestre. Les camions arrivent d'Adana et des principaux aéroports de la région. Les hélicoptères s'emparent des palettes pour les larguer au-dessus des camps dans les montagnes, explique le major Ron Gahagan. Nous espérons qu'il n'y a pas trop d'accidents à l'arrivée avec les mouvements de foule, mais il n'y a pas de meilleure solution. »

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX
Lire la suite page 3
ainsi que les points de vue de DANIEL SIBONY et de RAPHAËL ELIAS-LEBEL
page 2

« Transformer l'Europe en un espace protégé »

Dans un entretien au « Monde », M. Alain Gomez, président de Thomson réclame un « changement radical » à l'égard de l'électronique japonaise

Le groupe Thomson annonce à son tour des pertes en 1990. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, son président, M. Alain Gomez, souligne qu'il faut protéger l'ensemble de l'électronique européenne face aux Japonais.

« Thomson annonce des pertes pour 1990. Elles s'ajoutent à celles de Bull, de Philips, de Nixdorf. Y a-t-il une malédiction sur l'électronique européenne ? »

« Le groupe Thomson affichera en effet des pertes pour 1990, mais je souligne que notre filiale Thomson-CSF, deuxième société mondiale de l'électronique professionnelle, est, elle, très profitable : près de 2,2 milliards de francs de résultat net, soit 6 % du chiffre d'affaires. »

« Les pertes viennent de l'électronique grand public. De plus, pour l'ensemble du groupe, les provisions que nous avons prises dépassent les pertes, ce qui signifie

que le résultat opérationnel de Thomson reste positif. » Cela dit, je ne crois pas qu'il y ait une fatalité contre l'électronique européenne. Il y a une offensive extraordinaire qui s'est encore accentuée ces derniers temps. Son ampleur pose, à mon avis, un problème au pays et plus encore à l'ensemble européen.

« Ce problème, c'est le Japon ? »

« Essentiellement le Japon. La guerre du Golfe est venue souligner, jusque sur les écrans de télévision, l'importance décisive de l'électronique : parce qu'elle est l'intelligence, elle est au cœur de toutes les armes et des systèmes de communications modernes. La victoire a été une victoire de l'électronique. Mais cette victoire est plus large parce que ce secteur est désormais le premier des pays développés. Il représente déjà 5 % de leur PIB et en représentera 10 % en l'an 2000. Environ le tiers des investissements des autres branches sont des outils électro-

niques qui seront demain au cœur de tous les produits, comme ils le sont aujourd'hui dans les armements. »

« Or on sait aussi que la compétitivité des entreprises est déterminée par celle de leur nation. La guerre mondiale de l'électronique est de ce fait inévitable. Le Japon, en même temps qu'il est un espace économique pertinent, est aussi une nation, de loin la plus compétitive, entièrement mobilisée pour l'expansion industrielle : une sorte d'arsenal d'une armée en guerre. L'Amérique est une nation et un marché, mais son organisation collective n'est pas autant orientée vers la mobilisation industrielle. Quant à l'Europe, elle est un marché mais n'est pas une nation. »

« C'est le choix du traité de Rome de 1958. »

« En effet. Et je me félicite de la création d'une grande zone de libre-échange européenne. »

Propos recueillis par ERIC LE BOUCHER
Lire la suite page 28

400 millions de francs pour les communes « pauvres »



Les députés ont adopté définitivement, jeudi 18 avril, le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF), qui établit une solidarité financière entre les communes. Seul groupe à avoir voté contre ce texte, la RPR, qui conteste le dispositif particulier retenu pour les communes de la région Ile-de-France, a annoncé aussitôt le dépôt d'un recours devant le Conseil constitutionnel.

L'idée de répartir plus justement entre communes « riches » et communes « pauvres » cette dotation de l'Etat versera donc son application dès 1991. Pour cette première année, un crédit de 400 millions de francs, prélevé sur 112 villes « riches », sera déposé au profit de 428 communes urbaines défavorisées.

Lire page 10 l'article de JEAN-LOUIS SAUX

SANS VISA

- Tokyo, la fièvre urbaine
- Les habits du nouveau voyageur
- Le quartier Saint-Séverin à Paris
- La caméra solitaire de Jean-Claude Luyet
- Tomates farcies d'antan
- Jeux, table, télé, escalas.

Pages 19 à 26

CLAUDE MICHEL LUYET
CHRONIQUE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 780 mt; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 S; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Angleterre-Réunion, 8 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 160 PTA; G.-B., 95 p.; Grèce, 200 DR; Italie, 1,10 L; Japon, 200 Y; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 F.; Portugal, 170 ESC; Suède, 480 F CFA; Suisse, 1,80 FS; USA, 100 P; USA (Hawaï), 2,50 \$.

ÉTRANGER

La situation au Kurdistan

Les rebelles et le gouvernement de Bagdad ont conclu un cessez-le-feu « provisoire »

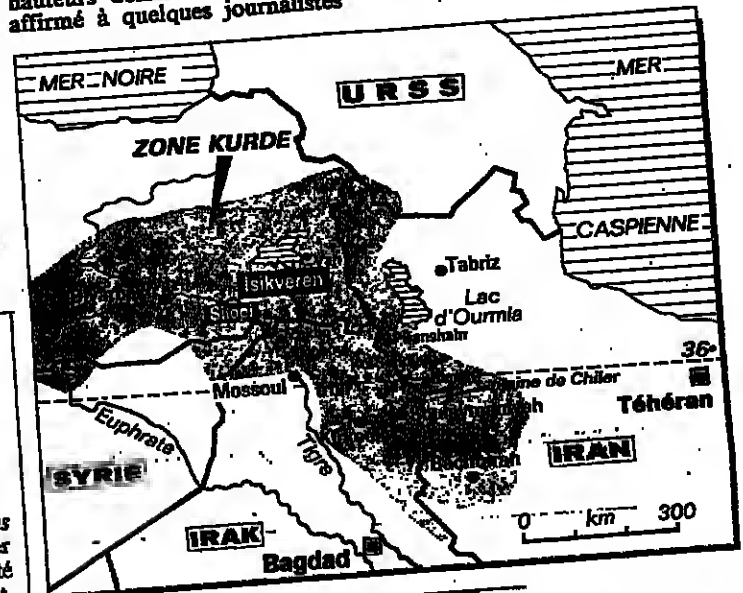
du Kurdistan (qui regroupe les principaux partis kurdes) d'étudier une proposition du régime irakien concernant notamment l'octroi de l'autonomie aux Kurdes. « L'objectif de cette rencontre est d'informer les Irakiens sur les opérations humanitaires et de s'assurer qu'elles vont pouvoir se poursuivre sans interférence », a-t-on précisé, au département d'Etat.

Scepticisme devant certaines promesses

Les dirigeants du Front du Kurdistan sont en train d'examiner les propositions irakiennes, qui sont « insuffisantes », a-t-il dit, un responsable du PDK, car « à-t-il dit, un règlement du problème kurde est lié à une solution des problèmes du peuple irakien en général, à savoir l'élimination de la dictature ». Fin mars, alors que l'armée irakienne venait de déclencher son offensive contre les insurgés et de reprendre la ville de Kirkouk, M. Barzani, alors installé sur les hauteurs dominant Irbil, avait affirmé à quelques journalistes

Le régime du président Saddam Hussein a vivement protesté contre l'initiative américano-britannique, la considérant comme une « ingérence » dans les affaires intérieures irakiennes. Américains et Français n'en ont pas moins entrepris, depuis deux jours, des missions de repérage en territoire irakien afin de préparer l'installation de camps qui permettraient aux réfugiés bloqués dans les montagnes - dans des conditions catastrophiques - de bénéficier d'installations viables.

Y. H.



étrangers qu'aucun mouvement kurde ne s'opposait au principe de négociations avec le régime de M. Saddam Hussein.

M. Barzani avait, toutefois, refusé de répondre à toute question sur l'existence, à l'époque, de contacts entre la rébellion kurde et Bagdad. En quelques jours, les forces de Bagdad avaient réussi à reprendre toutes les grandes villes dont les Peshmergas s'étaient rendus maîtres en mars, repoussant dans les montagnes, où des combats s'étaient poursuivis un temps. Ces deux derniers jours, plus aucun affrontement n'a été rapporté par les rebelles. Selon une source parlementaire britannique, M. Amr Wajid, de retour du nord de l'Irak et cité par Reuters, M. Saddam Hussein aurait proposé mardi à M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'autonomie du peuple kurde, une représentation au Parlement et « le pluralisme et la démocratie en Irak ». Les responsables kurdes semblent, toutefois, avoir accueilli l'offre irakienne avec scepticisme étant donné leur solide expérience des promesses non tenues.

Cependant, le général (américain) John Shalikashvili, chargé de superviser la mise en place des camps destinés à l'accueil des réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak, devait rencontrer vendredi, en Irak, des officiers irakiens pour s'assurer de la sécurité de l'acheminement de l'aide humanitaire internationale. Selon un porte-parole de l'armée américaine, cette rencontre devait se dérouler à Zakho, ville située à proximité de la frontière turque et reprise aux insurgés kurdes le 1^{er} avril.

Des soldats néerlandais vont se joindre aux contingents alliés. Les Pays-Bas devaient annoncer, vendredi 19 avril, l'envoi d'environ 1 000 militaires pour protéger les camps de réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak. L'idée de cette contribution a été adoptée, jeudi, par l'ensemble des forces politiques. Le ministre des Affaires étrangères, M. Hans Van Don Broek, a d'autre part annoncé qu'il allait proposer au Druze de la Communauté européenne d'étudier la remise en cause conjointe de leurs relations diplomatiques avec l'Irak. (Corresp.)

Les « marines » en terre kurde

Suite de la première page

Selon le porte-parole de la base de Silopi, les hélicoptères américains accomplissent des missions de largage dans la seule journée de mardi : 91 tonnes de vivres, dont 50 % de nourriture, 25 % d'eau et 25 % de lait en poudre. Des tentes et des couvertures devaient également être parachutées. « Nous essayons chaque jour d'augmenter notre capacité ; une deuxième base est installée à Diyarbakir ».

Jendi soir 18 avril, les Marines étaient rejoints par les premiers Français, quatorze militaires venus en éclaireurs. Une compagnie du troisième régiment des parachutistes d'infanterie de marine de Carcassonne et une unité d'intervention de la sécurité civile, soit au total 180 personnes, dont sept médecins et un éboueur devaient s'installer, samedi, dans la base de Silopi, au côté des Américains. Leur mission : répondre aux besoins d'urgence à la frontière turco-irakienne, où sont massés 600 000 réfugiés kurdes, mais aussi bien du côté français qu'américain, on souligne que ces interventions peuvent « à tout moment être évolutives ».

Pour l'instant, le *Providence Comfort* tant attendu s'est résumé à des essais aériens, en espérant, réplique le major américain « qu'il n'y a pas trop d'accidents ».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

M. James Baker met en jeu sa réputation de « grand négociateur » au Proche-Orient

A quelques heures de l'arrivée à Jérusalem du secrétaire d'Etat, M. James Baker, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a déclaré, jeudi 18 avril, à l'occasion de la participation des pays de la CEE au processus de paix au Proche-Orient : « Les pays européens sont très intéressés à participer au processus de paix entre Israël et le monde arabe. Cela pourrait les amener à changer d'attitude vis-à-vis du conflit israélo-arabe, a-t-il déclaré.

JERUSALEM

de notre correspondant

Obstiné, M. Baker a repris le chemin de Jérusalem et des capitales arabes où, pour la troisième fois en moins de deux mois, il met sa réputation et ses talents de « grand négociateur » au service d'un objectif des plus incertains : réunir Israéliens et Arabes - y compris les Palestiniens - autour de la même table.

Le secrétaire d'Etat croit aux mérites du psychodrame collectif. Il estime qu'une telle réunion produirait à elle seule une « réaction chimique » miracle, comme dit le *New York Times*, permettant l'annonce d'une négociation. C'est un pari sur le choc du face-à-face. Contrairement à certains de ses prédécesseurs, William Rogers ou George Shultz, par exemple, M. Baker ne se prononce pas sur le fond des problèmes. Il ne suggère aucune formule de règlement ; il n'y a pas de « plan Baker ». Le secrétaire d'Etat cherche seulement à dégager le consensus minimum permettant aux uns et aux autres de se rencontrer.

C'est, pour beaucoup, un exercice de créativité linguistique. On évite de s'attaquer aux « obstacles », on parle de « problèmes », on pose des questions d'orientation, on dit : « si tel est le cas », on dit : « par exemple », les pays arabes, pour valoir le fabon dialogue politique avec l'Etat hébreu, ont besoin d'une « coopération internationale », mais Israël ne veut pas d'une « coopération internationale » qui lui imposerait l'avance une solution, exclusivement fondée sur les résolutions de l'ONU ; M. Baker propose donc une « conférence régionale » réunissant les protagonistes du conflit, sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS. La formule satisfait le besoin de parrainage international éprouvé par les Arabes tout en étant proche des « négociations directes » souhaitées par Israël.

Litiges en discussion

Comme il l'avait fait lors de ses précédentes visites - 10 et 11 mars puis 8 et 9 avril - le secrétaire d'Etat devait consacrer l'essentiel de son temps à Jérusalem, vendredi 19 avril, à discuter, seul à seul, avec l'homme-clé du gouvernement israélien, celui à qui il revient de décider : le premier ministre et chef de la droite, M. Itzhak Shamir. De l'avis de la presse et des milieux diplomatiques, les traditions entretiennent, avec les ministres des Affaires étrangères et de la Défense, MM. David Lévy et Moshe Arens, sont quelques peu secondaires, même si, samedi, M. Baker entendait rencontrer une délégation de personnalités nationalistes des territoires occupés, avant de partir pour la Jordanie, puis l'Egypte, la Syrie et le Koweït. Il pourrait revenir au milieu de la semaine prochaine à Jérusalem.

Des efforts qu'il a déjà accomplis, le secrétaire d'Etat peut tirer une conclusion qui n'est pas négative : personne, jusqu'à présent, n'a osé prendre la responsabilité de rejeter son projet de conférence régionale. « C'est certainement vrai de notre part », disent les dirigeants israéliens, même si l'entente intervenue entre eux et le diplomate américain est nettement moins substantielle qu'un le claironnait ces jours-ci à Jérusalem en présence d'un bien optimiste et d'un bien pessimiste. En fait, plusieurs sujets litigieux sont toujours en discussion.

Le rôle de la conférence. Les Israéliens veulent que la réunion plénière (avec les deux Grands et, peut-être, une certaine représentation européenne) ne soit qu'une cérémonie d'ouverture, devant immédiatement céder la place à une série de pourparlers bilatéraux entre représentants de l'Etat hébreu et leurs interlocuteurs arabes : Israël-Syrie, Israël-Liban,

Israël-délégation jordanienne-palestiniennne etc. Les pays arabes souhaitent que la conférence soit un « forum » permanent auquel ils pourraient avoir recours en cas de blocage des négociations et qui pourrait faire sentir sa pression. Les Etats-Unis penchent pour une formule intermédiaire : possibilité de réunir la conférence à la demande des intéressés.

La représentation des Palestiniens. Les Israéliens excluent le moindre rôle pour l'OLP et n'envisagent pas qu'avec des personnalités de Cisjordanie et de Gaza qui ne se réclament pas de la cause palestinienne ni n'auraient le moindre contact avec elle durant les négociations. Ils refusent encore la participation d'une personnalité que la délégation palestinienne comprendrait : ce serait un représentant des Arabes de Jérusalem ; ce serait accepter que le statut de la ville sainte, que l'Etat hébreu a unilatéralement déclarée capitale nationale d'Israël, est négociable. Dans ces conditions, il n'y aura pas de délégation palestinienne et, donc, vraisemblablement pas de conférence. Dans la population des territoires, comme dans la diaspora, la seule légitimité (déjà plutôt moyenne) des personnalités palestiniennes que M. Baker rencontre à Jérusalem tient au fait qu'elles se présentent comme les porte-parole de l'OLP et sont perçues comme telles. Sans cette carte de visite, les dites personnalités ne représentent plus grand-chose. Comme tout le monde paraît d'accord pour faire l'économie d'élections (qui risqueraient de manifester la force des islamistes), on pourrait s'en tenir sur une liste nominative sans trop chercher à savoir ce que ses membres représentent : « On ne va pas les passer aux rayons X », aurait dit M. Lévy.

« Approche double »

A charge pour les intéressés de ne se référer qu'à des « instances nationales », sans jamais que soit prononcé le mot « OLP ». Créativité sémantique.

La base des conversations. Pour les pays arabes, il doit s'agir des résolutions 242 et 338 de l'ONU. Elles évoquent des frontières sûres et reconnues pour tous les Etats de la région mais posent aussi le principe de la paix en échange « des » territoires.

Si l'Etat hébreu dit accepter pleinement ces résolutions, la formule du compromis territorial embarrasse le Likoud, le parti de M. Shamir, pour lequel la Cisjordanie, la bande de Gaza et le plateau du Golan doivent rester à jamais sous la souveraineté d'Israël. Autre subtilité sémantique : faisant valoir qu'il peut y avoir plusieurs interprétations possibles de ces textes, Israël propose que les négociations

s'en inspirent « dans les grandes lignes » sans que cela préfigure l'issue finale des pourparlers.

En principe, ceux-ci doivent faire progresser « parallèlement » deux dossiers : l'état de belligérance continue entre l'Etat hébreu et ses voisins arabes et le conflit entre Israël et les Palestiniens. « Une approche double » (twin-track) que personne ne semble vraiment contester. En principe encore, les deux pourparlers devraient avoir lieu dans un climat assaini par l'adoption d'un certain nombre de « mesures de confiance » : suspension du boycottage décidé par les pays arabes à l'encontre des compagnies commerçant avec Israël, cessez-le-feu des implantations israéliennes dans les territoires occupés, l'enlèvement d'un prisonnier, etc. Mais, dans les territoires occupés, les dirigeants israéliens répètent qu'il n'est pas question de ralentir le rythme des opérations militaires, et de poursuivre l'implantation, sur le territoire d'Etat arrive à Jérusalem un lendemain de l'annexion d'une nouvelle colonie de peuplement en Cisjordanie.

En fait de mesures de confiance, disent certains milieux officiels, Israël pourrait demander à ses voisins de commencer par démanteler les camps de réfugiés. Or, jeudi, au moment où M. Baker se rendait en Israël en provenance de Jordanie portant des documents de l'armée jordanienne, le service israélien soupçonnait les islamistes de disposer d'une influence croissante ou sein des forces armées jordanienne.

ALAIN FRACHON

Proche de M. Chapour Bakhtiar

Un opposant iranien est tué à coups de couteau à Paris

Abdel Rahman Boroumand, un opposant iranien âgé de soixante-trois ans, a été tué de plusieurs coups de couteau, jeudi 18 avril, en début d'après-midi, à Paris. Proche du premier ministre du Iran, M. Chapour Bakhtiar, qu'il avait encore rencontré jeudi en fin de matinée, avant d'être assassiné, l'opposant iranien était réfugié politique en France depuis 1981. Homme d'affaires et avocat très fortuné, il avait récemment été élu président du comité exécutif du mouvement de la résistance nationale, fondé en 1981 par M. Bakhtiar, après en avoir été le trésorier jusqu'en 1986.

« Ce sont des professionnels qui ont agi », a déclaré M. Bakhtiar à l'AFP, estimant que « l'hypothèse la plus pal-

pable, ce sont les disciples des mollahs de Khomeiny ». L'ancien premier ministre du Iran avait lui-même été victime d'une tentative d'assassinat, le 18 juillet 1980, menée par un commando terroriste de cinq hommes dirigé par Anis Naccache, dont un policier, avaient été tués. Condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité en 1982, les cinq membres du commando avaient été graciés par le président François Mitterrand et libérés en juillet 1990.

Un autre opposant iranien, Cyrus Elahi, un des dirigeants de l'Organisation Drapane de la liberté de l'Iran, avait été assassiné à Paris, le 23 octobre 1990.

ODON VALLET

Principes du politique

Des premiers Etats du Proche-Orient à nos empires modernes, Odon Vallet nous propose une réflexion globale sur la genèse du droit et les origines du pouvoir. Une synthèse sans équivalent, qui sait décrire simplement le jeu des contraintes et la mécanique des influences.

Ancien élève de l'ENA, Odon Vallet est maître de conférence aux universités de Paris I et de Paris VII.

Du même auteur, dans la collection CONCOURS CULTURE :

- Culture Générale : 148 F
- Culture Religieuse : 138 F
- Grand Oral : 124 F

MASSON

حکومت ایران

DOMINIQUE LAPIERRE



Egalement dans la collection
Les succès de D. Lapierre et L. Collins



Conformément à la résolution 687

L'Irak a communiqué à l'ONU un document sur ses armes chimiques, biologiques et ses missiles à longue portée

Toutefois, la lettre remise par l'ambassade irakien aux Nations unies, M. Abdul Amir Anbari n'avait toujours pas rendue publique vendredi. L'aveu même de l'ambassade conteau du texte « réponse toutes les exigences de la résolution 687 », mais Bagdad, a la cntendre M. Anbari, n'au

Pas de détournements de matières fissiles

Une inspection menée en novembre dernier en plein crise du Golfe par deux experts de l'AIEA concernant les réacteurs nucléaires de recherche en Irak avait conclu que Bagdad n'avait pas détourné de matières fissiles pour construire la bombe atomique. Des doutes persistaient cep-

**Commission
de vérification**

Destruction qui devrait s'effectuer « quarante cinq jours après la mission de vérification », en partie sur place et en partie à l'étranger, ce qui concerne les armements qui requièrent une technique d'élimination particulière.

La commission qui en est chargée - à la composition laquelle travaillent depuis plusieurs jours les cinq mem-

C'est la première fois que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a été précisée à ce propos un porte-parole de l'AIEA, que l'agence atomique sera confrontée à une telle tâche pour laquelle l'organisation n'a pris encore aucune disposition. Dans le passé, l'AIEA s'est contentée de veiller sur l'application du TNP et inspecter les centrales nucléaires soumises au traité. (AFP Reuter.)

□ Ue se de prison pour un soldat américain qui avait déserté pour ne pas aller dans le Golfe. - Le tribunal militaire américain de Fuerteh en Allemagne a annoncé Jeudi 18 avril, avoir condamné à un an de prison un soldat musulman âgé de vingt et un ans qui avait déserté afin de ne pas être envoyé dans le Golfe. Le soldat, affecté à la *field artillery* de Zilmdorf près de Fuerteh, avait quitté son corps le 23 janvier et s'était caché chez des amis à Passau. La police allemande l'a retrouvé. La police allemande l'a ramené, à la demande des autorités militaires américaines. - (AFP)

PHILIPPE BOUCHER

JOURNAL D'UN AMATEUR

Ce là du chaos, et eux puisques les états d'origine, cela s'explique eux ont pu ainsi, et avec eux, les regards à stupéfiante compte tenu de la situation qui était le leur auparavant, passés, à la souveraineté contrôlée, sinon supprimée, à la souveraineté de plein exercice. Des pays qui jusqu'à alors, relevaient d'un autre, sous régime d'un protectorat, qui ne disait pas son nom, ont accédé, comme entrefois le Maroc et la Tunisie, à l'apport à la France, à l'état de pays libres, libres notamment de choisir leurs diplomates, mais aussi mittere, puisque le pacte de Versailles, qui traitait leur suzerain sur ces deux terrains, e maine, officiellement vécu.

A cette époque, à ce stade, le souverain n'est pas en crise, elle est au contraire florissante, les Etats dominés retrouvant le leur. "Etat dominant" se boment à la sienne pro-

[illegible]

Au même titre que les Etats-Unis a bâti par la contrainte en s'insufflant la guerre de Sécession, maintenant la contrainte est désormais acceptée par les vaincus de jadis, qu'elle est donc légitime, l'Union soviétique est, en elle-même, plus ni moins, la productrice de la contrainte. Jusqu'où peut-elle exercer ses effets ? Lesquels, et l'inverse, doit-elle en subir, et dans quelles conditions ?

tevus et soit compromise l'existence
sans que soit compromise l'existence
de cette entité étatique ? Que per-
exemple, de cette incohérence que
tent la Biélorussie et l'Ukraine, titu-
siège à l'Organisation des Nations u-
qu'elles sont dépourvues de souverain-
Simultanément, d'avoir été domi-
tège de rien. Hier victimes, certains
maintenant désignés comme oppres-
comme usurpateurs de terres qui s-
diquées par un voisin ou, plus sou-

les habitants réclament autonomie ou indépendance.

C'est durant cette période qu'on a vu se profiler sur le devant de la scène deux notions également louables mais apparemment contradictoires : l'intéligibilité des frontières (pour s'opposer aux menées de l'Irak contre le Koweït et les droits des minorités (pour faire valoir ceux des Kuteïda vis-à-vis - entre autres... - de l'Irak, mais aussi ceux de populations d'est de l'Europe).

Contrainte

L'exemple kurde est le plus perilleux pour montrer qu'il y a une incompatibilité de principe entre l'intégrité des frontières, qui préoccupe entre autres la Turquie, et son principe. Begdud peut cette fois invoquer, et son professeur le fait, que les minorités, qui sont prises et la prise en compte des minorités, qui sont sur le rivage du Tigre, une suffisante mise en cause de l'irek pour que M. George Bush vienne encore de garantir l'intégrité territoriale de ce pays.

A quoi, bien sûr, il sera répondu qu'il convient de s'entendre sur le portée qu'il convient de donner à cette « prise en compte » des ministères. Sur un tel registre, on pourrait fort utilement appeler en consultation le général et les jésuites.

C'EST ce qui rassurait un peu M. François Mitterrand, le 11 mai, quand il a accepté de participer à ce qui est devenu un forum organisé par l'Elysée sur la « carte des Etats en regard de la guerre, que la « carte des Etats ne regroupe pas la carte des ethnies et des identités culturelles », le président de la République indiquait que les remèdes à cette injustice impérieusement reconnue par lui trouveraient leurs racines dans les risques d'un « émiettement » étatique dont il avait déjà relevé les dangers dans son discours aux Français pour l'année 1990.

Somme toute, il faut réparer l'infusor
susciter le désordre. Vaste programme...
celle ne dit pas si l'émiettement se déduit
la trop petite taille des Etats ou bien s'
teille serait sans importance du moment
serait créée cette confédération compo
l'URSS qu'il suggèterait à l'occasion
mêmes vœux.

C'est ce qui hante du mut, à propos l'Etat après la chute du mur, à propos Etats dispersés qui demandent à tenir de ces populations fondues dans une certaine ligne, sans que pourtant les conditions aient cessé : jusqu'où faut-il aller le temps ? Les Ruthènes et les Polonais, les Motdevs, les Cossques, les Tatars, sont oubliés les Perses, les Kouriles, les Séleucides et les Almonas Kouriles, vont-ils à tout tour faire la Nations unies pour y être admis ? Après N'y seraient pas plus peut-être figure Kitte-et-Nevia, le Dominique et autres politiques.

Un livre à paraître aux Editions de la Vertu sur l'histoire des nations de l'Est depuis les origines, dû à MM. Jean Sellier sous le titre Atlas des d'Europe centrale, apportera sans vrais éléments de réponses. Ou, plus ment, parmi les revendications précelles qui sont é venit, dira lesquelles

appeler l'Histoire en garantie, sinon pour obtenir gain de cause, du moins pour être entendues.

renouvelé du dix-neuvième siècle) qui revien-
dra à constater la souveraineté d'un Etat non
plus de l'extérieur (sous la forme d'un conflit
armé de souveraineté, autrement dit de la
guerre), mais de l'intérieur, y compris de la
part de peuples qui ne possédaient un Etat
que dans la nuit des temps... ou de leurs
rêves.

limités aux pays qui y sont contrain-
qu'il feille s'attendre à la multiplication de
Passapoort pour Pimlico (ce film des années 5
décrit la déclaration d'indépendance d'un
quartier de Londres après la découverte d'un
document quelque peu supposé), la conviction
qu'à l'époque de l'Ouest d'être immuable dans
la composition interne de ses membres pos-
rait bien, ici et là, relever de l'illusion.

P. S. 1. — Le court passage de « l'émateur » du 6 avril, à Écône (et au Tonc) et suscité des courriers de l'Union catholique. M. Michel Fatse, recteur de l'Université catholique de Lille, président de la Fédération internationale des universités catholiques observe notamment ceci : « Même si l'Église ne mobilise que quelques pour-cent de la population française, la pratique domine et ressemble quand même chaque semaine à plusieurs millions de Français et aucune insigne du pays, qu'elle soit publique ou privée, ne réunit régulièrement de telles foules (...). »

« En ne retenant comme une de votre appréciation d'identité doctrinale la trilogie classique « sexualité, contraception », vous commettez, en fait, un écart. Vous réduisez la religion à l'éthique, l'éthique à la sexualité, et la sexualité à des im-
Dois-je vous préciser que cette culture est généralement dispersée, non seulement au sein des milieux catholiques français, mais dans nombre des autres pays, y compris pour une large part au Vatican ? »

De son côté, l'abbé Jean-Marie Toulouenc, indique : « Entre Ecône et Riondes, ce n'est pas le latin. C'est un problème, ce n'est pas la liberté religieuse de Vatican II sur la liberté religieuse en cause est donc une question qui devrait particulièrement tenir à cœur que vous êtes. Les lafeybristes se contentent de répéter que l'erreur n'a pas de Nous disons : « Nous sommes convaincus de la vérité de notre foi, mais nous devons respecter la conscience d'autrui. » Est-ce facile de saisir la différence ? »

Pour se part, le docteur Bernadine demeurant dans les Alpes de Haute-Savoie, comme il était écrit, qu'il soit « *enfin libérée de la tuelle catholique la vie temporelle* ». « *Ne vous êtes aperçu, écrit-il, que, sur les treize congés dans l'année, quatre seulement les laques (...), sans oublier les cinq dimanches, jour du Seigneur, et ne geant à inclure le dimanche dans le domaine* ».

présentées et les peuvent

document sur ses armées
missiles à longue portée

Mise en jugement de M. Saddam Hussein

Réserves persistantes à Washington

L'idée de juger M. Saddam Hussein pour crimes de guerre est loin de faire l'unanimité dans le camp des occidentaux. Tandis que le Parlement européen a demandé aux Douze, jeudi 18 avril, d'engager des procédures judiciaires contre les dirigeants irakiens devant la Cour internationale de justice, la commission des affaires étrangères du Sénat américain a approuvé, à l'unanimité, le même jour, une proposition de loi priant le président George Bush de demander à l'ONU de déléguer le chef de l'Etat irakien devant un tribunal international.

Déjà, le secrétaire général de l'ONU a émis des réserves sur cette proposition européenne. A l'issue d'une entretient, à Luxembourg, avec les chefs de la diplomatie des Douze, M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, s'est moqué, lui aussi, très circonspect sur pareille initiative.

L'association des juristes Droit et Démocratie que préside M. Jacques Riba, conseiller d'Etat, et qui vient d'organiser un colloque sur le thème : « Un tribunal pénal international ? » (Le Monde du 13 avril) a saisi, jeudi, M. Rocard pour lui demander « qu'une initiative française soit prise dans ce domaine ». Elle suggère qu'une mission d'étude soit confiée à la Commission nationale consultative des droits de l'homme auprès du premier ministre. Droit et Démocratie a transmis à M. Michel Rocard plusieurs suggestions : le tribunal pénal international « ne devrait être que les infractions majeures, relevant la conscience internationale dans sa totalité ».

L'association suggère que le tribunal pénal international « ne devrait être que les infractions majeures, relevant la conscience internationale dans sa totalité ».

A bord du « Sagittaire »

La chasse aux mines à l'aide du « poisson automatique pilote »

A BORD DU « SAGITTAIRE »
(dans les eaux du Golfe)

de notre envoyé spécial

Le Poisson automatique pilote (PAP) est mis à l'eau grâce à une grue hydraulique située sur le pont arrière du chasseur de mines français Sagittaire. Tout jeune, le PAP, véhicule sous-marin télécommandé, qui s'agrandit lentement dans les eaux, après quelques instants d'hésitation, et se dirige vers l'objectif identifié quelques minutes plus tôt sur la console du sonar du bâtiment. L'image que le PAP renvoie sur l'écran de contrôle confirme bien que le Sagittaire vient de découvrir une mine de fond, d'une charge explosive d'environ 700 kilos.

Répondant aux ordres des démineurs, le PAP dépose une charge explosive, qu'il portait sur l'un de ses ailerons, à proximité de la mine ; il vire, remonte à la surface et regagne le bâtiment qui se retire alors à une distance de 500 mètres environ de l'objectif à détruire.

Après une pause de dix-sept minutes, le jeune capitaine de frégate Poulitot, commandant le Sagittaire, lance à la mer une « grenade sonore » déclenchant l'explosion de la charge déposée par le PAP, qui, à son tour, provoque celle de la mine. Une puissante gerbe d'eau s'élève vers le ciel,

tandis que l'onde de choc ébranle le Sagittaire. Le commandant Poulitot et le contre-amiral Gérard Gaziano, qui commande les forces maritimes françaises de l'océan Indien, se congratulent : une mine de plus vient d'être détruite sur les quelque mille deux cents que les Irakiens avaient mouillés, probablement dès le début d'août 1990, dans le nord du Golfe persique, pour isoler les ports koweïtiens du monde extérieur.

Une belle avance

Après la signature de l'accord de cessez-le-feu, l'Irak avait fourni aux coalisés le positionnement des mines que ses forces, utilisant des Super-Frelon, ou de simples petites embarcations, avaient larguées dans la région en un demi-arc de cercle allant du port de Koweït, au nord, aux ports saoudiens, plus au sud. Pour rompre cette étreinte, une force de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) opère depuis le 4 mars dans le nord du Golfe, en coordination avec des unités navales américaines et australiennes. Composée initialement des chasseurs de mines belges Myosotis, Dianthus et Iris, cette force a été augmentée, à partir du 15 mars, des navires français Sagittaire et Orion.

Les spécialistes alliés du déminage ont divisé la barrière de

champs de mines en six « boîtes », dont les trois situées le plus au sud ont été confiées aux bâtiments français, belges et néerlandais. Construits selon les normes américaines les plus strictes, ces navires, dotés de coques entièrement faites en composite verre-résine (CVR), bénéficient des techniques les plus avancées et les plus récentes, dont le système mis au point par la France - qui vient d'être tout récemment acheté par les Etats-Unis. Les pays de l'UEO ont pris ainsi une belle avance sur les Américains et autres alliés et sont sur le point d'achever le nettoyage de leurs trois « boîtes », ce qui permettra prochainement l'utilisation de certains des ports koweïtiens.

De plus, deux cent cinquante mines dérivantes ou qui ont perdu leurs attaches au fond ont été par ailleurs détruites ; certaines d'entre elles dataient de la guerre irano-irakienne.

Enfin, un autre bâtiment français, le Pluton, vient d'arriver dans les eaux koweïtiennes avec, à son bord, le troisième groupe de plongeurs-démineurs de Toulon ; ils seront chargés de nettoyer les zones côtières plus difficiles d'accès ainsi que les éboulis immédiats des ports et terminaux koweïtiens.

JEAN GUEYRAS

KOWEÏT

Amnesty International dénonce de graves violations des droits de l'homme depuis le retrait irakien

Dans un rapport publié vendredi 19 avril, Amnesty International dénonce les « arrestations arbitraires, tortures et meurtres » commis au Koweït - principalement à l'encontre de Palestiniens - depuis le retrait des troupes irakiennes.

Selon l'organisation de défense des droits de l'homme, dont une équipe s'est rendue dans l'émirat du 28 mars au 9 avril, « un grand nombre de victimes ont été tuées et des centaines d'autres ont été arrêtées arbitrairement, beaucoup ont été torturées, par les forces armées koweïtiennes et par des membres des groupes de « résistance » anti-irakienne depuis le 26 février ».

Les victimes, précise Amnesty International, « sont dans leur grande majorité des Palestiniens » et certaines d'entre elles « ont été abattues en public, emmenées de leur domicile, arrêtées dans la rue, torturées dans des commissariats, des écoles et d'autres centres de détention ou tuées en secret ». Beaucoup ont apparemment « disparu », ajoute Amnesty International, qui s'inquiète également du sort de quelque 600 prisonniers détenus dans une prison militaire située à l'extérieur de la capitale.

L'équipe d'Amnesty a recueilli les témoignages de trois prisonniers transférés de cet établissement à la prison pour mineurs de Koweït-Ville, où leurs conditions de détention ont été améliorées. Selon eux, « au moins sept détenus » sont morts des suites de maladies et de tortures : coups, décharges électriques, acide, privation de nourriture et d'eau.

« L'ampleur et la persistance de ces violations risquent de laisser une tache indélébile sur la façon dont sont traités les droits de l'homme au Koweït », estime Amnesty Inter-

national. « Bien que la vengeance à l'encontre de collaborateurs présumés soit à l'origine de ces actes dans certains cas, ajoute Amnesty, beaucoup de gens auraient été arrêtés du simple fait de leur nationalité ».

Au cours de sa mission au Koweït, l'équipe d'Amnesty a également tenté de vérifier et de préciser un rapport publié en décembre dernier sur les actes des troupes d'occupation irakiennes. L'organisation se dit « en mesure de confirmer » son rapport accablant « sur l'ampleur et la gravité des violations infligées à la population koweïtienne », mais n'a, en revanche, pas trouvé de preuve de la mort en grand nombre de bébés qui auraient été retirés de leurs couveuses par les soldats irakiens.

A. Desrosières
et L. Thévenot
Les catégories
socioprofessionnelles

REPÈRES

O. Galland
Les jeunes

REPÈRES

H. Meynaud et D. Duclos
Les sondages
d'opinion

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres
LA DÉCOUVERTE

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

Culte des Saints et pèlerinages
judéo-musulmans au Maroc
I. BEN-AMI
MAISONNEUVE ET LAROSE

On y prend goût
NOUVELLES
FRONTIÈRES

TUNIS 1000 F

PALERME 1050 F

LISBONNE 1150 F

ATHENES 1180 F

MONTREAL 1980 F

MARRAKECH 1400 F

NEW YORK 2270 F

DAKAR 2370 F

LES ANTILLES 2750 F

NOUMEA 8980 F

VOI ALLER RETOUR. DÉPART DE PARIS. A CERTAINES DATES
LES 23, 30/04 ET 05, 13/05/1991
TAPÉZ 36 15 NE. TÉLÉPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

Côte Ouest,
Côte Est.
L'Amérique
pour 1095 F.



Si vous pensez que l'Amérique se limite à New York, vous prenez le risque de passer à côté de toutes ses autres merveilles. Découvrez-les avec le Twaipass de TWA. C'est le moment d'en profiter. Le Twaipass vous ouvre le réseau intérieur TWA pour seulement 285 F par vol et vous offre le choix parmi une centaine de destinations. Alors, si vous pensez, en plus, au tarif très avantageux que TWA pratique en ce moment au-dessus de l'Atlantique, c'est vraiment maintenant qu'il faut découvrir l'Amérique ! Appelez tout de suite votre agence de voyages ou TWA au 47 20 62 11. Réservez vite votre super Twaipass. Vous partirez à ces conditions si vous achetez vos billets avant le 15 mai 1991.

TWA
LE MEILLEUR DE L'AMÉRIQUE

Validité 7 jours min., 30 jours max. 3 coupons min., 5 coupons max. Le 1^{er} vol doit être effectué au plus tard le 29 juin 1991. Tunis se soumet à des conditions particulières de vente, de transport et de sujets d'approvisionnement généralement applicables.

سكزاين الاصل

هكذا من الاجل

6 Le Monde • Samedi 20 avril 1991 •

ET SI NOUS DONNIONS UN DRAPEAU A LA TERRE?

Donner un drapeau à la Terre.
Chaque pays a son drapeau.
Et la Terre n'en a pas.

Europe 1, L'Express et Air et Cosmos vous proposent d'en
dessiner un. Et de participer à leur Grand Concours
"Et si nous donnions un Drapeau à la Terre?"

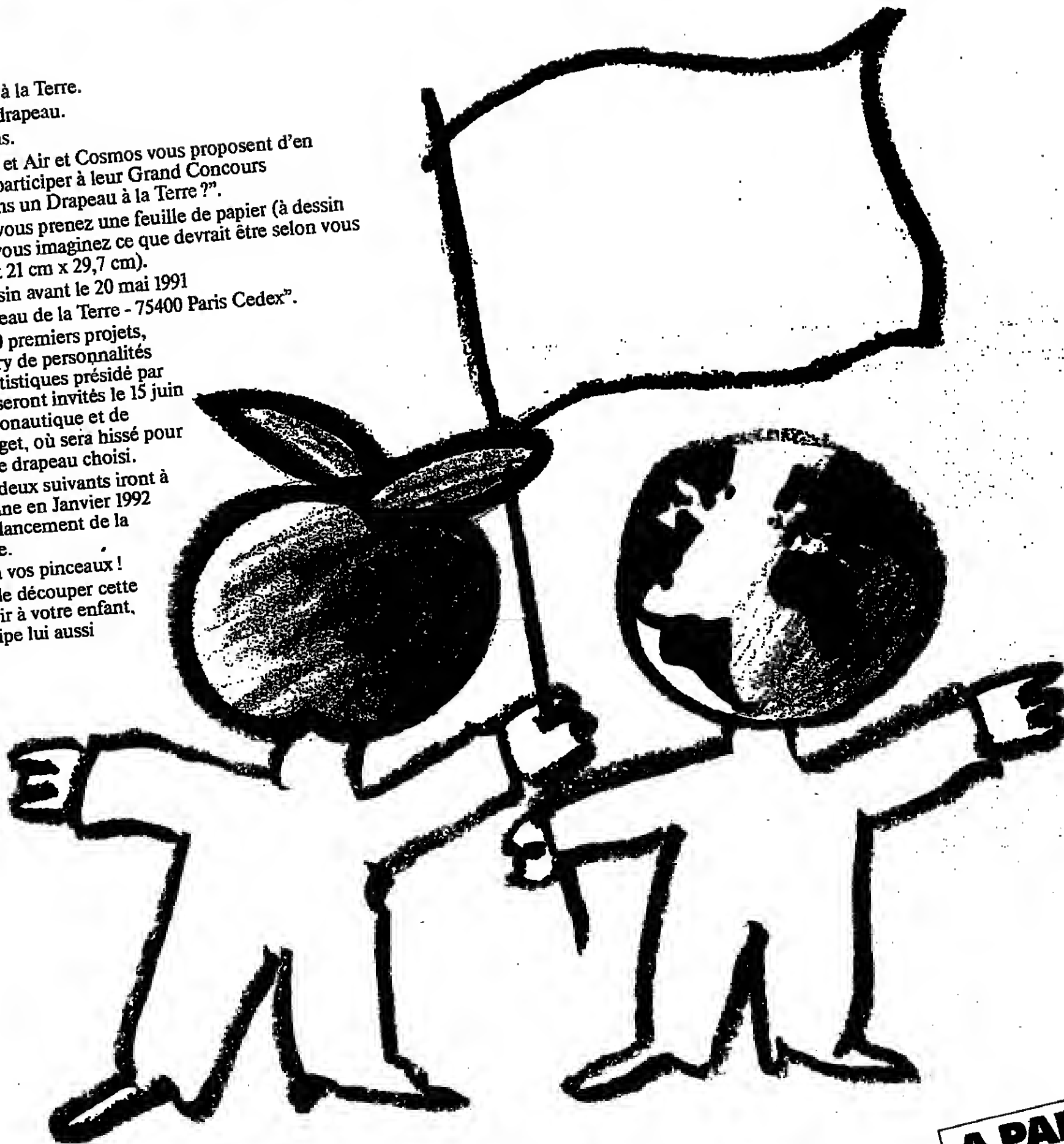
C'est très simple : vous prenez une feuille de papier (à dessin
de préférence), et vous imaginez ce que devrait être selon vous
ce drapeau (format 21 cm x 29,7 cm).

Envoyez votre dessin avant le 20 mai 1991
à "Europe 1 - Drapeau de la Terre - 75400 Paris Cedex".

Les auteurs des 30 premiers projets,
retenus par un Jury de personnalités
scientifiques et artistiques présidé par
Albert Ducrocq, seront invités le 15 juin
au Salon de l'Aéronautique et de
l'Espace du Bourget, où sera hissé pour
la première fois le drapeau choisi.

Le lauréat et les deux suivants iront à
Kourou en Guyane en Janvier 1992
pour assister au lancement de la
50^e Fusée Ariane.

A vos crayons, à vos pinceaux !
Parents, merci de découper cette
page et de l'offrir à votre enfant,
afin qu'il participe lui aussi
à ce concours.



GRAND CONCOURS



EUROPE 1

A PARIS
104.7 FM

DIPLOMA

une poignée
dans

POUR GARDER UNE
VOUS AVEZ 30 SECONDES

DIPLOMATIE

Pour une poignée de dollars

Suite de la première page

Les Japonais font valoir que l'URSS, pour la première fois, officiellement admet l'existence d'un problème de souveraineté territoriale entre les deux pays, et qu'elle a spécifié la nature en acceptant que soient mentionnés le nom des quatre îles.

Bien que M. Gorbatchev se soit énergiquement opposé à faire du communiqué d'après-guerre de 1956 (qui stipule que l'URSS s'engageait à réviser deux des quatre îles à la signature d'un traité de paix) la base de départ des futures négociations, il a accepté que figure dans le texte commun une formule ambiguë sur la nécessité de « tenir compte des résultats des pourparlers entamés depuis 1956 ». Tirant à eux l'interprétation, les Japonais estiment que la référence au communiqué de 1956 est implicite. Ils notent en outre que le communiqué mentionne plusieurs propositions soviétiques concernant les îles, présentées comme des concessions : permettre aux sociétés habitantes de se rendre sans visa sur celles-ci, encourager les échanges économiques et diminuer les effectifs militaires qui y sont stationnés.

Ras de l'aide économique substantielle

Pour les Soviétiques, M. Gorbatchev n'a rien cédé, il a simplement reconnu, de manière officielle, l'existence du problème. Il est en fait revenu à la position de Brejnev en 1973 qui, lors de ses entretiens avec le premier ministre japonais, Kakuei Tanaka, avait admis verbalement que la question territoriale faisait partie des « questions non résolues entre les deux pays ». Par la suite, Moscou était revenu à sa position initiale : il n'existe aucun contentieux territorial avec le Japon.

Au cours d'une conférence de presse tenue de la nuit de vendredi (après qu'elle était prévue la veille dans l'après-midi), M. Gorbatchev, après avoir souligné le « retard anormal » pris par les relations russo-japonaises, a déclaré que sa visite au Japon constituait « un élément impor-

tant dans le processus d'une amélioration fondamentale des rapports entre les deux pays ».

En réponse à une question sur la validité du communiqué de 1956, le chef de l'Etat soviétique a affecté de ne voir que la déclaration de rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays : « On a été retenus de ce texte les éléments qui ont donné des résultats tangibles du point de

de des principes pour une poignée de dollars », aurait-il déclaré.

Les Japonais semblent en tout cas avoir saisi la balle au bond pour ne plus parler d'aide économique. Et les entretiens ont pris fin sans qu'ils présentent de propositions concrètes (selon les estimations les plus optimistes, les Japonais envisageaient une aide de quelque 28 milliards de dollars). Les deux parties ont simplement signé la douzième d'accords de promotion des échanges et de coopération économique prévus.

Sans engagement précis, le Japon s'en tient théoriquement à sa position antérieure de non-séparation des questions politiques et économiques, et il peut encore



« Vie internationale » (l'établissement de liens diplomatiques), a-t-il déclaré, ajoutant qu'il n'avait pas l'intention de « redonner vie à des occasions perdues et à des entreprises qui avaient échoué ».

Les négociations entre M. Gorbatchev et M. Kaifu ont pris à certains moments un tour particulièrement âpre. Notamment lorsque le chef de l'Etat soviétique, pressé par la partie japonaise, a fait une concession sur la question territoriale (la presse japonaise souligne la ténacité dont a fait preuve M. Kaifu), a en un mouvement d'humeur et a déclaré qu'il considérait « humiliant » la manière dont ses interlocuteurs liaient le contentieux territorial à l'octroi d'une aide économique : « Je ne suis pas venu ici pour ven-

distiller son aide à l'URSS. Il devra cependant rapidement clarifier sa position : l'aide financière à l'URSS sera l'un des sujets de la réunion des ministres des finances des pays les plus industrialisés qui aura lieu à la fin de ce mois ».

Dernière étape de sa visite au Japon, M. Gorbatchev s'est rendu vendredi à Nagasaki - après être allé à Kyoto, - tenant ainsi à rendre hommage aux premiers des deux pays qui établissent des relations avec le Japon au milieu du siècle dernier. Au cimetière russe de la ville, reposent sept cents d'entre eux. Le président Gorbatchev était attendu en fin de journée à Chita, le méridionale de la Corée du Sud où il doit avoir des entretiens avec le président Roh Tae-woo.

PHILIPPE PONS

MAROC

Un étudiant tué lors d'une manifestation à l'université de Casablanca

Selon des sources concordantes, un étudiant a été tué et une dizaine d'autres personnes ont été blessées lors de l'intervention des forces de l'ordre, jeudi 18 avril, dans l'enceinte de la faculté de médecine et de pharmacie de l'université Hassan-II de Casablanca, pour mettre fin à une manifestation. La police a procédé à au moins une dizaine d'arrestations.

Des revendications estudiantines, portant sur l'amélioration des conditions de travail, sont à l'origine de ces troubles « réprimés avec brutalité », selon la presse d'opposition. Le 10 avril, le conseil de discipline de la faculté de médecine avait pris des sanctions, allant de deux ans à six mois d'exclusion, contre cinq étudiants accusés d'avoir empêché des enseignants de donner leurs cours.

Dans un communiqué, le recteur a accusé un « groupuscule » d'« éléments perturbateurs » de « n'avoir cessé de semer la terreur » parmi les étudiants « qui ne demandent qu'à poursuivre normalement leurs études ». Les universités sont un des principaux foyers d'agitation et les étudiants ont souvent exprimé leur solidarité avec l'Irak pendant la guerre du Golfe. - (AFP)

■ ETHIOPIE : les Douze appellent à un cessez-le-feu. - Les pays membres de la CEE ont appelé, jeudi 18 avril, à « l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel » ainsi qu'à l'ouverture de négociations entre gouvernement et rebelles. Dans leur déclaration, les Douze demandent que soit organisée une « table ronde en vue d'élaborer des dispositions transitoires conduisant à la réconciliation de tous les Ethiopiens ». Ils lancent aussi un « appel pressant » à toutes les parties pour garantir que l'aide humanitaire occidentale « soit effectivement distribuée à ceux auxquels elle est destinée ». - (AFP)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

M. De Klerk convoque un « sommet » sur la violence

JOHANNESBURG

de notre correspondant

A la veille de son départ pour une tournée en Europe, au cours de laquelle il rencontrera le Premier ministre britannique, le président F. W. de Klerk a convoqué, pour les 24 et 25 avril, à Pretoria, « un sommet » consacré à « la violence et à l'instabilité ». Selon un communiqué diffusé, jeudi 18 avril, le chef de l'Etat a convoqué à ce forum tous les partis politiques, les institutions gouvernementales concernées par « le maintien de l'ordre et l'application des lois », les responsables des Eglises, les représentants des syndicats, du secteur privé et les communautés « touchées par la violence ».

Le gouvernement a décidé de créer « une commission d'enquête permanente » chargée de prévenir et de mettre fin à « la violence et à l'instabilité d'inspiration politique », qui pourra former des « comités », recueillir des « témoignages », et « recueillir des « témoignages ». Le Parti démocratique (DP) a accueilli favorablement ces propositions, tout en

doutant qu'une solution puisse être apportée au problème de la violence tant que « la répression » économique dure. Selon M. Zach De Beer, président de cette formation, « le seul moyen de briser ce cercle infernal, c'est de parvenir rapidement à une solution politique qui restaure la confiance des investisseurs ».

Mais le Congrès national africain (ANC) a réitéré son hostilité à la proposition de M. De Klerk qui « ne répond pas à la lettre ouverte adressée au gouvernement », le 5 avril. La convocation de ce sommet reprend « l'idée exprimée par le ministre de la loi et de l'ordre, il y a quelques jours », remarque l'ANC en précisant qu'il a déjà que l'ANC en précisant qu'il a déjà rejeté « ce stratagème du gouvernement, inutile et facteur de division ». Même réaction négative du Congrès panafricainiste (PAC) qui « considère l'Etat comme le principal responsable de la violence ». « Nous ne nous sommes dans aucune discussion sur mettons dans aucune discussion sur ce sujet avec ses représentants », a indiqué M. Benny Alexander, secrétaire général de ce parti nationaliste.

FREDERIC FRITSCHER

AMÉRIQUES

EL SALVADOR

M. Perez de Cuellar propose qu'une mission de l'ONU contrôle le respect des droits de l'homme

NEW-YORK

de notre correspondant

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, propose de créer une mission des Nations unies chargée de contrôler le respect des droits de l'homme au Salvador. Il a fait cette proposition dans un rapport rendu public le 17 avril sur la situation dans ce pays et sur « les moyens d'y parvenir à la paix ». Il estime que la mission devra être formée avant même l'instauration du cessez-le-feu dont le principe a été acquis le 4 avril 1990 à Genève par les dirigeants salvadoriens et la guerrilla, dans un accord conclu sous les auspices de l'ONU.

Le secrétaire général préconise un travail en deux temps : dans une première phase, d'une durée de deux à trois mois, la mission examinera la

situation des droits de l'homme, « sans investigation sur des cas spécifiques ». Ce qu'est que dans une seconde étape que des enquêtes pourront être entreprises. Un accord a été conclu entre le gouvernement du Salvador et les Nations unies pour la mise en œuvre de la mission. Le statut du nouveau organisme, les privilèges et les immunités dont il disposera, afin que sa sécurité comme sa liberté de manœuvre et de communication soient assurées. Le chef de la mission sera assisté d'un directeur des droits de l'homme.

La mission aura des bureaux dans les trois autres villes importantes du pays (San-Miguel, San-Vicente et San-Luis). Elle comprendra dans ses effectifs une centaine de civils, une cinquantaine de policiers et une quinzaine d'officiers de liaison. Son coût, sur un an, est évalué à 32 millions de dollars.

SERGE MARTI

ETATS-UNIS

Le quotient intellectuel de M. Reagan en question

Les historiens américains sont particulièrement éveillés avec M. Ronald Reagan : pour la plupart d'entre eux, « l'homme » n'avait pas l'intelligence requise pour être président des Etats-Unis.

Sur 481 historiens interrogés, 90 % estiment que M. Reagan n'avait pas les capacités intellectuelles nécessaires pour occuper son poste. 68 % pensent même que l'administration de l'ancien président a eu une influence « importante et négative » sur les valeurs de la nation américaine. Les historiens ont donné à Ronald Reagan le vingt-huitième place dans une liste comportant les noms de trente-sept présidents des Etats-Unis. Ils le rangent dans la « catégorie en-dessous de la

moyenne ». Quatre présidents se rangent parmi les « grands » : Abraham Lincoln, George Washington, Thomas Jefferson et Franklin D. Roosevelt.

Pour 92 % des historiens interrogés, les Américains ont surestimé Ronald Reagan, et, pour 89 %, les programmes sociaux ont beaucoup souffert de ses deux mandats. Seul bon point : sa politique à l'égard de l'URSS. En guise de consolation, M. Reagan, très soucieux de l'image de marque qu'il laissera à la postérité, a toutefois obtenu le remplissage de son portrait à l'ancien son Blanche. Les amis de l'ancien président lui trouvaient, sur le tableau, « un sourire bizarre », pour ne pas dire sans inspiration.

A TRAVERS LE MONDE

ARGENTINE

Un gouverneur péroniste a été destitué à la suite de plusieurs scandales

Le gouverneur péroniste du Catamarca, M. Ramon Saadi, a été destitué mercredi 17 avril par le président Carlos Menem à la suite d'une avalanche de scandales dans sa province, située dans le nord de l'Argentine. M. Saadi dirigeait un clan familial qui a essayé, pendant six mois, d'étouffer l'enquête sur la mort, par overdose, d'une collègue de dix-sept ans, au cours d'une « petite fête » à laquelle participaient plusieurs de ses proches (le Monde du 10 avril).

Dans une conférence de presse, jeudi, M. Saadi a proposé de soumettre à une rhinocéros le chef de l'Etat, ainsi que tous les mem-

bres de son gouvernement, pour vérifier s'ils n'inhalent pas de la cocaïne. Il a suggéré d'étendre le test à tous les fonctionnaires nationaux et provinciaux. - (AFP)

CAMEROUN

Violents troubles dans plusieurs villes

Plusieurs étudiants ont été blessés, dont un par balles, dans des heurts avec des militaires, jeudi 18 avril, au centre universitaire de Douala. La capitale économique du Cameroun est paralysée par une grève générale, dans le cadre de l'opération « villes mortes » déclenchée par l'opposition, qui réclame la réunion d'une conférence nationale sur l'avenir politique du pays. De violentes manifestations anti-gouvernementales ont eu lieu aussi à Maroua et à N'Goundou, où les locaux du parti au pouvoir et des bâtiments administratifs ont été incendiés.

Dans un communiqué, la coordination des partis de l'opposition s'est félicitée du « succès éclatant » de cette première journée « villes mortes », qui constitue « un désaveu cinglant de la politique menée par le président Paul Biya ».

L'assemblée nationale s'est réunie, jeudi, en session extraordinaire afin d'examiner un projet de loi d'amnistie générale des détenus politiques. (AFP)

CHINE

Pékin proteste contre la rencontre entre le président Bush et le dalaï-lama

Le ministre chinois des affaires étrangères a convoqué, jeudi 18 avril, l'ambassadeur des Etats-Unis à Pékin, M. James Lilley, pour protester contre la rencontre qui avait eu lieu deux jours plus tôt à Washington entre le président Bush et le dalaï-lama, chef spirituel du Tibet en exil. A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a rejeté cette protestation en affirmant que les Etats-Unis « continuent à exhorter les partisans du dalaï-lama et le gouvernement de Pékin à reprendre un dialogue pacifique pour résoudre les problèmes entre eux ».

Le chef spirituel du Tibet doit recevoir M. Danieli Mitterrand, présidente de la Fondation Franco-Liberté, à Dharamsala, capitale des Tibétains en exil dans le nord de l'Inde, le 28 avril, soit trois jours avant le début d'une visite officielle à Pékin du ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas. D'autre part, l'agence Chine nouvelle a indiqué jeudi que les autorités chinoises ont procédé à 1 025 arrestations lors de manifestations indépendantes qui ont eu lieu au Tibet depuis 1987. - (Reuters)

ÉTATS-UNIS

Plus de 6 millions d'Américains « oubliés » lors du recensement de 1990

Quelque 6,3 millions d'Américains n'ont pas été comptés, en 1990, lors du dernier recensement effectué aux Etats-Unis, qui a établi à 248,5 millions d'individus la population de ce pays, a-t-on indiqué jeudi 18 avril de source officielle à Washington. Un rapport établi pour évaluer la justesse des chiffres du recensement situe en fait la population entre 253 et 255 millions de personnes », a indiqué le démocrate Tom Sawyer (Ohio), président de la sous-commission des représentants. Selon ce document, près de 2 % des Américains n'ont pas été recensés, dont près de 5,6 % des personnes de race noire et 8,1 % de celles d'origine hispanique. - (AFP)

ZAMBIE

Fermeture de l'université de Lusaka

Le gouvernement a ordonné, jeudi 18 avril, la fermeture, pour une durée indéterminée, de l'université de Lusaka où les forces de l'ordre sont intervenues pour en chasser les étudiants. Cette décision a été prise en raison de « développements préjudiciables à la paix et à la stabilité », a précisé le radio national. L'université avait réouvert, il y a six semaines, après des émeutes étudiantes et devait normalement fermer le 10 mai. - (AFP)

POUR GARDER UNE PEAU JEUNE, VOUS AVEZ 30 SECONDES ?



ACTIF TOTAL REGENERANT

EN 30 SECONDES, CHAQUE MATIN, TOUT LE SOIN DONT VOTRE PEAU A BESOIN.

BIOtherm HOMME



A PARIS 104.7F

سكز ان الاصل

ROUMANIE : accueilli par des manifestations de l'opposition

M. François Mitterrand demande à M. Iliescu de « hâter la démarche démocratique »

Le président François Mitterrand est arrivé jeudi 18 avril à Bucarest pour une visite officielle, la première d'un chef d'Etat occidental depuis la chute de Nicolae Ceausescu. Il a été accueilli à l'aéroport par le président roumain, M. Ion Iliescu, avec lequel il a également dîné, après avoir rencontré quelques intellectuels d'opposition. M. Mitterrand devait se rendre vendredi à Iasi, dans l'est du pays, avant de regagner Paris dans la soirée.

BUCAREST

de nos envoyés spéciaux

Comment rappeler les dirigeants roumains à leur devoir démocratique sans jouer au donneur de leçon ni trop s'ingérer dans leurs affaires ? Comment exprimer son soutien à la Roumanie sans paraître cautionner en bloc la politique de l'équipe au pouvoir ? Comment tenir compte des doléances de l'opposition sans dénier au régime la légitimité acquise lors des élections présidentielles et législatives du 20 mai 1990 ?

Telles étaient les embûches qui guettaient M. Mitterrand jeudi 18 avril dès la première journée de sa visite d'Etat en Roumanie. Le

président de la République s'est habilement sorti d'affaire mais sans prendre trop de risques - en invoquant les grands principes de la nouvelle Europe et en exhortant ses hôtes à s'y conformer.

« Et voilà, a-t-il lancé à son homologue roumain, M. Ion Iliescu, lors du dîner offert en son honneur, que vous devez mettre en place ces réformes qui conduisent à l'Etat de droit et au marché ouvert... Il faut être clair, la Roumanie, qui a une démocratie, chasser loin de nous les autoritarismes, la domination d'un parti sur les autres... C'est la voie à suivre, il faut respecter ceux qui nous combattent. »

Reprenant un thème qui lui est cher ces temps-ci, M. Mitterrand a souligné l'importance des « garanties » qui seront accordées aux multiples minorités, si nombreuses en Europe au sein des Etats où elles sont établies. L'allusion s'applique notamment à la Roumanie, qui abrite des minorités d'origines tzigane (deux millions de personnes), hongroise (un million et demi) et allemande (trois cent mille).

Une fois rappelées ces « valeurs démocratiques », M. Mitterrand n'a pas d'Etat d'âme. Il n'est « pas facile » d'être le premier chef d'Etat occidental à se rendre à Bucarest depuis la révolution de décembre 1989, car « la France est là quand ses amis ont besoin d'elle ». « La

France, résume-t-il, a retrouvé le chemin de la Roumanie. » Signe de ce retour : Paris a multiplié par quatre, en deux ans, son budget de coopération en faveur de Bucarest, qui s'élève pour 1991 à 70 millions de francs.

Un tel langage ne pouvait évidemment que plaire à M. Iliescu. Dans son allocution, le président roumain s'était empressé de rassurer son hôte sur la pureté de ses intentions : « L'option irréversible du peuple roumain, je vous l'assure, est la démocratie. Nous avons jeté la base d'une société civile s'inspirant des valeurs démocratiques. » Il s'est toutefois dit conscient « du chemin qui reste à faire ».

Les critiques de Doina Cornea

L'opposition, en revanche, est restée sur sa faim. La venue de M. Mitterrand avait suscité dans les rangs perplexité, embarras, voire franche hostilité. Pour M. Radu Campeanu, chef du Parti national libéral - qui fut l'un des deux adversaires de M. Iliescu à l'élection présidentielle - cette visite était « inopportune ».

Et pour l'autre adversaire, M. Ion Ratiu, leader du Parti national paysan, « elle aurait pu être un vrai lieu plus tard ». Les critiques les plus vives sont venues de l'opposition extra-parlementaire, regroupée au

sein de l'Alliance civique. Ses opposants reprochent au président français d'apporter par sa seule présence à Bucarest un soutien politique à un homme, Ion Iliescu, à qui ils n'ont pas pardonné, entre autres, d'avoir commandité l'intervention des mineurs à Bucarest en juin 1990, et à un régime qu'ils tiennent pour « néo-communiste ».

« Cette visite risque de donner une force nouvelle au pouvoir, face à l'opposition », nous disait M. Gabriel Andreescu, animateur du Groupe pour le dialogue social. Et chacun de prédire que l'équipe au pouvoir ne se priverait pas d'exploiter à son profit la visite du chef de l'Etat. Ayaot sur son agenda roumain réservé deux rendez-vous pour l'opposition, M. Mitterrand ne pouvait guère faire mieux à cet égard, compte tenu de la brièveté de son séjour (une trentaine d'heures).

Judi, soit, il recevait à l'ambassade de France quelque quatre-vingts intellectuels appartenant en grande majorité à l'opposition extra-parlementaire. S'entretenant assez longuement avec une douzaine d'entre eux - dont M. Doina Cornea - il a écouté leurs critiques du régime et prêchant la patience et les a assurés que leur pays était engagé sans retour dans la bonne voie, celle de l'Europe et de la démocratie.

Pendant ce dialogue franc et amical, quelque cent cinquante étudiants roumains manifestaient dans le calme sous les fenêtres de l'ambassade. Leurs slogans se sont emparés de l'ambassade : « France, aide aux Roumains ou aide à Roman ? » (le premier ministre). Au même moment, dans un autre quartier de Bucarest, plus d'un millier de manifestants réclamaient la démission du dirigeant de la télévision nationale, qu'ils accusent de manipuler l'information. Il y avait parait-il aux alentours de 100 personnes.

M. Petre Bacau, directeur de *Romania Libera*, le principal quotidien de l'opposition, l'invité à l'ambassade de France, il avait jugé « plus important » de s'exprimer dans la rue. Les opposants soulignent d'ailleurs que le chef de l'Etat intervient en faveur de la création d'une télévision réellement indépendante. Ce serait un acte de geste susceptible de rétablir à leurs yeux cette visite, dont ils n'arrivent pas à se réjouir pleinement.

JEAN-BAPTISTE NAUDET et JEAN-PIERRE LANGELLIER

ALLEMAGNE : élections dans le Land de Rhénanie-Palatinat

Le scepticisme des vignerons mosellans

Des élections auront lieu, dimanche 21 avril, dans le Land de Rhénanie-Palatinat. Si l'on en croit les sondages, les chrétiens-démocrates et leurs alliés libéraux, qui dominent la patrie du chancelier Kohl depuis quarante ans, pourraient perdre le pouvoir.

KRÖV (Rhénanie-Palatinat)

de notre envoyé spécial

Entre Trèves et Coblenze, la Moselle musarde à travers les vignes fêchées sur les pentes abruptes du massif schisteux rhénan. Au printemps, les vignerons accablent les jeunes pousses en forme de cœur après avoir taillé les ceps de riesling et de müller-thurgau, qui ont fait la réputation viticole de ce terroir exploité depuis l'époque romaine.

En période électorale, on redécouvre régulièrement les vignerons de Rhénanie-Palatinat, le seul des Länder allemands qui dispose d'un ministère de la viticulture, principale ressource agricole de la région. Ces hommes ont tant hâté par le soleil des pentes méditerranéennes où ils soignent à longueur d'année leurs quelques hectares de vigne sont réputés pour leur franc-parler et leur sens de la météorologie politique. Même s'ils ne constituent plus, comme ce fut le cas naguère, les gros bataillons électoraux conservateurs d'une région marquée par l'influence dominante de l'Eglise catholique, ils peuvent encore exercer une influence déterminante sur l'issue d'un scrutin, surtout si celui-ci s'annonce serré, comme celui du 21 avril. On pourrait bien assister, si l'on en croit les sondages, à la fin de quarante ans de domination chrétienne-démocrate dans la patrie du chancelier Kohl.

A Kröv (deux mille cinq cents habitants), il ne reste plus que cent exploitations viticoles sur les trois cents existantes au lendemain de la guerre. Mais ceux qui sont restés ont compris qu'il fallait s'adapter à l'évolution de la société : ils ont le chance de vivre dans un paysage magnifique à quelques dizaines de kilomètres de concentrations urbaines. On est à moins de deux heures d'autoroute de Bonn, de Francfort ou de Bruxelles. L'aspect cosmo du village lève dans un méandre aux bénéfices que les vignerons ont réussi à tirer de l'exploitation touristique de leur terroir.

L'attente du marché unique

Cette attente n'empêche pas les gars de Kröv de manifester leur scepticisme vis-à-vis des opérations de séduction dont ils sont l'objet de la part des politiciens au pouvoir à Mayence, capitale du Land. Ce que Gerd Klein, la quarantaine joviale et moustachu, reproche au gouvernement chrétien-démocrate-libéral sortant, c'est de ne pas avoir assez fermement défendu les intérêts des viticulteurs à Bonn et à Bruxelles. Lui, tout comme les quelques amis qu'il a réunis sur sa terrasse, soupçonnent leurs dirigeants de n'être pas aussi fermes et rusés que les Français, les Italiens ou les Espagnols pour défendre leurs producteurs nationaux.

Cela ne signifie pas cependant que les vignerons mosellans soient viscéralement anti-européens, bien au contraire. M. Valentin Hahn est aussi historien à ses heures de loisir, et il reçoit l'approbation de tous ses collègues lorsqu'il affirme que « la construction européenne a été gagnée à notre région les malheurs

qui se sont abattus sur elle pendant plusieurs siècles : des guerres à répétition, des occupations, des destructions ». On attend au contraire beaucoup de l'intégration au marché unique, qui permettra aux voisins belges, luxembourgeois ou français de remplir leur coffre de voitures de caisses de vin sans craindre l'intervention des gabelous. L'unité allemande, que les Rhénans ont accueillie avec plus de résignation patriotique que d'enthousiasme chauvin, les incite à plus à réaffirmer leur lien de solidarité avec cet « espace carolingien » dont ils se sentent beaucoup plus solidaires que d'une Prusse qui a laissé ici de mauvais souvenirs : arrogence, militarisme, mise en tutelle.

Nos vignerons philosophes manifestent également leur scepticisme quant aux personnalités qui sollicitent leurs suffrages. Pour le maire de Kröv, M. Gernot Trossen, membre du CDU, le ministre-président sortant, M. Carl Ludwig Wagner, est « trop vieux » pour pouvoir prétendre incarner l'avenir à Mayence. Il est un fait que celui-ci, qui n'a pourtant que soixante ans, donne l'impression d'un homme en fin de carrière, ce qui a incité la CDU locale à le flanquer de M. Hens Otto Wilhelm, un quadragénaire fringant qui devrait, en cas de victoire, le 21 avril, remplacer M. Carl Ludwig Wagner en 1992. Le jeune vignerons-démocrate ne suscite pas plus d'enthousiasme à Kröv que son aîné : « Il a su prendre le pouvoir au sein du parti, mais on ne sait pas vraiment ce qu'il veut », constate encore M. Trossen.

Le mensonge fiscal

L'idée commence à faire son chemin selon laquelle un changement de majorité ne serait pas un drome dans une région où le CDU règne seule ou en alliance avec le FDP depuis plus de quarante ans. On ne serait pas mécontent, en outre, de donner une petite leçon, sans grande conséquence à l'échelle nationale, au chancelier Kohl. « Nous savons compter », affirme M. Gerd Klein. Il était stupide de vouloir nous faire croire que l'on pouvait financer l'unité sans augmentations d'impôts... L'argument du « mensonge fiscal » ressuscité l'envi per l'opposition à voter entre 3 et 4 % de voix à la CDU », estime encore le maire de Kröv.

Le SPD, conduit par le dernier des « petits-fils » de Willy Brandt à ne pas être ministre-président, M. Rudolf Scharping, qui a patiemment labouré son terroir, n'est cependant pas essouffé de l'apporter haut la main. En 1987, il avait recueilli 38,8 % des voix contre 46,6 % à la CDU. S'il est raisonnable pour lui d'espérer - comme le président des sondages - devenir le premier parti dans le Land, il lui faut cependant trouver des partenaires pour gouverner. Les libéraux ont réaffirmé leur volonté de poursuivre leur alliance gouvernementale avec la CDU, et les Verts, qui avaient obtenu 5,9 % des suffrages en 1987, vont une fois de plus trembler dimanche soir. S'il parviennent à franchir la barre des 5 %, la voie pourrait alors être ouverte à une coalition rouge-vert à l'image de celles qui existent en Hesse et en Basse-Saxe.

A Kröv, en dépit d'une tradition plutôt conservatrice, on n'en fait pas cependant une maladie : « De toute façon, conduit le maire, on ne voit pas tellement la différence entre les partis... »

LUC ROSENZWEIG

La France au sixième rang des investisseurs

BUCAREST

de notre correspondant

Le gouvernement roumain dit attendre de la visite de M. Mitterrand l'octroi de crédits pour restructurer l'industrie.

Jusqu'ici, la Roumanie était un partenaire commercial de peu d'importance pour la France. Les échanges étaient déficitaires pour l'Hexagone mais se sont presque équilibrés en 1990, le taux de couverture passant de 28 % en 1989 à 67 %.

Pour les investissements en Roumanie, les Français se trouvent à la sixième place, avec 6 milliards de dollars en 1990, contre 22 milliards pour les Allemands, à la première place. Si la

Roumanie a commandé à Airbus Industrie trois A-310 pour un montant de 275 millions de dollars. Alcatel, en concurrence avec Siemens, a vu un important contrat de câbles téléphoniques lui échapper, alors que Bouygues devrait bientôt signer pour la construction à Bucarest d'un Centre de commerce international. Renault et Citroën, qui ont aidé à construire en Roumanie une Renault-12 et une Visa roumaine, pensent être bien placés pour une nouvelle collaboration.

S'appuyant sur une tradition historique de francophonie, c'est surtout la coopération culturelle qui s'est développée. Le budget français est passé de 5 millions

de francs avant la révolution à 70 millions de francs en 1991. Trois centres culturels ont été créés en province à Cluj, Iasi et Timisoara), un lycée bilingue ouvert à Bucarest, 250 bourses d'études (sur 700 pour l'Europe de l'Est) ont été accordées. Radio-France Internationale est diffusée en FM à Bucarest dix-sept heures par jour. Deux radios FM d'origine française (Fun-Radio et Radio-Nova) ont été créées. Le télévision roumaine reprend deux heures par jour de programme de la SEPT et la diffusion sur Bucarest de TV5-Europe devrait commencer ces jours-ci.

J.-B. N.

GRECE

Décès d'Agamemnon Koutsoyorgas cofondateur du PASOK

ATHÈNES

de notre correspondant

L'ancien numéro deux du gouvernement socialiste, Agamemnon Koutsoyorgas, principal accusé avec l'ancien premier ministre et chef du PASOK (socialiste), M. Andreas Papandréou, dans les procès sur le scandale Kostas, est décédé, jeudi 18 avril à Athènes, à l'âge de soixante-neuf ans d'une crise cardiaque (nos dernières éditions du 19 avril).

Originaire d'Achaïe (nord-ouest du Péloponnèse), la région natale de la famille Papandréou, « Ménios » Koutsoyorgas, devient rapidement un fidèle de M. Andreas Papandréou. Brillant avocat, il est arrêté et incarcéré au siège de la police militaire, où il est torturé pendant la dictature des colonels (1967-1974). Libéré en 1972, il sera membre fondateur du PASOK et député de ce parti jusqu'en 1989. Agamemnon Koutsoyorgas devient à l'arrivée au pouvoir du PASOK, en

octobre 1981, le bras droit de M. Papandréou. Il occupe immédiatement l'important ministère de la présidence qui a la haute main sur l'administration publique et devient ensuite ministre de l'Intérieur ; il sera le grand alchimiste aux socialistes qui permet notamment aux socialistes de remporter les élections de juin 1985. Il est ensuite nommé ministre de la justice et vice-premier ministre lors de la seconde législature socialiste.

Pendant l'été 1988, alors que le scandale provoqué par le directeur de la banque de Crète, Georges Kostas, est à son apogée, il fait voter une loi sur le secret bancaire qui couvre les activités frauduleuses du banquier. On l'accuse alors d'avoir reçu pour cette action un pot-de-vin de 2 millions de dollars sur son compte suisse. Il démissionnera finalement de ses fonctions et sera exclu du PASOK avant les élections de juin 1989 que les socialistes perdront.

D. K.

URSS

Vers une suspension des grèves de mineurs

Une commission du Parlement ukrainien a signé, jeudi 18 avril, avec les comités de grève des mineurs de cette République, un accord prévoyant la reprise du travail, qui devait être soumis vendredi aux collectifs de travail.

Selon une communication faite au Parlement de Kiev, rapporte notre envoyé spécial à Moscou, Sophie Shihab, l'un des points de ce protocole prévoit que l'Ukraine ne signera pas de traité d'union avec Moscou tant que la nouvelle Constitution ukrainienne n'aura pas été adoptée. Un autre point porte sur l'indexation des salaires.

En Russie, les grévistes négocient également directement avec les autorités de la Fédération de Russie, sans passer par le pouvoir fédéral. La principale mine de charbon d'URSS, la mine Rospodskaya dans le bassin du Kouzbass en Sibérie, a repris le travail après

avoir conclu un accord avec le gouvernement russe pour ne plus dépendre du ministère soviétique de l'Industrie houillère, selon le quotidien *Troud*. La grève se poursuit encore dans 47 des 76 mines du Kouzbass. Jeudi à Moscou, c'est le premier ministre russe, M. Ivan Silaev, qui conduisait les négociations avec une délégation de mineurs et de syndicats indépendants, même si le ministère soviétique de l'Industrie houillère était présent. En Biélorussie, les pourparlers entre grévistes et dirigeants locaux se sont poursuivis jeudi.

Un demi-million de Soviétiques ont émigré en 1990. Plus de 450 000 Soviétiques ont émigré en 1990, a rapporté jeudi 18 avril l'agence Tass. Près de 60 % d'entre eux se sont établis en Israël et 31,3 % en Allemagne. Seuls 2,9 % ont pu se rendre aux Etats-Unis. (AFP, UPI)

YOUgoslavie

Nouvelles discussions sur le référendum

Pour la quatrième fois, les présidents des six Républiques de la Fédération se sont rencontrés, jeudi 18 avril, à Ohrid en Macédoine, pour essayer de résoudre la crise et définir le modèle de la future Yougoslavie.

Les six dirigeants devaient négocier les modalités de ce référendum dans le pays proposé la semaine dernière lors de leur réunion en Slovaquie. Ils ont décidé que le référendum serait organisé simultanément dans les Républiques avant la fin mai et devrait permettre aux citoyens de décider si la Yougoslavie

doit rester un Etat fédéral ou se transformer en une communauté d'Etats souverains.

Plusieurs points de désaccord persistent sur les modalités de cette consultation. En effet, la Serbie et le Monténégro estiment que ce référendum devrait permettre non seulement aux citoyens mais aussi aux différents peuples yougoslaves de se prononcer sur l'avenir du pays tandis que les quatre autres Républiques préconisent le vote des citoyens de chaque République sans tenir compte de l'appartenance ethnique. (Corresp)

La Stasi a aidé Carlos à commettre un attentat anti-français à Berlin en 1983

La Stasi, l'ancienne police politique de RDA, a aidé le groupe du terroriste Carlos à commettre le 25 août 1983, un attentat à la bombe contre la Maison de France à Berlin-Ouest, qui avait fait un mort et vingt-trois blessés, a indiqué, jeudi 18 avril, le parquet de Berlin. Celui-ci a précisé que la Stasi avait fourni 24 kilos d'explosifs et un abri sûr à Berlin-Est au principal organisateur de l'attentat, revendiqué à l'époque par l'ASALA

(Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie). Selon la radio berlinoise SFB, « Carlos », alias Ilych Ramirez Sanchez, était lié à la Stasi depuis le début des années 80. Il séjournerait régulièrement dans un grand hôtel de Berlin-Est. Le poseur de la bombe contre la Maison de France, était, d'après SFB, un Libanais qui fut instruit par un acolyte de Carlos. (AFP)

سكزا من الاجل

c'est toujours
FRAN
DOUBLI
SON A
EN UN

2 090 0
AUDITEURS

4
AUD

Le scepticisme

des vignerons mosellans

..... c'est toujours l'heure des infos

FRANCE INFO DOUBLE SON AUDIANCE EN UN AN

2 090 000
AUDITEURS

Janv / Mars 90

4 268 000
AUDITEURS

Janv / Mars 91

FRANCE

info

105.5

Source Médiamétrie - Enquête 75 000 - Janv / Mars 91

هكذا انشأ الاصل

Les principales villes mises à contribution...

La querelle public-privé en toile de fond du débat sur la réforme hospitalière

... **et les bénéficiaires**

Sotteville-lès-Rouen. Seine-et-Merne : Champs-sur-Mame, Combes-la-Ville, Dammarie-lès-Luxeuil, Meaux, Le Mée-sur-Seine, Melun, Savigny-le-Temple, Tarcy, Yvelines : Mantes-la-Jolie, Les Mureaux, Sarroville, Somme Abbeville, Amiens, Veudeuc Avignon, Orange, Vienne Châtelleraut, Poitiers, Haute Vienne : Limoges, Vosges : Epinal, Saint-Dié, Yonne : Auxerre Sens, Territoire-de-Belfort : Belfort, Essonne : Athis-Morand, Etampes, Grigny, Longjumeau, Saint-Michel-sur-Orge, Vigneux-sur-Seine. Hauts-de-Seine : Colombes, Seine-Saint-Denis : Bobigny, Bondy, Clichy-sous-Bois, Drancy, Epinay-sur-Seine, Gagny, Neuilly-sur-Marne, Noisy-le-Sec, Pierrefitte-sur-Seine, Romainville, Bois, Sevran, Stains, Villepinte, Val-de-Marne : Aulervill, Clichy-Champigny-sur-Marne, Choisy-le-Roi, Le Kremlin-Bicêtre, Villefontaine, Saint-Germain, Vitry-sur-Seine, Val-d'Oise : Argenteuil, Bazouilles, Cergy, Erment, Franconville, Garges-lès-Gonesse, Goussier, Semples, Sarcelles, Villiers-le-Moignon.

► Source : direction générale de l'architecture locales.

► Source : direction générale des collectivités locales.

A la suite du rapprochement des démocrates-chrétiens et des conservateurs à Strasbourg

A la suite du rapprochement des démocrates européens

Les Français isolés au Parlement européen

Pour ne pas être laminée lors de la création du marché commun en 1958, l'industrie française avait se lancer dans une formidable entreprise de modernisation et d'efforts avaient été globalement couronnés de succès. Aujourd'hui, puisqu'il s'agit de tenir une nouvelle politique, ce sont les parties qui vont subir la même épreuve. Et réussir l'intégration européenne, que la majorité d'entre eux acceptent de leurs vœux, il leur faut entreprendre une formidable mutation. L'Europe des marchés ne doit pas bouleverser les habitudes françaises. L'Europe politique, inévitablement des conséquences, au moins aussi perturbantes.

THIERRY BRÉHIER

annuel (60 % d'économie), qui donne

Envoyer 60 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dol, 75014 Paris, en spécifiant le dossier et l'abonnement.

POLITIQUE

La réunion du comité central

Le PCF affirme son opposition « définitive » à une modification du scrutin régional

L'état-major du Parti communiste a décidé de se montrer poli avec tout le monde.

Poli avec les socialistes. M. Lajoinie expliquait en privé, jeudi matin 18 avril, en marge des débats du comité central, que son parti avait décidé d'envoyer « par courtoisie » deux députés, MM. Robert Yrie et Jean Wlos, le soir même au siège du Parti socialiste où M. Pierre Mauroy l'avait convoqué en espérant convaincre ses anciens alliés de soutenir son projet de réforme du mode de scrutin pour les prochaines élections régionales, retardé mercredi de l'ordre du jour du conseil des ministres à la demande de M. François Mitterrand.

Poli avec les contestataires. Le même M. Lajoinie se montrait magnanime avec M. Charles Fiterman et les autres « refondateurs » qui viennent de s'associer à une trentaine de personnalités venues des divers horizons de la gauche pour lancer un manifeste dont le postulat a valeur de réquisitoire pour tous les partis conventionnels (le Monde du 9 avril). Interrogé sur le point de savoir s'il accepterait, le cas échéant, de participer au colloque organisé les 7 et 8 juin par les auteurs de ce texte, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale répondait même : « Pourquoi pas ? »

Poli, surtout, avec les électeurs. Dans son rapport, qui a ouvert les débats du comité central, M. Lajoinie a recommandé à tous les militants de bannir « toute attitude étroite » et « sectaire » afin de ne plus être « assimilés à l'échec des pays socialistes et à l'intolérance que les

médias, a-t-il dit, veulent nous coller à la peau ».

Poli mais ferme.

Les deux émissaires du PCF ont affirmé à leurs hôtes socialistes, jeudi soir, l'« opposition résolue et définitive » de leur parti à l'abandon de la proportionnelle intégrale aux prochaines élections régionales, et de fournir subitement une majorité parlementaire à M. Michel Rocard. Ils leur ont expliqué que l'instauration d'un mode de scrutin majoritaire « se traduirait par un recul de la démocratie ». Cette prise de position semble vider le projet gouvernemental aux oubliettes. Sans attendre l'issue de cette entrevue, le ministre de l'Intérieur avait d'ailleurs précisé que ce texte ne figurerait pas non plus à l'ordre du jour du conseil des ministres de la semaine prochaine.

« Stagnation » électorale

Fermé aussi à l'égard de ses minoritaires. M. Anicet Le Pors, dès le début de la réunion du comité central, a contesté les modalités choisies par le secrétariat de cette instance pour organiser la présidence des séances. Dans une lettre à M. Marchais, l'ancien ministre de la Fonction publique avait souhaité un tirage au sort. Il n'a pas obtenu satisfaction ; le choix des présidents de séance a été prétabli et la protestation de M. Le Pors est restée vaine.

Fermé, enfin, à l'égard de ses propres militants. Reprenant à 500 compte l'appel à l'« autocritique » lancé par M. Marchais, le président des députés communistes a souligné la « stagnation » électorale de son parti dans la plupart des scrutins partiels en insistant tellement sur les insuffisances constatées dans les activités des cellules que son propos sonne comme un signal d'alarme. Et même comme un aveu d'impuissance presque touchant au moment où M. Lajoinie a juré que son parti avait bel et bien « changé » et que ce « changement » n'avait rien de « tactique ».

ALAIN ROLLAT

M. Lajoinie : « Se prémunir contre toute attitude sectaire »

Dans son rapport (nos dernières éditions du 19 avril), M. Lajoinie a critiqué la politique socialiste en déclarant notamment : « Comme le gouvernement est confronté à l'insupportable de la crise dont il est responsable, il se livre avec fébrilité à une série de projets plus néfastes les uns que les autres. Il vient de décider de livrer le patrimoine des entreprises publiques à la pénétration du capital privé, y compris étranger, ce qui ne peut qu'accroître la logique de la rentabilité financière contre l'emploi et l'intérêt national (...) »

Ensemble, la droite et la direction socialiste se sont retrouvées pour appuyer l'engagement de la France dans la guerre du Golfe, puis pour en faire payer la facture à notre peuple. Ensemble, ils alimentent la chronique nauséabonde de la politique politicienne qui pousse au rejet de la politique (...) Ensemble, ils perpétuent le caractère antidémocratique des institutions, participent au discrédit du Parlement. L'un et l'autre se jettent à la figure leurs affaires, leurs magouilles, alors qu'ensemble ils ont voté, contre les seuls communistes, une loi antitrust à leur avantage (...) L'étape actuelle de la recomposition politique est celle de l'alliance nouée entre la direction du Parti socialiste et une partie de la droite dans un gouvernement comprenant des anciens ministres de Giscard d'Estaing (...) »

Toutes les décisions politiques prises par le pouvoir socialiste, en accord avec la droite, visent à remodeler en profondeur la société en s'attaquant à toutes les garanties, acquises sociales et démocratiques pour favoriser l'exploitation capitaliste et tenter d'empêcher les victimes de cette politique d'y faire échec.

Evocant le rôle de son parti, le président des députés communistes a notamment déclaré : « Nous n'avons pas changé pour changer. Nous avons tiré les leçons de l'expérience (...) Nous n'avons pas changé pour devenir moins communistes mais pour devenir des communistes de notre temps (...) Mais nous devons bien constater que cette orientation du vingt-septième congrès n'est pas

LIBERTÉ, DÉMOCRATIE, AUTOCRITIQUE... FAUT VRAIMENT QUE JE LISE ÇA ?



mise en œuvre à tous les niveaux avec la hardiesse et l'ouverture indispensables. Il est temps de faire reculer toute réticence, toute timidité, toute étroitesse, afin de progresser dans ce sens, à la mesure de la gravité des attaques portées (...) Beaucoup d'efforts doivent être déployés sans faiblesse pour faire connaître à ceux qui nous entourent l'originalité de notre projet de société (...) Trop peu de Françaises et de Français savent que nous avons un projet de société (...) Il faut se prémunir contre toute attitude étroite, sectaire dans nos rangs, qui ne pourrait, en fin de compte, que faire le jeu des forces qui ont intérêt à ce que la direction du Parti socialiste continue de mener une politique de droite en alliance avec la droite.

Le seul moyen de conduire les dirigeants socialistes à renoncer à leur politique de droite, c'est de la mettre en échec par l'action unie, a-t-il ajouté. Cela passe en tout cas l'attitude qui consiste à assigner des vérités parce que l'on est sûr d'avoir raison. Cela modifie notre concep-

tion du militantisme et entraîne de nouvelles exigences pour tout le parti (...) Travailler ensemble, c'est travailler en premier lieu avec tous les communistes, sans exception, dans toute leur diversité.

Evocant implicitement le manifeste « Refondations » pour la recomposition de la gauche lancé par M. Fiterman et ses amis, M. Lajoinie a souligné, en évitant toute polémique avec l'ancien ministre des transports : « On débat librement dans le parti ; on peut avoir des désaccords sans être sanctionné ; le parti n'est pas manolithique. Il faut savoir mettre à profit l'indépendance, les capacités et l'intelligence de chacun (...) Ce changement n'est pas d'ordre tactique, c'est une nécessité car le parti a besoin dans l'élaboration de sa politique et la confrontation de celle-ci avec la vie, de l'opinion et du concours de tous les communistes sans gêner les différences. La véritable modernisation, a-t-il conclu sur ce point, s'identifie à la démocratisation. »

Les mesures en faveur de la Réunion

M. Vergès (PCR) prévoit « d'autres explosions »

Le secrétaire général du Parti communiste réunionnais, M. Paul Vergès, qui s'était donné vingt-quatre heures de réflexion avant de réagir aux soixante mesures annoncées mercredi soir par le gouvernement en faveur de la Réunion, a affirmé, jeudi 18 avril : « C'est toute une politique qu'il faut revoir et ce n'est pas ainsi qu'on évitera d'autres explosions. Quel que soit le caractère positif des mesures prises et quelle que soit la bonne direction, nous disons que cela ne tient pas compte de la gravité, de l'ampleur et de l'urgence de la situation. »

Le maire socialiste de Saint-Denis-de-la-Réunion, M. Gilbert Annette, reprenant des propos que lui avait tenus mardi M. François Mitterrand, a encouragé le gouvernement à « bousculer les règles » pour écarter de l'île « le spectre des 40 % de chômeurs. »

Le président du RPR, M. Jacques Chirac, qui participait, jeudi, au palais du Luxembourg, à un colloque sur les problèmes réunionnais, a accusé les socialistes de suivre dans l'île « une démarche strictement politicienne », en estimant que « la généralisation de l'assistance sociale, qui n'inclut pas au travail, n'est rien d'autre qu'une forme rénovée du colonialisme. »

Le Sénat adopte un projet relatif aux agents commerciaux. — Les sénateurs ont adopté à la quasi-unanimité, jeudi 18 avril, le projet de loi relatif aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants. Seuls les communistes se sont abstenus. Ce projet transpose dans la législation française une directive communautaire qui précise de façon limitative des droits et devoirs de l'agent commercial et de son mandant, qu'il s'agisse des commissions, des droits à indemnisation de l'agent en cas de résiliation du contrat, ou encore des clauses de non-concurrence.

ALPHAPAGE, ET L'ENTREPRISE BOUGE AVEC VOUS.



Envoyés par Minitel, vos messages arrivent en quelques instants et en toutes lettres sur

vos Alphapage : le récepteur de poche qui vous permet de rester informé en permanence même lorsque vous vous déplacez. Pour toute information, TAPÉZ 36 14 CODE ALPHAPAGE.



FRANCE TELECOM



TELECOM SYSTEMES MOBILES

ALPHAPAGE, VOS MESSAGES EN TOUTES LETTRES.

A PARIS 104.7 M

55.1.1.1.1

SOCIÉTÉ

Le ministre de la ville rencontre des militants de terrain

M. Delebarre s'efforce de relancer la politique de prévention de la délinquance

C'est une séance de «remunération» psychologique qu'une quinzaine de représentants des conseils communaux de prévention de la délinquance venus de différentes villes de France ont été soumettre jeudi 18 avril à Paris. Ces organismes créés en 1983 à l'initiative du premier ministre d'alors, M. Pierre Mauroy, et de M. Gilbert Bonnemaison, sont aujourd'hui environ six cent cinquante. Tous s'efforcent d'empêcher la montée de la délinquance, notamment dans les quartiers difficiles.

Après plusieurs années d'un travail souvent obscur — par définition, les succès de la prévention sont très difficiles à mesurer —, un certain essoufflement devenait perceptible. M. Michel Delebarre, ministre de la ville, se devait de prendre contact avec ces militants de terrain et de leur remonter le moral. Il leur a donné deux assurances. D'abord que le premier ministre avait donné son accord à l'allongement de un à trois ans des contrats conclus entre les conseils communaux et l'Etat. Ces contrats entraînent un soutien financier, qui se chiffre cette année à 110 millions de francs (contre 70 millions de francs en 1990). Ensuite que les administrations de l'Etat seront incitées à participer davantage aux conseils de prévention et à leurs actions.

Pour sa part, M. Gilbert Bonnemaison, vice-président du Conseil national de prévention de la délinquance, a mis en lumière les lacunes des autres services concourant à la prévention de la délinquance. Il a demandé par exemple que l'Etat sorte enfin du domaine de l'expérimentation et devienne la règle dans la police urbaine. Il a regretté que l'organisation de celle-ci soit telle que les recrutements de policiers opérés depuis 1985 ne se sont pas traduits par une présence accrue dans les secteurs sensibles, et il réclame une réforme sur ce point. M. Bonnemaison s'est encore interrogé sur l'effet des contrôles d'identité dont les jeunes sont l'objet et qui ont augmenté «dans des proportions considérables».

Dans le domaine de la justice, il a convenu que les efforts des conseils de prévention n'avaient pu endiguer le flot montant du taux de récidive chez les détenus sortant de prison. Il s'est plaint enfin de l'absence d'édicateurs dans les quartiers défavorisés : «De nombreux postes sont offerts, mais ne trouvent aucun candidat, car le métier est difficile, mal rémunéré et sans avenir».

MARC AMBROISE-RENDU

Trente-huit projets de M. Tapie pour Montfermeil

Devant 1.500 personnes, venues notamment de la cité des Roques, M. Bernard Tapie a présenté jeudi 18 avril à Montfermeil (Seine-Saint-Denis) les projets qu'il se propose de mettre en œuvre pour permettre à cette commune de la banlieue nord de Paris, et plus spécialement à ses jeunes, de mieux vivre au quotidien. Parmi ces idées figurent la création d'écoles de football et de boxe dirigées respectivement par Michel Hidalgo et

Christophe Tiozzo, la participation des jeunes au marathon de New York, l'ouverture d'une «maison des citoyens» et d'un centre d'écoute pour adolescents, l'accueil de nouvelles entreprises, une école de formation Bernard Tapie etc. Au total, le catalogue que le député (PS) des Bouches-du-Rhône a présenté conjointement avec M. Pierre Aernard, maire (RPR) de Montfermeil, compte trente-huit initiatives.

M. Philippe Marchand demande une rallonge budgétaire pour les policiers de la région parisienne. Le ministre de l'Intérieur a annoncé, jeudi 18 avril, qu'il avait demandé une rallonge budgétaire de 70 millions de francs afin de financer une prime «de l'ordre de 1 200 francs par an» en faveur des policiers de la région parisienne. M. Philippe Marchand a précisé : «J'estime que les policiers ont droit à des compensations, d'autant plus qu'ils ont eu une conduite et une action absolument exemplaires pendant la guerre du Golfe et pendant le plan Vigipirate stade 2».

MÉDECINE

L'extension de l'épidémie en Amérique latine

Le Brésil s'apprête à organiser des campagnes de vaccination massive contre le choléra

Après l'Équateur et la Colombie, le Brésil et le Chili sont à leur tour atteints par l'épidémie de choléra apparue fin janvier au Pérou. De passage à Paris, M. Alenci Guerra, ministre de la santé du Brésil, a indiqué, le 17 avril, que 20 000 doses de vaccin français allaient être envoyées à Tabatinga. Ce nouveau vaccin, mis au point par Pasteur-Mérieux et efficace à 80 %, n'avait été jusqu'à présent expérimenté qu'au Bangladesh.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Quelques cas de choléra ont été déclarés à la frontière du Brésil et de la Colombie. Dans la petite bourgade amazonienne de Tabatinga, à l'extrême nord-ouest du Brésil, six personnes ont été placées depuis plusieurs jours en observation dans l'hôpital de la ville et dans celui, proche, de Benjamin-Constant. L'une d'elles est gravement atteinte. L'arrivée de la maladie était attendue depuis plusieurs

semaines, même si la surveillance médicale de la région et des principaux points d'entrée dans le pays avait été renforcée en raison de l'épidémie sévissant au Pérou. Les passagers en provenance des zones infectées continuent d'être informés, principalement dans les aéroports, des dangers qu'ils encourrent, et les mesures d'hygiène — nettoyage poussé des avions et évacuation de tous les déchets — sont toujours en vigueur.

Mais c'est dans la région amazonienne que le risque est le plus grand. Le ministre de la santé, M. Alenci Guerra, n'avait pas caché les difficultés d'une lutte contre la maladie «dans cette région où trente-huit rias traversent la frontière commune avec le Pérou et où l'arrivée de la maladie nous poserait des problèmes logistiques et sanitaires considérables». Depuis plusieurs jours, il affirmait «attendre une mauvaise nouvelle».

Les autorités brésiliennes souhaitent tester une vaccination préventive de la population. L'Institut Mérieux doit participer à cette campagne et aurait déjà envoyé 60 000 doses d'un nouveau vaccin au Brésil (1). Jusqu'à présent l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déconseillait les vaccina-

tions massives en raison de la brièveté de la protection — de l'ordre de six mois — et de son caractère douloureux et a priori peu efficace (le taux de réussite étant estimé à 50 % environ).

Mais le ministre de la santé, qui estime que trois millions de cas pourraient se déclarer en une année, a décidé de tenter le maximum pour essayer d'enrayer le fléau. Le ministre de l'économie a ainsi annoncé le déblocage d'une somme de 1,5 milliard de cruzeiros (30 millions de francs environ) pour un programme sanitaire d'urgence qui prévoit essentiellement l'installation rapide de latrines et, dans la mesure du possible, l'amélioration des réseaux d'approvisionnement en eau. Si le choléra s'étend au Brésil, il s'agirait de la troisième épidémie après celle de 1855 et 1893.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) En 1974, l'Institut Mérieux avait déjà conduit avec succès une campagne de vaccination au Brésil contre la méningite. A l'époque, plusieurs millions d'enfants avaient été traités en un laps de temps très court.

ENVIRONNEMENT

L'accident du pétrolier chypriote «Haven»

La pollution a épargné la Côte d'Azur

NICE

de notre correspondant régional

Comme on a pu le constater, jeudi 18 avril, à l'occasion d'un survol du littoral à bord d'un hélicoptère de la marine nationale, la Côte d'Azur paraît, en définitive, avoir été épargnée par la pollution qui la menaçait à la suite de l'accident du pétrolier chypriote Haven dans le golfe de Gênes.

Contrairement à ce que l'on pouvait redouter, le fort vent de secteur ouest-est qui s'était levé dans la matinée, en fait, contribué à disperser les dernières vagues éparpillées d'hydrocarbures aperçues, la veille, au niveau de San Remo, à une vingtaine de kilomètres de la frontière franco-italienne. Seules quelques irisations étaient encore visibles, légèrement à l'ouest de cette zone, près de Bordighera. Elles étaient activement traitées par les six bâtiments de la flottille du plan «Polmar». En revanche, des traces de pétrole plus importantes subsistaient dans le golfe de

Gênes, entre Savone et Arenzano, le lieu de naufrage du Haven.

«Les risques de pollution sont désormais mineurs et les moyens mis en œuvre permettent d'y faire face. Mais nous devons rester très vigilants. Le plan «Polmar» sera donc maintenu jusqu'à nouvel ordre», a déclaré M. Michel Moncel, délégué aux risques majeurs, qui avait pris place dans l'hélicoptère de la préfecture maritime de Toulon. Celui-ci a également estimé qu'il faudrait envisager, pour la Méditerranée, une surveillance de la circulation des pétroliers «s'appuyant sur mesures prises pour le trafic transmanche».

G. P.

SCIENCES

Destruction en vol d'une fusée américaine

Les Japonais perdent un deuxième satellite de télévision

Le centre spatial de Cap Canaveral a procédé, vendredi 19 avril à 1 h 56 (heure française), à la destruction en vol d'un lanceur Atlas-Centaur qui venait d'échapper à son contrôle quelques minutes après avoir été tiré. L'explosion, qui a eu lieu au-dessus de l'océan Atlantique, a détruit le satellite japonais de télévision BS-3H que la fusée emportait dans sa coiffe, d'une valeur de 35 millions de dollars.

Après une séparation normale du premier étage de la fusée, seul l'un des deux propulseurs à hydrogène du deuxième étage s'est allumé, provoquant la perte de sa trajectoire. Le lanceur se trouvait à plus de 160 kilomètres d'altitude lorsque les contrôleurs au sol, six minutes après le décollage, décidèrent de procéder à sa destruction.

Le coup est dur pour la chaîne de télévision japonaise NHK. Destinée à transmettre des signaux de télévision directe, BS-3H devait en effet remplacer le satellite BS-2X, lui-même détruit lors de l'échec du treizième lancement de la fusée européenne Ariane, survenu le 23 février 1990.

Coup dur également pour la société américaine General Dynamics, constructeur de la fusée Atlas-Centaur, qui a immédiatement annoncé la suspension des tirés de ses lanceurs jusqu'à ce que la cause de cette panne de moteur soit élucidée. En deux ans et vingt-six lancements, la firme a connu un taux de réussite de 95 %. Mais le tir programmé vendredi représentait le second vol commercial des lanceurs Atlas-Centaur, jusqu'à présent essentiellement réservés à des missions militaires. Ce contretemps risque également de se répercuter sur la capacité de l'US Army à lancer ses satellites espions : au moins deux de ses fusées d'appoint Titan IV devaient être prochainement tirées de Cap Canaveral, dont les étages supérieurs sont des Centaur de General Dynamics. — (UPI, AFP)

Une première à Colmar

Du maïs génétiquement modifié est planté en plein champ

Pour la première fois en France, des plants de maïs génétiquement modifiés vont faire l'objet d'un essai expérimental en plein champ. Réalisé cette semaine à la station de Colmar de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), cet essai, approuvé par la Commission du génie biomoléculaire, vise à tester dans des conditions naturelles les performances d'une lignée de maïs obtenue l'année dernière par la firme chimique Ciba-Geigy (Bâle, Suisse).

Contrairement au tabac, à la betterave et à de nombreuses espèces végétales, le maïs résistait jusqu'à présent à toute manipulation génétique. Les chercheurs de Ciba-Geigy sont parvenus à lever cet obstacle grâce à une technique étonnante, récemment mise au point à l'université Cornell de New-York : une «microcanna à ADN» permet, en projetant dans les cellules végétales de minuscules billes de métal enduites de matériel génétique, d'insérer un gène étranger dans le patrimoine héréditaire des plantes (Le Monde du 5 septembre 1990).

Bien qu'une cinquantaine d'essais en plein champ aient déjà été effectués en France avec des plantes transgéniques, ce test de l'INRA représente donc une première. Mis en terre sur une petite parcelle de 25 mètres sur 17 entourée de barrières de protection, les plants de maïs se maintiennent encore qu'un gène bactérien sans intérêt agronomique (un marqueur de résistance à un antibiotique). Mais les chercheurs tentent de sélectionner au maïs un gène de résistance à la pyrale, un insecte ravageur, dont les dégâts peuvent atteindre 30 quintaux à l'hectare. Les essais en champ de ce maïs résistants pourraient survenir dès 1992.

Ca. V.

Comment atterrir à Singapour sans avoir les traits tirés et le visage défilé après une nuit de vol ?



Paris - Singapour non-stop

Il est bon de savoir qu'UTA assure le liaison Paris - Singapour 3 fois par semaine, dont 2 en vol non-stop, et l'assurera 4 fois en vol non-stop à partir du 29 août. Non-stop, n'importe quel habitué vous dira à quel point c'est appréciable. Finis les réveils en pleine nuit, finis les changements d'avion. Nos passagers bénéficient d'une nuit complète à bord. Ce n'est pas tout : avec l'arrivée au tout nouveau terminal Airtropolis Changi 2, vos voyages deviendront infiniment plus confortables.

Et d'ailleurs ça se voit sur votre visage.

Allez très loin pour être plus proche de vous.

UTA

Pour comprendre les enjeux des médias et des communications



CARRÉ ■ HISTOIRE Des synthèses sur les grandes questions d'histoire.

سكنا للصحف

سكزا من الاصل

CULTURE

ARCHITECTURE

Une banane flambée

L'immeuble destiné à faire le pendant du ministère des finances au-delà du parc de Bercy n'est pas une réussite

La « banane ». On l'appelle déjà la « banane » alors qu'il n'est pas sorti de terre. Et, compte tenu de l'élégance du dessin, il y a fort à parier que ce nom lui restera, si ce n'est un plus cruel encore. On doit se faire un centre d'affaires permanent Bercy Expo à Henri La Fonta, architecte, qui s'était plutôt fait remarquer par la sobriété de sa tour IBM, dans ce qui fut longtemps le désert architectural de la Défense. Pourquoi est-il apparu, comme ça, sans concours ni discussion, à l'est de Paris? En partie pour les raisons qui ont fait surgir le plan Cécoub pour la porte Maillot: le maire de Paris n'aime pas les concours, comme il devait le déclarer, il y a un an, lors de la «révélation» du projet La Fonta (le Monde du 5 juillet 1990). En partie pour une raison plus grave: l'incapacité culturelle dans laquelle se placent trop d'élus français à penser leurs villes autrement qu'en termes de pouvoir, le pouvoir faisant alors office de compétence. L'histoire n'est pas nouvelle, mais elle a bien trouvé de quoi s'alimenter avec la décentralisation.

Faut dire que l'Etat, si l'Etat est son modèle, n'a pas lui-même été d'une clarté absolue lorsqu'il a dû expliquer les motivations qui ont présidé aux choix et lieux des grands projets. Quoi qu'il en soit, même la plus sage des décisions chiraquiennes, le Grand Ecran, immeuble-porte conçu par le Japonais Kenzo Tange pour la place d'Italie, a été prise dans une sorte de tourbillon énervé, ludique, presque puéril, comme si l'on en était encore au temps des tours de San-Gimignano. On mesure toutefois aujourd'hui à quel point ce bel et respectable ouvrage reste loin des événements architecturaux auxquels il devait faire la pige. Un autre projet brillant, le stade Charlety, conçu il est vrai après concours par Henri Gaudin, a failli passer à la trappe, dévoré par les sucs acides d'une myriade d'officiers municipaux. Le projet porte Maillot fut reconnu comme un échec, bien que né du fait du prince. On l'arrasa donc, et l'on en conclut que c'était sa hauteur qui avait irrité les critiques.

Absurdité urbaine

Et c'est ainsi qu'armés de sagesses fraîches, Jacques Chirac et ses conseillers se sont interdits de penser en hauteur l'avenir de l'Est parisien, à Tolbiac comme à Bercy, tandis qu'à l'Ouest, l'Etat paraissait se laisser attendre par la Tour sans fin de Jean Nouvel, geste pur et abstrait comme l'Arche sa voisine.

Les responsables de Paris se sont dit, sans doute, qu'il serait malvenu d'appuyer les deux pouces sur la

maquette des serre-livres de Cécoub, si c'était pour faire sortir une protubérance du milieu ordinaire à l'autre bout de la ville. En même temps, ils ont vu que, malgré leur immensité, la longue barre du ministère des finances et la cité qui l'entoure, conçues par Chermès et Huidobro, avaient reçu un accueil favorable au milieu, silencieux au pis. Signe, en bref, que si les électeurs n'aiment pas la hauteur, ils ne détestent pas le gigantisme.

Or voici qu'entre-temps Jean-Michel Hennequet, un « commercial » passionné par l'aménagement, a eu l'idée, somme toute judicieuse, que ce quartier de Bercy méritait, outre son jardin, un centre voué aux plaisirs de la table, à l'échelle de la capitale gastronomique qu'est Paris. D'où la conception du Quartier international du vin et de l'alimentaire, et celle de la société modeste nommée Zeu, qui doit accueillir de l'ensemble. Pour faire bon poids il s'est associé l'architecte Michel Macary, qui a travaillé sur l'urbanisme de Marne-la-Vallée, avant d'être élu par le conseil municipal pour la réalisation du Grand Louvre... et par Kenzo Tange pour le Grand Ecran de la place d'Italie. Macary à son tour s'est entouré d'architectes doués d'autant de génie que de talent, pour donner un Grand Prix d'architecture, ou la jeunesse, ou l'enthousiasme.

Hennequet, manifestement, fait partie de cette nouvelle génération de maîtres d'ouvrage qui, à défaut de s'accorder une compétence universelle, mais armés de passion, cherchent à s'entourer de réputations justement acquises. L'ensemble du projet qu'il a « vendu » à la ville offre donc toute une gamme d'échelles, de

styles, presque de comportements architecturaux et urbains qui vont du respect d'anciens entrepôts à des immeubles étonnamment, salubrement contemporains pour buter étrangement sur la « banane ».

Car la « banane », objet architectural hors d'échelle, sans signification, accumule tous les errements de l'architecture contemporaine: satisfaction de l'objet pour l'objet, mais sans la force ni l'imaginaire plastique qui font, parfois, l'intelligence d'un Nouvel, d'un Perrotti. Fausse monumentalité: le projet de La Fonta reprend, en boursoufflé, le gabarit du ministère des finances et sa disposition perpendiculaire à la Seine. Absurdité urbaine: là où probablement des tours s'imposaient, pour répondre à celles, si médiocres, du 13^e arrondissement, ou à celles de meilleur augure, proposées pour la Bibliothèque de France, et marquer un territoire sans repère, c'est une lourde barrière que se donne Paris, abolissant pour toujours l'horizon du futur parc de Bercy.

On pensait que le bon sens se chargerait de modérer ce projet: après tout, une certaine mesure à fin prévaloir porte Maillot. Or, il est sans doute trop tard pour arrêter le désastre. Il ne restera donc plus qu'à flamber la « banane ». C'est le moins qu'on puisse faire dans un temple de la gastronomie aussi indigeste.

FREDERIC EDELMANN

(1) La Régie immobilière de la Ville de Paris, organisme pionnier de l'architecture française, vient de se voir dotée d'un nouveau président en la personne de Lombardini... son ancien directeur.

ARTS

Dubuffet à dos de chameau

En 1947, le peintre visitait le Sahara. Une exposition rappelle cet épisode méconnu de l'orientalisme

DUBUFFET à la galerie Baudouin Lebon

Trois fois, en février 1947, en novembre de la même année, puis en mars 1949, Jean Dubuffet s'en est allé au Sahara, en Algérie, loin au sud, à El Golea, vers le Hoggar, jusqu'à Tamanrasset. Pour célébrer l'ouverture d'un espace plus vaste, mieux meublé, plus chic en somme, que celui où il logeait jusqu'ici, Baudouin Lebon a réuni une anthologie des huiles, gouaches, aquarelles et dessins exécutés durant ces voyages.

Ce n'est pas pour l'artiste simple curiosité de touriste, mais désir délibéré de nouveauté: le retrait au désert doit, espère-t-il, changer sa peinture en la forçant à figurer des paysages, des costumes, des visages et des animaux dont elle n'avait pas l'habitude.

Matisse et Paul Klee

Loin de refuser le pittoresque, il s'y abandonne avec volupté. Il représente les Touaregs et leurs dromadaires, les palmiers et leurs dattes, les sables, les rochers, les caravanes, les bâtisses blanches et le soleil sur les dunes. Il les représente dans sa manière, naturellement: la perspective est écartée, les têtes énormes sur des corps schématisés, les contours simplifiés, la couleur épaisse et passée avec toutes les apparences de la désinvolture.

Mais c'est une autre couleur: aux terres sombres, aux textures goudronneuses, le peintre substitue le jaune et l'ocre, une matière plus fluide, des touches plus légères. Dans la lumière solaire accablante, les formes se défont, les lignes se troublent - le dessin suggère en se dissolvant, il s'amollit, il « coule » un peu. Peu

de contrastes dans ces gouaches et ces aquarelles, parce que les sujets n'ont proposé pas à la vue: des jaunes au blanc des robes, l'harmonie se réduit à peu de chose, elle tend à se fondre en un monochrome sable à peine ponctué de signes gris.

Ces signes eux-mêmes portent la marque du désert. Ils en suggèrent le bestiaire dans son style propre, celui des gravures rupestres préhistoriques. La citation ne se cache pas, antiques et bergers à la mode néolithique, dont la sveltesse et les étirements admettent le moderne.

Ainsi obtient-il une image complète de son motif, chromatiquement et graphiquement juste. Ironique encore, à l'occasion: si l'orientalisme il y a, il ne prend assurément pas un sérieux la tradition à laquelle il appartient. Pas toute la tradition du moins, car, si Dubuffet ne rappelle que de très loins Descamps et Fromentin, il connaît par cœur, cependant, deux peintres qu'il ont précédé dans le Sud.

A Matisse, qui voyagea au Maroc dans ses années fauves, il emprunte à l'occasion une couleur synthétique et, dans une seule œuvre, hommage, des rapports de couleurs très acides. A Paul Klee, qui visita la Tunisie avant 1914, il reprend quelques déformations biomorphiques, palmiers en portemanteau et dromadaires à bosse pyramidale et tête de serpent.

Ces citations ajoutent à la réussite de l'expérience saharienne et au charme des œuvres: par leur légèreté et leur élégance, les plus réussies d'entre elles se montrent dignes des modèles qu'elles évoquent.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Baudouin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris. Tél.: 42-72-09-10. Jusqu'au 25 mai.

MUSIQUES

Le « la » de Dora Lou

Ce pourrait être du café conc', du cabaret rétro. Le programme annonce: « répertoire demi-monde, chanson d'art et de poétesse ». Ça dure une heure et demie, on n'en rêve pas la nuit. Mais on sort ravi par la subtilité du ton, du diapason.

Sous le pseudonyme de Dora Lou, la belle Annick Hemon (elle se fait du cirque, du strip-tease, de la danse chez Maguy Marin, du théâtre de tréteaux) marche sur les traces d'Hélène Delavault quand elle chante en demi-teintes, d'une voix généralement bien posée et à peine canaille, des délicieuses pochades qui sont le Diva de l'Empire, Je te veux de Sète, la Berceuse créée de Seuguet, l'une des Chansons de négresse de Supervielle/Milhaud, et le très lascif Hôtel d'Apollinaire/Poulenc. Dominique Ponty, qui l'accompagne au piano, assure sa partie avec perfectionnisme, aplomb rythmique, sûreté d'attaque, virtuosité en un mot. Même si on l'a vue au clavier avec Jean Guillon, c'est une pianiste classique, cela s'entend au toucher.

Cyril Lefebvre complète le trio. Avec ses guitares

hawaïennes, petit ukulélé, grand dobro, il est l'ange du bizarre et de la déconnexion des genres. Arrangés pour cette curieuse formation à trois, Poulenc, Sète et Seuguet sortent grâce à lui du Bœuf sur le toit pour regarder vers les tropiques. Un parfum de Boumty passa sur la Belle Époque.

Dora Lou et ses acolytes ont joué dans des salons, et pour le courtisier Christian Lacroix, avant de se retrouver à y e deux en discrétion invités au Printemps de Bourges (Cyril Lefebvre y est programmateur), dans l'exiguïté du Musée Estéva. Tous s'étaient connus au sein de feu le Big Band Chac-Cha de Joseph Racaille. Pour Dora Lou, le même Racaille a sorti de ses cartons un bouquet de chansons drôles tandis que Bernard Coulaiz, arrangeur en titre, mettait en musique les Sordines à l'usage de Fourast et quelques coquinerias de Pierre Louys. L'ensemble compose un répertoire choisi (d'ailleurs enregistré sur CD chez Gorgone) où l'art l'emporte sur le poétique.

ANNE REY

► Jusqu'au 27 avril, Roseau Théâtre, 12, rue du Renard, 75004 Paris. Rens.: 47-61-90-90.

ROULEZ

8 JOURS DE FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS



RENAULT 5 FIVE 3 PORTES: 500 F PAR MOIS*

Renault 5 Five, 3 portes. Prix 49300 F. Versement initial: 19720 F (dont 12325 F de 1^{er} loyer majoré et 7395 F de dépôt de garantie) + 11 loyers de 500 F + 48 loyers de 740 F. Coût total en cas d'acquisition: 60740 F. Coût du financement sans assurance: 11440 F.



RENAULT CLIO RL 1.1 3 PORTES: 600 F PAR MOIS*

Renault Clio RL 1.1, 3 portes. Prix 52500 F. Versement initial: 21000 F (dont 13125 F de 1^{er} loyer majoré et 7875 F de dépôt de garantie) + 11 loyers de 600 F + 48 loyers de 767 F. Coût total en cas d'acquisition: 64416 F. Coût du financement sans assurance: 11916 F.



RENAULT 19 PRIMA ESSENCE 3 PORTES: 700 F PAR MOIS*

Renault 19 Prima essence, 3 portes. Prix 62500 F. Versement initial: 25000 F (dont 15625 F de 1^{er} loyer majoré et 9375 F de dépôt de garantie) + 11 loyers de 700 F + 48 loyers de 918 F. Coût total en cas d'acquisition: 76764 F. Coût du financement sans assurance: 14264 F.



RENAULT 21 TL 4-5 PORTES: 800 F PAR MOIS*

Renault 21 TL, 4-5 portes. Prix 78000 F. Versement initial: 31200 F (dont 19500 F de 1^{er} loyer majoré et 11700 F de dépôt de garantie) + 11 loyers de 800 F + 48 loyers de 1159 F. Coût total en cas d'acquisition: 96112 F. Coût du financement sans assurance: 18112 F.



RENAULT 21 NEVADA TL 5 PLACES: 900 F PAR MOIS*

Renault 21 Nevada TL, 5 places. Prix 83700 F. Versement initial: 33480 F (dont 20925 F de 1^{er} loyer majoré et 12555 F de dépôt de garantie) + 11 loyers de 900 F + 48 loyers de 1241 F. Coût total en cas d'acquisition: 102948 F. Coût du financement sans assurance: 19248 F.



RENAULT 25 GTS: 1200 F PAR MOIS*

Renault 25 GTS. Prix 117900 F. Versement initial: 47160 F (dont 29475 F de 1^{er} loyer majoré et 17685 F de dépôt de garantie) + 11 loyers de 1200 F + 48 loyers de 1770 F. Coût total en cas d'acquisition: 145320 F. Coût du financement sans assurance: 27420 F.

*Option galerie de toit non comprise.

DU 15 AU 22 AVRIL
DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS - ILE-DE-FRANCE

théâtre de la bastille

1 AU 21 AVRIL 1991

PRÉSENTATION

MARTIN LUTHER KING, Jr.

L'AMÉRICAIN

11.15.18.21.24.27.30.33.36.39.42.45.48.51.54.57.60.63.66.69.72.75.78.81.84.87.90.93.96.99.102.105.108.111.114.117.120.123.126.129.132.135.138.141.144.147.150.153.156.159.162.165.168.171.174.177.180.183.186.189.192.195.198.201.204.207.210.213.216.219.222.225.228.231.234.237.240.243.246.249.252.255.258.261.264.267.270.273.276.279.282.285.288.291.294.297.300.303.306.309.312.315.318.321.324.327.330.333.336.339.342.345.348.351.354.357.360.363.366.369.372.375.378.381.384.387.390.393.396.399.402.405.408.411.414.417.420.423.426.429.432.435.438.441.444.447.450.453.456.459.462.465.468.471.474.477.480.483.486.489.492.495.498.501.504.507.510.513.516.519.522.525.528.531.534.537.540.543.546.549.552.555.558.561.564.567.570.573.576.579.582.585.588.591.594.597.600.603.606.609.612.615.618.621.624.627.630.633.636.639.642.645.648.651.654.657.660.663.666.669.672.675.678.681.684.687.690.693.696.699.702.705.708.711.714.717.720.723.726.729.732.735.738.741.744.747.750.753.756.759.762.765.768.771.774.777.780.783.786.789.792.795.798.801.804.807.810.813.816.819.822.825.828.831.834.837.840.843.846.849.852.855.858.861.864.867.870.873.876.879.882.885.888.891.894.897.900.903.906.909.912.915.918.921.924.927.930.933.936.939.942.945.948.951.954.957.960.963.966.969.972.975.978.981.984.987.990.993.996.999.1002.1005.1008.1011.1014.1017.1020.1023.1026.1029.1032.1035.1038.1041.1044.1047.1050.1053.1056.1059.1062.1065.1068.1071.1074.1077.1080.1083.1086.1089.1092.1095.1098.1101.1104.1107.1110.1113.1116.1119.1122.1125.1128.1131.1134.1137.1140.1143.1146.1149.1152.1155.1158.1161.1164.1167.1170.1173.1176.1179.1182.1185.1188.1191.1194.1197.1200.1203.1206.1209.1212.1215.1218.1221.1224.1227.1230.1233.1236.1239.1242.1245.1248.1251.1254.1257.1260.1263.1266.1269.1272.1275.1278.1281.1284.1287.1290.1293.1296.1299.1302.1305.1308.1311.1314.1317.1320.1323.1326.1329.1332.1335.1338.1341.1344.1347.1350.1353.1356.1359.1362.1365.1368.1371.1374.1377.1380.1383.1386.1389.1392.1395.1398.1401.1404.1407.1410.1413.1416.1419.1422.1425.1428.1431.1434.1437.1440.1443.1446.1449.1452.1455.1458.1461.1464.1467.1470.1473.1476.1479.1482.1485.1488.1491.1494.1497.1500.1503.1506.1509.1512.1515.1518.1521.1524.1527.1530.1533.1536.1539.1542.1545.1548.1551.1554.1557.1560.1563.1566.1569.1572.1575.1578.1581.1584.1587.1590.1593.1596.1599.1602.1605.1608.1611.1614.1617.1620.1623.1626.1629.1632.1635.1638.1641.1644.1647.1650.1653.1656.1659.1662.1665.1668.1671.1674.1677.1680.1683.1686.1689.1692.1695.1698.1701.1704.1707.1710.1713.1716.1719.1722.1725.1728.1731.1734.1737.1740.1743.1746.1749.1752.1755.1758.1761.1764.1767.1770.1773.1776.1779.1782.1785.1788.1791.1794.1797.1800.1803.1806.1809.1812.1815.1818.1821.1824.1827.1830.1833.1836.1839.1842.1845.1848.1851.1854.1857.1860.1863.1866.1869.1872.1875.1878.1881.1884.1887.1890.1893.1896.1899.1902.1905.1908.1911.1914.1917.1920.1923.1926.1929.1932.1935.1938.1941.1944.1947.1950.1953.1956.1959.1962.1965.1968.1971.1974.1977.1980.1983.1986.1989.1992.1995.1998.2001.2004.2007.2010.2013.2016.2019.2022.2025.2028.2031.2034.2037.2040.2043.2046.2049.2052.2055.2058.2061.2064.2067.2070.2073.2076.2079.2082.2085.2088.2091.2094.2097.2100.2103.2106.2109.2112.2115.2118.2121.2124.2127.2130.2133.2136.2139.2142.2145.2148.2151.2154.2157.2160.2163.2166.2169.2172.2175.2178.2181.2184.2187.2190.2193.2196.2199.2202.2205.2208.2211.2214.2217.2220.2223.2226.2229.2232.2235.2238.2241.2244.2247.2250.2253.2256.2259.2262.2265.2268.2271.2274.2277.2280.2283.2286.2289.2292.2295.2298.2301.2304.2307.2310.2313.2316.2319.2322.2325.2328.2331.2334.2337.2340.2343.2346.2349.2352.2355.2358.2361.2364.2367.2370.2373.2376.2379.2382.2385.2388.2391.2394.2397.2400.2403.2406.2409.2412.2415.2418.2421.2424.2427.2430.2433.2436.2439.2442.2445.2448.2451.2454.2457.2460.2463.2466.2469.2472.2475.2478.2481.2484.2487.2490.2493.2496.2499.2502.2505.2508.2511.2514.2517.2520.2523.2526.2529.2532.2535.2538.2541.2544.2547.2550.2553.2556.2559.2562.2565.2568.2571.2574.2577.2580.2583.2586.2589.2592.2595.2598.2601.2604.2607.2610.2613.2616.2619.2622.2625.2628.2631.2634.2637.2640.2643.2646.2649.2652.2655.2658.2661.2664.2667.2670.2673.2676.2679.2682.2685.2688.2691.2694.2697.2700.2703.2706.2709.2712.2715.2718.2721.2724.2727.2730.2733.2736.2739.2742.2745.2748.2751.2754.2757.2760.2763.2766.2769.2772.2775.2778.2781.2784.2787.2790.2793.2796.2799.2802.2805.2808.2811.2814.2817.2820.2823.2826.2829.2832.2835.2838.2841.2844.2847.2850.2853.2856.2859.2862.2865.2868.2871.2874.2877.2880.2883.2886.2889.2892.2895.2898.2901.2904.2907.2910.2913.2916.2919.2922.2925.2928.2931.2934.2937.2940.2943.2946.2949.2952.2955.2958.2961.2964.2967.2970.2973.2976.2979.2982.2985.2988.2991.2994.2997.3000.3003.3006.3009.3012.3015.3018.3021.3024.3027.3030.3033.3036.3039.3042.3045.3048.3051.3054.3057.3060.3063.3066.3069.3072.3075.3078.3081.3084.3087.3090.3093.3096.3099.3102.3105.3108.3111.3114.3117.3120.3123.3126.3129.3132.3135.3138.3141.3144.3147.3150.3153.3156.3159.3162.3165.3168.3171.3174.3177.3180.3183.3186.3189.3192.3195.3198.3201.3204.3207.3210.3213.3216.3219.3222.3225.3228.3231.3234.3237.3240.3243.3246.3249.3252.3255.3258.3261.3264.3267.3270.3273.3276.3279.3282.3285.3288.3291.3294.3297.3300.3303.3306.3309.3312.3315.3318.3321.3324.3327.3330.3333.3336.3339.3342.3345.3348.3351.3354.3357.3360.3363.3366.3369.3372.3375.3378.3381.3384.3387.3390.3393.3396.3399.3402.3405.3408.3411.3414.3417.3420.3423.3426.3429.3432.3435.3438.3441.3444.3447.3450.3453.3456.3459.3462.3465.3468.3471.3474.3477.3480.3483.3486.3489.3492.3495.3498.3501.3504.3507.3510.3513.3516.3519.3522.3525.3528.3531.3534.3537.3540.3543.3546.3549.3552.3555.3558.3561.3564.3567.3570.3573.3576.3579.3582.3585.3588.3591.3594.3597.3600.3603.3606.3609.3612.3615.3618.3621.3624.3627.3630.3633.3636.3639.3642.3645.3648.3651.3654.3657.3660.3663.3666.3669.3672.3675.3678.3681.3684.3687.3690.3693.3696.3699.3702.3705.3708.3711.3714.3717.3720.3723.3726.3729.3732.3735.3738.3741.3744.3747.3750.3753.3756.3759.3762.3765.3768.3771.3774.3777.3780.3783.3786.3789.3792.3795.3798.3801.3804.3807.3810.3813.3816.3819.3822.3825.3828.3831.3834.3837.3840.3843.3846.3849.3852.3855.3858.3861.3864.3867.3870.3873.3876.3879.3882.3885.3888.3891.3894.3897.3900.3903.3906.3909.3912.3915.3918.3921.3924.3927.3930.3933.3936.3939.3942.3945.

UDM - Photo DPM

QUAND LA 905 COURT, C'EST TOUT PEUGEOT QUI AVANCE.

PEUGEOT 905



PEUGEOT. UN CONSTRUCTEUR SORT SES GRIFFES.

14-00000

ENTRE
SOL POMPIDOU

STOUT DE PARIS

EXHIBIT

EXHIBITS

سكنا من الاجل

COMMUNICATION

Quarante journalistes assassinés en 1990

Première Journée internationale de la liberté de la presse

A l'appel de l'association Reporters sans frontières, la plupart des grands médias français se mobiliseront le samedi 20 avril pour la première Journée internationale de la liberté de la presse.

Plusieurs organismes se préoccupent de la liberté de la presse à travers le monde, de la Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ) aux syndicats de journalistes, qui font périodiquement état dans leurs bulletins des atteintes aux droits à l'information. Des associations de journalistes se sont aussi formées afin de détecter les violations de ce droit.

C'est le cas du Comité to Protect Journalists, fondé en 1981 et présidé par James C. Goodale, ancien vice-président du New York Times. Animé par des journalistes américains, dont le fameux présentateur de CBS Walter Cronkite, ce comité est destiné à défendre les journalistes, en dénonçant les abus commis contre eux et en protestant auprès des autorités responsables. En France, son homologue est l'Association Reporters sans frontières (RSF). Fondée il y a cinq ans par un journaliste de France-Inter, Robert Ménard, et présidée par le journaliste et éditeur Jean-Claude Guillebaud, RSF lance samedi 20 avril la première Journée internationale de la liberté de la presse. Elle bénéficie du parrainage de personnalités comme M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, qui a appelé le 18 avril à la défense de la liberté de la presse «facteur de démocratie et de développement, malheureusement encore bafoué dans de nombreux, trop nombreux pays».

Les rapports publiés par le comité américain et par RSF (1) sont clairs : quarante journalistes ont été assassinés en 1990, dans l'exercice de leur profession ou pour leurs opinions. Même si ce chiffre est inférieur à celui des années précédentes – en 1989, soixante et onze journalistes

ont été tués –, il démontre, selon RSF, «la banalisation du meurtre comme choix radical utilisé pour faire taire une presse jugée dérangeante».

L'Amérique latine détient le triste record des meurtres de journalistes mais les autres continents n'ont pas grand chose à lui envier. Vingt-quatre pays (dont l'Iran, la Chine, Israël, etc.) ont jeté quelques deux cents journalistes dans leurs geôles, afin de les réduire au silence. La censure, les visas préfabriqués, demeurent les moyens les plus prisés par les gouvernements pour faire taire la presse, indique le Rapport 1991 de RSF, copié par Libération qui conclut que «1,5 milliard de gens vivent sous un régime de contrôle systématique de la presse».

A l'appel de RSF, la plupart des grands médias français se mobiliseront le 20 avril. Des clips relatant la vie de journalistes derrière les barreaux seront diffusés par les télévisions et les radios tandis que les journaux consacreront éditoriaux et chroniques de samedi à la liberté de la presse. Tous incitent à parrainer un journaliste en prison.

Les journalistes ne sont pourtant pas les seuls à œuvrer. Les footballeurs, par leur action critique envers les médias et par le dialogue, peuvent aussi aider les journaux à défendre leur liberté et leur crédibilité. Un forum international sur les MARS (moyens non gouvernementaux d'agir sur les médias et de les défendre), né dans les années 60 aux États-Unis, a lieu à Paris les 19 et 20 avril. Il regroupera sous l'égide d'un comité de parrainage (Pierre Desgrupes, André Fontaine, Jean-François Revel, Michel Polac, Simone Veil, Georges Fillioud, Jean-Louis Peninon) des spécialistes américains et français des médias et de leur déontologie (2).

YVES-MARIE LABÉ

(1) RSF, Rapport 1991, disponible dans les centres de presse FICAC. Rapport du Comité to Protect Journalists, *Attacks on the press*, 16 East 42nd Street, 3rd floor, New York, NY 10017.

(2) Forum sur les MARS, salle Médéric, palais du Luxembourg, 73006 Paris, de 9 heures à 17 h 30, 19 et 20 avril.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel vient de rendre son rapport annuel que M. Jacques Boutet s'apprête à défendre, le 24 avril, devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale. L'instance de régulation est secouée depuis quelques semaines par les critiques : celles du pouvoir politique sur la saisie de Télé-Free-DOM, celle d'Igor Barrère, membre démissionnaire, ou encore celles de Philippe Guillaume, ancien président d'A2 et FR 3. M. Boutet a accepté d'y répondre dans nos colonnes.

«Quelle responsabilité le CSA porte-t-il dans les émeutes de la Réunion ? On vous accuse, au haut lieu, d'avoir méconnu le caractère populaire et incontrôlable de Télé-Free-DOM et de l'avoir fait saisir au plus mauvais moment...»

«Le CSA ne s'est pas mépris sur Télé-Free-DOM. Les cassettes que nous avons visionnées ne laissent aucune ambiguïté sur le caractère bas de gamme de ses programmes et sur l'incompatibilité des déclarations de M. Camille Sudre avec le respect de l'ordre public. Le Conseil ne s'est pas mépris non plus sur l'audience réelle de cette station pirate qui ne dépasse pas 15 % contre 85 % pour les deux chaînes de RFO.»

«A moins d'accorder une prime à celui qui viole systématiquement la loi, nous ne pouvons donner une autorisation à Télé-Free-DOM. Après avoir vainement tenté d'intégrer M. Camille Sudre dans un tour de table consensuel, le CSA a choisi le projet de télévision locale présenté par Antenne Réunion. Il a suivi en cela, comme le veut la loi, les recommandations des élus de la Réunion qui ont jugé ce projet plus solide financièrement et plus pluraliste.»

«On ne peut pas davantage

Un entretien avec M. Jacques Boutet

«On ne peut rien reprocher au CSA sur la saisie de Télé-Free-DOM» nous déclare le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel



reprocher au CSA d'avoir saisi les installations de Télé-Free-DOM.

Dès mai 1990, nous avons saisi le parquet de la Réunion, en application de la loi du 30 septembre 1986, de l'infraction consistant pour cette télévision à émettre sans autorisation. La loi doit être appliquée de la même façon sur tout le territoire. Mais en droit français le parquet demeure toujours libre d'apprécier l'opportunité de poursuivre. D'ordinaire, le préfet et le parquet se consultent et sollicitent un feu vert de leur ministère de tutelle, en l'occurrence ceux de la chancellerie et des DOM-TOM. Je ne pense pas qu'il en soit allé autrement dans ce cas.

Le départ d'Igor Barrère : «un quiproquo»

«Êtes-vous prêts, comme on vous le suppose, à légaliser Télé-Free-DOM en lançant un appel d'offres pour une quatrième chaîne ?»

«Nous avons dit depuis plus d'un an que les habitants des DOM avaient un besoin d'images aussi grand et aussi légitime que ceux de leurs compatriotes de la métropole. Si ce besoin n'est pas légalement satisfait, ils se tourneront vers des stations pirates ou des satellites américains. Nous avons souligné aussi que la viabilité des télévisions locales réclamait un assouplissement de la réglementation et notamment la possibilité pour ces télévisions de faire de la publicité pour la distribution. Le gouvernement est aujourd'hui disposé à prendre les mesures nécessaires. Dans ces conditions, le Conseil pourra lancer un nouvel appel d'offres pour la Réunion. Mais il reste fidèle à sa position : la nouvelle chaîne autorisée devra être solide financièrement, consensuelle, pluraliste. M. Sudre, ayant toujours refusé ces conditions, ne saurait en être l'opérateur.»

«Igor Barrère vient de quitter le Conseil en qualifiant l'institution d'inutile. Le CSA ne risque-t-il pas d'en souffrir ?»

«C'était un quiproquo dès le départ. Igor Barrère s'est exprimé si clairement sur les circonstances de sa nomination qu'il est inutile d'y revenir. Je l'ai reçu au lendemain de son arrivée au CSA et j'ai constaté qu'il ignorait tout des fonctions que le Parlement avait dévolues au Conseil.»

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 18 avril :

DES DÉCRETS

— N° 91-372 du 16 avril 1991 relatif à l'orientation des élèves dans les établissements d'enseignement privés sous contrat.

— Du 17 avril 1991 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale des poudres et explosifs.

— Du 16 avril 1991 portant nomination au conseil d'administration du Centre national d'études spatiales.

DES ARRÊTÉS

— Du 7 janvier 1991 relatifs à la frappe de diverses pièces commémoratives.

— Du 8 avril 1991 fixant la liste des organisations syndicales aptes à désigner des représentants au comité technique paritaire central de l'administration pénitentiaire.

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 19 avril :

UN DÉCRET

— Du 17 avril 1991 déclarant d'utilité publique les travaux de la liaison entre les autoroutes A 50 et A 57.

UN ARRÊTÉ

— Du 5 avril 1991 fixant les conditions d'admission à l'École normale supérieure.

Conseil. Homme de terrain, il n'a cessé de vouloir retrouver le monde de la production, d'autant plus rapidement que la loi ne lui permet pas d'avoir des intérêts dans une entreprise audiovisuelle avant cinq ans. On peut simplement déplorer que le feuilleton de sa démission ait duré deux ans.

«Espérons que M^{me} Monique Dagnaud, son successeur, a accepté sa nomination en pleine connaissance de cause...»

«Je m'en suis assuré.»

«Autre attaque en perspective : celle de M. Philippe Guillaume qui doit publier un livre au titre évocateur, Un président à abattre. Quel jugement portez-vous rétrospectivement sur cette affaire ?»

«Ce fut un épisode difficile pour l'audiovisuel public. A2 et FR 3 étaient déjà dans une situation délicate quand M. Guillaume a été nommé. De graves erreurs de gestion et de programmation ont amené ces chaînes au bord de la catastrophe. M. Philippe Guillaume a devancé le Conseil et tiré lui-même les conclusions de sa gestion en démissionnant.»

«La tâche de son successeur, M. Hervé Bourges, n'est pas facile mais je suis optimiste. Les Français sont fondamentalement attachés à la liberté que représente l'audiovisuel public. Les télévisions privées sont, par nature, des bulldozers majoritaires qui entament les minoteries des médias publics. Il y a là quelque chose d'anti-démocratique face auquel «La marche du siècle», «Thalassa» ou «Envoyé spécial» par exemple, programmes sur des chaînes publiques aux heures de grande écoute, sont des espèces de libertés et de culture.»

«Je suis sûr qu'A2 et FR 3 peuvent être remobilisés si le gouvernement et le Parlement leur accordent les ressources nécessaires. Combler tous les deux ans le déficit accumulé ne répondra pas le problème de façon durable. Dès avril 1989, le Conseil s'est efforcé de réduire le taux de la redevance nationale et de réduire les dépenses des autres pays européens et que les excédents soient compensés par une dotation budgétaire équivalente. Il faut également que ces sociétés abandonnent leur culture d'administration pour épouser une logique d'entreprise. M. Guillaume nous avait promis d'installer rapidement comptabilité analytique et contrôle de gestion. Il n'en a rien fait. M. Bourges nous a fait les mêmes promesses. Nous souhaitons qu'il les tienne. Le redressement des chaînes publiques passe par là.»

Publicité : des règles «trop contraignantes»

«Le CSA vient de se prononcer pour un assouplissement des contraintes qui pèsent sur les télévisions privées, notamment la coupure publicitaire unique. Ne craignez-vous pas de léser des impératifs culturels au profit des seuls bénéfices des chaînes commerciales ?»

«La coupure publicitaire unique a un objectif culturel respectable : ne pas altérer les œuvres de fiction. Le CSA se demande simplement si cette règle n'a pas aussi des effets pervers et si son assouplissement ne permettrait pas de mieux répondre aux impératifs culturels. Les télévisions commerciales trouvent aujourd'hui plus rentable de diffuser des variétés parce qu'on peut les truffier de publicités à la fois et qu'elles sont moins coûteuses que la production de fictions originales. Ayant constaté ce phénomène, le Conseil estime qu'une fiction coupée deux fois est plus utile à la création que pas de fiction du tout.»

«On ne peut pas nier les difficultés économiques des télévisions. En France, à l'exception de Canal Plus, toutes sont dans des situations difficiles ou gravement déficitaires. Mais la crise frappe aussi les chaînes espagnoles, suisses, italiennes, britanniques ou australiennes. Même les grands réseaux américains comme CBS connaissent de sérieux problèmes d'équilibre. La publicité s'effondre tandis que le coût des programmes, des animateurs, des droits sportifs ou cinématographiques explose. Dans ce contexte, il est sain de réexaminer les réglementations trop contraignantes, afin de permettre aux chaînes de mieux respecter leurs engagements dans le domaine de la production.»

«La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion va plus loin puisqu'elle se propose de contourner la réglementation française en se servant des directives européennes...»

«S'il s'agit d'une simple provocation pour relancer la discussion sur l'adaptation des lois françaises au contexte européen, le problème, qui est d'abord du ressort du gouvernement, peut certainement trouver

une solution dans la négociation. Mais si, en lançant RTL 2, la CLT espère faire écarter la réglementation nationale, l'initiative est inacceptable. La France est le seul pays européen à avoir sauvegardé une industrie cinématographique grâce à l'efficacité des règles que RTL 2 veut transgresser aujourd'hui. Préner cette dérégulation sauvage, c'est aller contre l'intérêt général.»

«Les accidents de TDF 1 ont compromis les choix du CSA pour la télévision par satellite. Qu'allez-vous faire aujourd'hui du septième réseau que Canal J vient d'abandonner ?»

«Les problèmes de TDF 1 sont très riches. Le bouquet de programmes que nous avions laborieusement composé s'est épuisé. Il ne reste plus aujourd'hui sur le satellite que Canal Plus, la Sept et A 2. Sports 2/3 a jeté le gant le premier. Euromusique semble abandonner la partie. Canal J, qui devait apporter beaucoup à la production d'émissions pour la jeunesse, a souffert des incertitudes du satellite mais aussi de l'émiettement de son tour de table.»

«Le septième réseau horizon, lié à l'exploitation du satellite, reste vacant. Il y a à l'évidence assez de chaînes généralistes et le CSA doit longuement réfléchir avant de le réattribuer. Le câble doit pour sa part profiter de ce répit pour se développer. Enfin le gouvernement a déposé un projet de loi qui devrait lui permettre de réclamer bientôt des fréquences pour la chaîne culturelle franco-allemande.»

«Il faut faire en sorte que les vagues du satellite TDF1-TDF2 n'effacent pas l'avenir de la nouvelle norme D 2 MAC, voie européenne vers la télévision haute définition. Déjà les réseaux câblés s'équipent rapidement pour transmettre des programmes en D2 MAC. Et dès 1992, le satellite Télécom 2 pourra assurer la diffusion d'un ensemble de chaînes dans les mêmes conditions techniques. Le CSA s'efforcera, par tous les moyens dont il dispose, d'assurer le succès de cette norme qui est pour l'Europe un enjeu fondamental.»

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN

PUBLICATION JUDICIAIRE

PAR ARRÊT EN DATE DU 29 OCTOBRE 1990, LA PREMIÈRE CHAMBRE CIVILE DE LA COUR D'APPEL DE COLMAR, a :

«Dit qu'en diffusant et commercialisant des pièces de monnaie en argent revêtues de «Anneaux Olympiques» la SARL ROWLAND HILL a sciemment détourné, mis en vente et vendu des produits qu'elle savait revêtus d'une marque constituant la marque déposée le 9 avril 1986 par le CNOSS et enregistrée sous le numéro 1361389. Fait défaut à la SARL ROWLAND HILL d'utiliser de quelque manière que ce soit la marque figurative constituée par les «Cinq Anneaux Olympiques enroulés» pour les produits et services des classes 1 à 42 et de diffuser sur et à partir du territoire français les pièces de monnaie en argent revêtues de la marque constituant des Anneaux Olympiques, et ce sans autorisation provisoire de 2 000 F (deux mille francs) par infraction constatée à compter de la signification de l'arrêt.»

Codamme la société SIR ROWLAND HILL à verser au CNOSS une indemnité provisoire de 150 000 F (cent cinquante mille francs) pour atteinte à la marque...»

Tout extrait : SCP NATAF & FAJENBAUM, avocats au bureau de Paris.

PAR ARRÊT

EN DATE DU 29 OCTOBRE 1990, LA PREMIÈRE CHAMBRE CIVILE DE LA COUR D'APPEL DE COLMAR, a :

«Dit qu'en diffusant et commercialisant des pièces de monnaie en capro-nickel argent revêtues de la mention distinctive «Albertville 1992», la SARL ROWLAND HILL a sciemment détourné, mis en vente et vendu des produits qu'elle savait revêtus d'une marque frauduleusement truquée. Fait défaut à la SARL SIR ROWLAND HILL d'utiliser de quelque manière que ce soit la marque «Albertville 1992» pour les produits et services des classes 1 à 28, 30 à 32 et 34 à 42 et de diffuser les pièces de monnaie en capro-nickel et en argent revêtues de la marque frauduleusement truquée, et ce sans autorisation provisoire de 1 000 F (mille francs) par infraction constatée à compter de la signification de l'arrêt.»

Codamme la société SIR ROWLAND HILL à verser au CNOSS une indemnité provisoire de 50 000 F (cinquante mille francs) pour atteinte à la marque...»

Tout extrait : SCP NATAF & FAJENBAUM, avocats au bureau de Paris.

Soleil. Embarquement immédiat.

| | |
|--------------|-------|
| GUADELOUPE | 3290F |
| REUNION | 4590F |
| MARTINIQUE | 3290F |
| GUYANE | 3990F |
| SAINT-MARTIN | 3290F |
| MAURICE | 5990F |

Le soleil au zénith, les plages de sable fin, la végétation luxuriante et le farniente comme art de vivre c'est ici et maintenant avec Air France. Du 13 mai au 16 juin 1991, Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels au départ de Paris.

Tarifs valables, pour la Réunion, la Guadeloupe et la Martinique sur vols Air France ou Aëromaritime. Tarifs applicables pour Maurice sur vols désignés exclusivement. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre agence de voyages.

AIR FRANCE
C'est le moment !



TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XIV^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER
Tous soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale.

S A N S V I S A

Tokyo



Tokyo a toujours été une ville changeante, vivante, tonique. Mais les transformations en cours depuis quelques années ont donné un rythme effréné au renouvellement perpétuel du paysage urbain. Le mode de vie particulier de la capitale nipponne est désormais menacé par une rénovation qui n'épargne plus des quartiers dispersés en archipel au sein de la mégapole et qui menacent, à l'ombre des tours, une vie de village.

la fièvre urbaine

SUR la carte, le nom avait changé, mais dans les conversations des habitants le quartier gardait son ancienne appellation, Tansumachi, du temps où y vivaient des artisans. Au cœur de Tokyo, entre le carrefour de Tameike et celui de Roppongi, c'était, il y a dix ans encore, un quartier de maisons de ville, un quartier de maisons d'un petit sanctuaire et d'un bain public. Aujourd'hui, s'élève un complexe de tours, Ark Hills, qui abritent des bureaux, des logements de grand standing (du moins par les prix), la salle de concert Suntory Hall et un hôtel. Un peu partout dans Tokyo, à différentes échelles, sont en cours de semblables opérations de rénovation.

Ce que les promoteurs nomment la «renaissance urbaine» de Tokyo se traduit par une impressionnante métamorphose de la ville qui tend à annihiler ce qui avait caractérisé l'urbanité de la capitale japonaise (1).

Tokyo a toujours été une ville

changeante, mouvante et en cela vivante, tonique. Mais depuis une dizaine d'années, la transformation a pris un tour foudroyant. Habiter une maison vieille d'une dizaine d'années, c'est être régulièrement de la hausse des prix du terrain s'agissant du nom du propriétaire pour lui proposer de l'abandonner et de reconstruire à la place un building quelconque.

Deux fois au cours de son histoire Tokyo renouait de ses centres : à la suite du tremblement de terre de 1923 puis des destructions provoquées par les bombardements américains. La capitale se transformait à nouveau. La ville de 1964, des Jeux olympiques de 1964, amorçant un mouvement de déconcentration vers l'ouest que consacraient aujourd'hui l'implantation de la nouvelle mairie de Tokyo dans le quartier de Shinjuku.

qui forment avec elle une conurbation continue sur plus de 120 kilomètres d'est en ouest et de 40 du nord au sud. Encore d'est-ouest la que le début de la tentaculaire mégapole s'étendait pratiquement sans discontinuer jusqu'à Nagoya (à 300 kilomètres au sud). Au dix-huitième siècle, Tokyo, qui s'appelait alors Edo, était déjà l'une des villes les plus peuplées du monde avec Londres (plus d'un million d'habitants). En un siècle et demi, sa population a été multipliée par douze ; par trente si l'on compte le Grand Tokyo.

L'énorme concentration du pouvoir et de l'argent (le Grand Tokyo génère 30 % du PNB nippon) a conduit à une saturation : pénurie de logements, enflure des transports aux heures de pointe, déchets de plus en plus difficiles à évacuer. La

l'individu et l'engloûtait dans l'anonymat de la foule, à l'espace rassurant du voisinage ; de la ville moderne, claire, froide, fêlée à la cité labyrinthique du repli sur soi. Tokyo vit ainsi selon plusieurs rythmes à la fois.

La physiologie de la ville changeait certes à une cadence si effrénée qu'on avait l'impression de vivre dans une sorte de dépôt de débris de cinéma se succédant inopinément les uns aux autres sans pour autant que soit compromise son identité : bon au mal an, comme le montre l'architecte Fumihiko Maki, sous l'apparence changeante de la modernité et une urbanisation occidentale, continuait à couvrir la mémoire collective de la ville. L'urbanité ancienne entretenait des correspondances avec la mégapole contemporaine.

Tokyo n'est pas une ville de la mémoire monumentale mais de celle, peut-être plus vivante, plus humaine, des «lieux-dits» : au coin d'une rue, un discret panneau relate une trame de passé, explique l'origine d'un oom, dans les conversations des habitants bruisent de vieilles histoires, des anecdotes qui souvent ne figurent plus que dans de vieux livres dont ils sont dépositaires. Tokyo était de ce point de vue une parfaite illustration de la notion la «ville comme état d'esprit» mise en valeur par les sociologues de l'école de Chicago.

Sans doute, cette urbanité traditionnelle n'était-elle pas pour rien, note l'architecte Noboru Kawazoe, dans le caractère paisible des Tokyoïtes en dépit de conditions de vie relativement difficiles comparées à la richesse nationale.

Les «villages» de Tokyo, mais aussi les lacs de ruelles de certains quartiers nocturnes (Ueno, ce qui reste du Shinjuku de l'après-guerre ou du vieux Asakusa dont les nuits languissent après avoir été le théâtre de toutes les quêtes dans l'entre-deux-guerres puis encore

dans les années 50 et 60, même Ginza ou Shimbashi d'une certaine manière), sont certes chaotiques du point de vue de l'urbanisme. Mais ces quartiers avaient, et ont encore parfois, le charme d'un désordre à dimension humaine. Ils sont nés d'une multitude d'initiatives privées et changent au gré de celles-ci. Les repères - en train de disparaître - sont à l'échelle de l'homme, fruit d'une pratique plus que d'un ordre programmé, abstrait. Le grand collage qu'ils forment s'inscrit dans cette «science du cocon» dont parle Claude Lévi-Strauss, appliquée cette fois à une manière de vivre de la ville.

Au cours des dix dernières

années, Tokyo a beaucoup perdu de l'attrait quelque peu baroque qui tenait à ces juxtapositions d'univers. Mais c'est toujours l'une des villes les plus animées du globe : même pendant ces heures creuses, entre minuit et l'aube, où la ville semble se détendre, Tokyo est encore possédée par cette sourde rumeur, dont on a peine à localiser l'origine, de la nuit urbaine. La capitale nipponne reste en outre la plus sûre du monde (la criminalité est particulièrement faible, le vandalisme inconnu). La nuit de Tokyo n'est pas interdite aux femmes qui peuvent rentrer tard sans crainte.

La majorité des Tokyoïtes ne pensent plus aujourd'hui que leur ville soit un lieu agréable à vivre. Pourtant, la capitale n'en continue pas moins à attirer la population comme un aimant : par la concentration des activités ; peut-être aussi à cause d'une perception subjective de cette ville-kaléidoscope qui pousse 80 % des habitants de Tokyo à répondre aux enquêtes de la municipalité que, malgré tous les maux de cette ville, ils ne voudraient pas vivre ailleurs.

Surpopulation, congestion, concentration excessive : les problèmes sont tangibles. Et ils font en s'aggravant. Selon un récent rapport du sous-comité chargé des problèmes de Tokyo à l'Agence pour l'environnement, en l'an 2000, la population du Grand Tokyo passera à 41,3 millions d'habitants. La circulation, qui a déjà atteint un point de saturation, augmentera, notamment sur les autoroutes urbaines, aura augmenté de 38 %. La pollution atmosphérique (problème auquel Tokyo avait remédié de manière spectaculaire au cours des années 70) et l'évacuation des déchets risquent de devenir des phénomènes inquiétants.

Philippe Pons
Lire la suite page 22

(1) Sur cette urbanité nipponne et ses transformations, voir l'ouvrage collectif, *Qualité de la ville, urbanité française, urbanité japonaise*, présenté par Augustin Berque, publication de la Maison franco-japonaise, 1987.

AU SOMMAIRE



Jean-Claude Luyat, la caméra d'un solitaire p. 26

Les habits du nouveau voyageur p. 20

Saint-Séverin, un quartier a changé d'âme p. 21

Tomates farcies d'antit p. 25

Exacts (p. 20) • Table (p. 25)

Text (p. 24) • Table (p. 25)

NOMADE

PLUS DE 50 RANDONNÉES DANS LES

GRANDS ESPACES

FRANCE • EUROPE • AMÉRIQUE

RECUEIL SUR DEMANDE
50 av. des Ternes • 75017 Paris • 43 42 45 45

NOM : _____

VILLE : _____

ADRESSE : _____

CODE : _____

سكزا ابن الاصل

Le voyageur sans habit

PARTANT pour son *Tour du monde en quatre-vingt jours*, Phileas Fogg, on le sait, ne fait emporter par Passepartout qu'un modeste sac de nuit lesté de deux chemises de laine et de trois paires de bas, prenant en sus, sous son bras, son mackintosh et sa couverture de voyage. Pour le reste, lui fait dire Jules Verne, « nous achèterons en route ».

Cela semble suffire pour un tel périple, puisque, dans la suite du roman, jamais on ne voit Passepartout acheter quoi que ce soit, sauf pour Mrs Aouda : mais c'est bien sûr une fiction. Car, à l'époque, l'habit de voyage était encore une réalité. On s'habillait spécialement pour partir, de préférence en une sorte de style anglais simplifié, synonyme depuis toujours de confort et de commodité, les deux exigences majeures du voyage.

Les déplacements demeuraient de véritables aventures parsemées de dangers de tous ordres où intervenaient les éléments naturels, il fallait se prémunir, à une époque qui ne connaissait pas la climatisation, contre le vent, le froid et le chaud. Il y avait ainsi de véritables tenues assermentées, en fonction du moyen de transport que l'on empruntait et du lieu vers lequel on se dirigeait. Les usagers de l'automobile portaient des manteaux, des bonnets et des gants de cuir, ainsi que des lunettes. Ceux qui empruntaient le paquebot avaient soin d'emporter, à côté du smoking pour le soir, une vareuse et des chaussures de pont. Les grands magasins proposaient des habits de montagne, d'autres pour les bains de mer, et, bien sûr, des tenues pour les « colonies ». Et tous les guides offraient alors

dans leur chapitre consacré aux « conditions de voyage », de longues considérations sur le climat et les saisons, ainsi qu'une foule de conseils pratiques sur l'habillement à prévoir pour telle ou telle destination.

S'habille-t-on encore pour voyager ? A considérer les passagers d'un vol long-courrier vers l'Afrique ou l'Asie, il est loisible d'en douter. Aujourd'hui triomphe, comme presque partout, une espèce d'habit minimal — presque, pourrait-on dire, de « non-vêtement » — à base de jeans, de blousons de toile ou de cuir et de tennis ou de baskets. Bref, la tenue actuelle du voyage ne semble différer en rien de celle des grandes villes, où l'important est de faciliter les mouvements et, peut-être même plus encore, de passer inaperçu.

Il faut dire aussi que, comme l'habit issu du sport, celui du voyage s'est progressivement banalisé et diffusé dans notre garde-robe quotidienne. La saharienne est ainsi devenue, grâce à Yves Saint Laurent, un vêtement de tous les jours, sans plus de liens avec un séjour dans le désert ; et l'on a vu naître, dans les années 70, tout un style « safari » ou « brousse » pour la ville, avec des sahariennes coupées dans des tissus imprimés, et même en soie pour le soir ! Toute une ligne de vêtements « yacht » dérive de ceux qu'utilisaient jadis les marins, avec des



pantalons blancs, des cabans, des pulls marins et, bien sûr, les chaussures de pont déjà citées. Périodiquement, le kaki et le beige clair, couleurs coloniales par excellence, se voient remis au goût du jour par les bureaux de style. Le poncho, qu'on n'utilisait autrefois qu'en voyage, se porte désormais en toute occasion ; et les plus grands couturiers, comme Issey Miyake, ne cessent, comme l'on dit dans la

mode, de le « réinterpréter ». Et ainsi de suite : l'habit traditionnel de voyage, détourné, a perdu une grande partie de sa spécificité.

Il y a aussi des habits de voyage que l'on ne porte plus, tout simplement parce qu'ils évoquent par trop une époque que l'on veut révoluer. Quel Européen oserait ainsi encore porter, en Afrique, le fameux casque colonial blanc, pourtant

un véritable chef-d'œuvre du fonctionnalisme vestimentaire ? Seuls les fameux sapeurs zairois et congolais — les dignes membres de la « SAPE », la Société (informelle) des ambassadeurs et personnes élégantes — peuvent encore se permettre de l'arborer sur un costume européen blanc griffé, mais, bien sûr, à des fins d'ironie...

Il demeure pourtant des destinations et des climats qui rendent nécessaire le port d'habits particuliers, conçus pour l'occasion. Deux magasins, l'un avenue de la Grande-Armée, l'autre boulevard Saint-Germain, vendent ainsi encore, à Paris, des vêtements tropicaux. Ici, on coupe encore des habits pour les ex-colonies, dont on affirme même dissuader l'achat pour d'autres fins que celles du voyage.

Ainsi, y entend-on expliquer, les chaussettes en coton sont-elles parfaitement adaptées pour un séjour en pays chaud, mais contre-indiquées pour nos climats tempérés, car infiniment moins résistantes que celles en tissu mélangé, coton et synthétique. De même une veste sans doublure n'a-t-elle pas de vrai usage à Paris, sauf en cas de canicule insoutenable, comme il n'en arrive par ici que tous les vingt ans. Bref, si l'habit de voyage a disparu en tant que tel, il reste néanmoins quelques règles indispensables à observer.

Plus encore pourtant que sa banalisation, c'est peut-être l'évolution de la conception même du voyage, de sa « philosophie », qui a provoqué la mort, ou du moins le repli, de l'habit de voyage. Jadis, le voyageur affirmait son statut d'étranger : il était l'Occidental, qui, du haut de sa maîtrise technologique, se rendait dans des pays encore « primitifs ». L'habit de voyage, outre ses aspects fonctionnels, matérialisait cette position. Aujourd'hui, bien sûr, une telle attitude n'est plus tenable. Le « nouveau voyageur » prétend à la discrétion, entend se fondre dans le paysage qu'il traverse.

Le *Manuel du routard* dissuade ainsi son lecteur d'arborer, en Afrique même, des vêtements kaki — sans doute afin de ne pas être pris pour un militaire en goguette. Ces images caricaturales de touristes américains en chemises californiennes, casquettes à visière et shorts larges laissent apparaître des jambes blanches et velues semblent presque déjà, heureusement, appartenir au passé. Le ridicule a imputoyablement achevé ce qui restait, dans l'habit de voyage, d'affirmation béate sans question de soi et de sa culture. Exit l'habit de voyage exubérant qui introduisait une séparation entre le voyageur et les « locaux ». Deux chemises de laine et trois paires de bas : autant que celle des déplacements rapides, Jules Verne propédisait l'ère du voyage discret...

Patrice Bollon

TÉLEX

ESCALES

Aventures hexagonales

Il y a des guides rigides et des guides souples. Avec ou sans cartes. Des guides encombrants et des guides de poche. Austeres ou illustrés. Pour ne parler que de la forme, qui n'est pas négligeable, quant au fond, mêmes différences. Il y a les érudits et les dégourdis, ceux qui creusent et ceux qui survolent, les guides qui auscultent quand d'autres butinent. Il y a les sérieux et ceux qui se prennent au sérieux, autrement dit les modestes et les prétentieux. Et puis il y a ceux qui regardent le passé et ceux qui, comme les Guides du routard (Hachette), sont constamment en quête de nouveautés : à la recherche de sujets dans le vent. Ainsi, après avoir parcouru la planète, exploré Paris, entamé un tour de France, propose des week-ends et une sélection de lectures liées au voyage, le Guide du routard dresse aujourd'hui, dans ses *Itinéraires en France* (64 F), l'inventaire des frissons à la française : près de deux cents balades sportives choisies par Gisèle et Pierre Perrod, dans cinquante-cinq sites de l'Hexagone. A pied, à cheval, à ski, à vélo, en canoë ou en kayak. De l'alpinisme à la spéléologie en passant par la descente de canyons. Pour vivre, sentir et apprécier une France encore sauvage. Une France ludique, capable d'en dépayser plus d'un.

Les bouddhas du Sri-Lanka

Des moines en sarong orange foncé marchent sous des ombrelles jaunes vif devant des arbres verts. Un bouddha gigantesque dort à flanc de colline. Des temples sont taillés dans le roc. Eclat des couleurs, profusion des jardins, sérénité des sites : féerie cinghalaise à Ceylan devenu Sri Lanka. Le dépaysement commence à Colombo, la capitale au bord de la mer. Colombo a son jardin botanique, à Dehiwela. A Sigiriya, la fresque des « Démoniaques des nuages » est peinte directement sur la roche de la montagne. La statue colossale du Bouddha sculpté dans le roc est à Avukana. A Polonnaruwa, deuxième capitale royale cinghalaise, ils sont trois sur la colline : l'un assis, l'autre debout,



Bouddha couché à Polonnaruwa.

le troisième couché. Le lieu porte à la méditation. A Dambulla, temple rupestre et bouddhas de toutes les couleurs. Il est recommandé d'assister au rituel du lever du soleil. Kandy est construite autour d'un lac. On dit que c'est la plus belle ville du Sri Lanka. Les éléphants la fréquentent. Son temple porte le nom de Temple de la dent du Bouddha. Kandy, aussi, a un jardin botanique. Les plantations de thé sont sur les collines de la route qui se rend à Nuwara Elya : arrêt dans une manufacture et visite en jeep de la réserve de Yala. Au bord de l'océan Indien, plages à l'infini. En voiture, avec guide-chauffeur parlant anglais, étapes dans d'anciens hôtels britanniques, notamment. Départs de Paris sur vols réguliers le vendredi et le

dimanche. Treize jours en pension complète, 10 450 F par personne sur la base de deux voyageurs. Extension de trois jours aux Maldives, 2 220 F. Auteur de cette féerie cinghalaise : Itinériss (36, rue des Plantes, 75014 Paris, tél. : 30-44-88-88). On redira bien sûr celle de Francis de Croisset et l'on découvrira *Sri Lanka* de l'édition de la *Librairie de l'Amérique* à Cap, une biographie sous forme d'épopée publiée récemment chez Gallimard (112 pages, documents et photos inédits, 250 F). Dans un autre registre, *L'Art bouddhique*, un superbe album publié par les éditions Olizane et l'Unesco, présente une synthèse des différentes formes d'expressions artistiques issues du bouddhisme (112 p., 280 F environ).

Vacances sur mer

Il s'appelle le Costa Marina. A son sujet, on a parlé de « nouvelle génération », de « révolution en matière d'architecture maritime » et de « paquebot du futur ». Lancé en juillet 1990, le dernier-né de la compagnie italienne Costa Crociere, numéro 1 de la croisière en France (25 300 passagers l'an dernier), se distingue en effet par une conception originale. Objectif visé : une luminosité maximale. Le résultat est spectaculaire, avec de vastes boîtes vitrées occupant tout l'arrière du navire, des coupoles et des puits de lumière grâce auxquels la vie à bord est « inondée » de clarté. En fait, aucun lieu du navire n'échappe à cet éclairage généreux : des salons au restaurant panoramique, du hall à l'espace forme, des cabines dotées de deux hublots à la discothèque recouverte d'un dôme transparent. Véritable serre flottante, le Costa Marina est un hôtel-club de 386 cabines offrant à ses 800 passagers une salle de spectacles, une galerie marchande, une piscine bien abritée du vent et un centre sportif. Aux atouts traditionnels de la croisière (mobilité et confort, gastronomie, découverte, vie à bord), Costa ajoute, pour ses périples en Méditerranée, le souci d'une sécurité absolue (des itinéraires ont été revus en ce sens) et une politique commerciale visant à démocratiser les « vacances sur mer ».

Croisière de cinq jours vers l'Espagne et les Baléares à partir de 3 100 F par personne en cabine double, de Gênes à Gênes. Croisière de sept jours avec, en plus, la Corse, la Sicile et le sud de l'Italie, à partir de 7 150 F avec, dans tous les cas, le hébergement gratuit de Nice à Gênes. Enfin, pendant les vacances scolaires et sur certaines croisières de l'Eugénie Costa l'un des sept paquebots de la compagnie, la gratuité complète pour les enfants de seize ans ou plus partageant la cabine de leurs parents. Brochures Costa Crociere dans les agences de voyages.

Sélection établie par Patrick Fraaëls et Danielle Tramard

Fête des plantes à Aurillac, dans les Yvelines, à 7 kilomètres de Rambouillet, dans le parc naturel de la haute vallée de Chevreuse. Les 4 et 5 mai, on y vendra des végétaux destinés aux jardins ainsi que des plantes rares et les fruits de semis, boutures et autres marcottes. Entrée gratuite. Renseignements à la mairie au 34-84-98-05 ou au 34-84-83-39.

Victor Hugo ou Mozart : Athenaeum (6, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris, tél. : 47-23-65-94), programme, du 14 au 17 juin, une balade à Jersey et à Guernesey (8 750 F en chambre double), où le poète hante encore l'étonnante Hauteville House et, du 22 au 25 juin (11 990 F), un séjour à Vienne. Quant à la maison mère, Tapis Rouge (même adresse), elle propose, pour son dixième anniversaire, une croisière ferroviaire, du 5 au 9 juin, à bord de l'Orient-Express (26 950 F en compartiment double). Etapes : Berlin, Dresde, Varsovie et Prague.

« Espagne-Portugal 91 », catalogue d'Interhome. Y sont répertoriés 3 400 logements et hôtels de vacances dont de nombreuses villas souvent dotées de piscine privée. Coût moyen par nuitée : 70 F par personne. Catalogue gratuit dans les agences de voyages accréditées ou directement chez Interhome : 15, avenue Jean-Aicard, 75011 Paris, tél. : 43-55-44-25.

Le 1^{er} mai au Caire, avec le voyageur Voicé (tél. : 46-28-33-15) : cinq jours, 3 620 F en chambre double et pension complète en hôtel 5 étoiles. En été, circuit de 16 jours, dont 8 de croisière sur le Nil, pour 6 950 F, avec hébergement haut de gamme.

Centre de randonnées pédestres situé à Bessans (1 750 m), en Haute-Maurienne, l'association La Bessanaise (73480 Bessans, tél. : 79-05-95-15), propose, à partir de son centre de 120 places, une découverte du massif de la Vanoise, des stages dont un « spécial 6-12 ans » et une balade, de la Savoie au Val d'Aoste.

Star à la barre. Au départ de ses bases de la Napoule (Cannes) et Ajaccio, Star Voyage loue voiliers (du Gile Sea 372 au Sun Odyssey Jeanneau en passant par le catamaran Privilege Jeantot) et bateaux à moteur (Arcoa 135, 725

ou Bahamas 331, à la journée ou à la semaine, avec ou sans skipper. Renseignements : 5, rue Lincoln, 75008 Paris, tél. : 42-56-15-62.

Du nouveau à la mer de Sable, parc d'attraction situé à Ermenonville (autoroute du nord), à 50 km de Paris. D'une part, le monde des Chikapas, près de 300 marionnettes que l'on découvre au fil de l'eau, installé dans de petits bateaux. D'autre part, un service minitel 3615 MER DE SABLE pour tous renseignements sur ce parc, voisin du zoo Jean Richard. Droit d'entrée : 60 F.

Dans le golfe de Saint-Tropez, ouverture le 4 mai d'un village marin réalisé par le groupe Dumez Immobilier et baptisé Port Copolin. Architecture provocante, rues piétonnes, activités sportives et animations, piscines, clubs pour les enfants et coiffe d'eau desservant les plages voisines. Location à la semaine, pour un week-end ou pour les ponts. Une semaine en juin : 2 800 F pour un appartement de 5 personnes. Renseignements : tél. : 40-15-30-15.

Week-end découverte du Gers, du 21 au 24 juin. Proposé par la Maison du Gers (18, bd Haussmann, 75009 Paris, tél. : 42-46-91-39), il permet de visiter Toulouse, plusieurs bastides (L'Isle-Jourdain, Cologne, Mauvezin, Fleurance, Gimont), Lectoure, Auch et le Condomois ainsi qu'une conserverie de foie gras et un chai d'Armagnac. Prix : 2 400 F par personne (40 personnes au minimum) en pension complète, autocar et avion de Paris.

Pont aérien à destination de Vienne mis en place par le voyageur Austro Pauli (agences de voyages) : 2 200 places à partir de 1 150 F pour les ponts du mois de mai (1^{er} mai, Ascension, Pentecôte) et les six week-ends suivants.

Des fermes au Tyrol. Un choix imposant de fermes aux balcons fleuris, d'appartements, de chambres et d'auberges. Entre 520 F et 750 F la chambre avec petit déjeuner pour une semaine en haute saison. Catalogue gratuit disponible à l'office du tourisme autrichien, 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57.

Ci-gît Saint-Séverin

Une zone piétonnière, une centaine de restaurants, avec ses terrasses, leurs rôtissoires à la verticale et leurs brochettes de brochettes, une foule de touristes qui vendent à la sauvette des chapeaux et de portraits aux amateurs, de demi-cas et de dealers de « shit », des stands à change de peau.



L y a bien longtemps, ce n'était qu'un dédale de ruelles qui, malgré Saint-Séverin, n'était guère en odeur de sainteté. On l'appelait « le Quartier », car, courci sans doute du quartier Latin et limité en effet à un quadrilatère compris entre le boulevard Saint-Michel, le boulevard Saint-Germain, la rue Saint-Jacques et la rue du Petit-Pont et le quai Saint-Michel. Avec quelques nuances, le boulevard Saint-Michel n'existait que comme abcs tandis que Saint-Jacques et Petit-Pont avaient bien deux rives, dont l'une débouchait à quelques mètres dans la rue de la Harpe et au long du square Saint-Julien-le-Pauvre. Il fallait ajouter la montée sud, celle qui remontaient place Paul-Painlevé pour annexer la rue Champollion et même un morceau minuscule du haut de la rue de la Sorbonne. Mais on traversait rarement la rue Dante et la rue des Anglais, c'était l'étranger,

Vous aviez l'air des boufis du Tabou - un jour tardifs - des clubs de la rue Saint-Benoît - pour chers, pour votre jeune bonse - et le jazz vous avait conduit là, à cette encoignure de la rue de la Huchette, près du marchand de journaux, dans une sorte de cénouir aux biseries, teintes de nicotine et ornées de quelques pochettes destinées par David Sime Martin. Votre Madeleine à vous, ce serait toujours cette jeune femme blonde et patencie qui trait de ses hurds classeurs de 72 tours *Across the track blues* (Duke Ellington, Chicago, 28 octobre 1940). Au verso, il y avait, la Chloé de Vian. Oui, vous êtes encore capable de siffler tout cela. Vous passiez là des soirées entières avec d'autres viciés jeunes gens. On fredonnait à l'unisson l'exposé du *Vent Doux* des premiers Messengers. On courrait voir la *Cantatrice chauve* de peur que le spectacle ne s'arrêtât. On passait devant El Djazair, night-club et taverne d'Ali Baba.

avec dans sa devanture des jeunes femmes dévoilées au nombre scintillant de pierrieres. C'était la guerre d'Algérie, et dans les restaurants à coussons les regards échangés étaient timides. On dansait pourtant. Au Cava de la Huchette ou, aux Trois Maillets où s'étaient pliés les démonstrateurs de be-bop du Kentucky, fermés récemment. Il y avait Marie-France, Mariel et Mimi. D'ailleurs insuffisant, vous ne serviez que de pivot pour leurs virvoltés agiles. Quand la lassitude la faisait sentimentale, Mimi vous emmenait au Tango bien, là-haut à Belleville.

C'est après le genre que le quartier a commencé à s'animer. Madeleine s'était levée vers Princesse. Le Storyville était passé entre les mains d'un Saury que vous appelez Papa pour le distinguer de son fils, qui jouait de la clarinette. Dans les matins roses, non Mom, Girodias n'a peu hagaré brûlé et cavalait vers sa banque verser la recette de sa banque Séverine sur un compte toumagn des Danaïdes. Dans ses sous-sols débarrassés d'ossements millénaires, il affûtait de nouvelles idoles, une Bulle diaphane, un Clément crucifié.

En face de Notre-Dame, presque à l'angle du quai, il y avait un bar. Il était petit. Alors, il s'appelait le Petit Bar. L'établissement ne fermait qu'entre 2 et 4 heures du soir, et réouvrait à nuit close une assemblée changeante et hétéroclite : des inspecteurs de la PJ qui traversaient un bras de rivière pour le petit déj, des commerçants, des employés du quartier. Il y avait Tanya. Il était dans la rue. Il était dans le bar. Il était dans la platrière *free-lance*. Il arrivait sur les coups de 7 heures, allait directement à la caisse déposer sa paie de 30 francs, puis se dirigeait vers le bar, où il avait un crédit de trente bières.

Quelque légionnaires en
gouquette ferait le complément.
L'été, par les belles nuits chaudes,
il s'endormait dans le caniveau
entre deux baignoires, le bord du
caniveau comme coussin.

Le matin, c'était le gros Raymond qui assurait le service. I

n'avait accepté de vendre son estaminet qu'à la condition d'y demeurer garçon. Son grand tablier ceint autour des reins, il sautillait de table en table avec un mot pour chacun. Il avait un faible pour les jeunes gens, auxquels il détaillait avec des mines de conspirateur la recette du bouff mironton qu'il faisait mijoter dans l'après-midi. Avec ses yeux globuleux et ses airs affolés, vous lui prêtiez de faux airs de Peter Lorre.

Parce que, vous ne voudriez pas vous y enlancer, il y en avait, des cinémas dans le quartier ! A ceux « d'en haut », le studio Cujas et le Panthéon, ceux de la voie étroite, les Néocubains, le Médicis et le Champollion - avec son drôle de système de projection par miroir et son patron-châssier-ouvreur-marchand d'esquimaux - de gentils et hardis entrepreneurs avaient ajouté des grappes tout au long de la rue de la Harpe. Le Saint-Séverin s'était niché dans l'autre désert de Girodias. Même la rue de la Huchette s'était dotée d'un cinéchose à programmation fantastique. En vieux routier du Brady, du Midi Minnitt et du Colorado, vous saviez tous ses films par cœur : les Hammer de la belle époque, les duos Peter Cushing contre Christopher Lee, la *Fiancée de Frankenstein*, la *Nuit du loup-garou* à revoir à chaque pleine lune...

le quartier frémissait. Les temps changeaient, chantaient Dylan. De drôles de tignassacks et de guaitres en bandoulière surpassaient de chez Poncef. L'roue Xavier-Privas sentait le patchouli et le bois de santal. Dans ses vitrines, il y avait des frulards soyeux et des sandales de cuir ne tenant qu'un nerf. De nouveaux bonts Maggovaient en rafale : le Polly Maggovaient, le Cloître, le Who's the Bonts... Perchées sur des bonts tabourdes, de petites demoiselles délirées devaient de leurs potes, hilares sur fims de bouteilles et de 33 tours Rambaut neufs. On annonçait la pilule. Ça sentait le printemps.

La Joie de ber traversait les rue sans se départir de sa coquetterie légendaire pour les chapelards de livres mais en laissant entier l'insoluble cas de conscience : était-ce « politique ment juste » de voler les Dammés de la terre à Quarter? Vus excursions hors du quartier se faisaient plus fréquentes.

Les snirs de nubba, vus Galadiez la montagne Sainte-Genève pour aller valser chez les feministes, qui ne manquaient jamais, l'enthousiasme du dirt et les vapeurs de la bière aidant, d'échanger quelques horions romantiques. Et puis, il y eut mai...

Durant une longue période, le quartier fourmilla d'uniformes. Peu sensible à leur prestige, vous vous en teniez éloigné. Et puis, peu à peu, les habitudes se tissè-

rent à nouveau. Votre yoyo entre Petit Bar et Storyville se fit triangulaire par adjonction du Chat qui pêche, une nouvelle boîte à jazz à l'angle Huchette-Petit-Parc qui avait volé son nom à la ruelle distante de 30 mètres après. On commençait l'après-Coréane. On parlait de jazz libre et de pouvoir noir. Vous adberiez au slogan «Blaek is beautiful», tout fier d'avoir échangé quatre paroles avec Angela Davis sur un avin d'ligne.

C'est alors qu'un baridé de musiciens a soudain débarqué. Ils venaient d'Alger après un crocrotte par Amougies, bled belge ne figurant pas même au Guide de l'Algérie mais s'était tenu en festiva-bois. Ils arboraient des pantalons et des sarouels multicolores, des bonnets brodés d'or, des bracelets et des colliers de pacotille, des barbes de derviche tumeurnes. Ils s'installaient chez l'habitant et aspiraient de larges gorgées de médocs boursofulgés d'un bac billardais enlâté. Vous les avez suivis dans de bangers égarés dans la périphérie des sîns désaffectés du faubourg Saint-Martin, à l'Institut d'obécologie de la rue Michébaud, où leurs bininus lançaient des trombes tibétaines et par firent de police. C'est un certain J. Nouvel avait éalé un gigantes maeleas pour l'apothéose du band d'Aïan Silvi, au studin Abbès aussi où certain scases tardives avaient un maeurisme.

Mais c'est dans le triangle Petit-Bar-Chat-Story qu'on se retrouva pour des nuits blanches. Pour les blacks de l'époque, frayer avec les Blancs n'était guère à la mode. Pourtant, il n'était pas rare que vus très chichez le matin dans les grando-pieds de Dave dépassant de dessous votre pinnu et vus aviez troqués avec Jimmy Hopps un collier de perles vertes contre un de ses fameux descrescendos sur la grosse caisse. Un jour, ils se sont éparpillés comme ils étaient venus. Certains sont repartis outre-Atlantique. D'autres se sont installés et feraient toujours la navette entre le Petit-Port et le navette Bud. Dave est revenu changé : il jouait dans le bar d'un grand hôtel, enseignait à Juilliard et adhéra à des médecins dures, celles qui dessinent autour de soi un nuage de verre infranchissable. Jimmy Hopps a disparu par enchantement. Il avait été vu en Afrique australe, en Scandinavie, au Japon.

Les initiés murmuraient qu'à la suite d'une déception musicale il vivait en ermite dans une église désaffectée des faubourgs de Washington D.C. et avait fait le vœu de ne plus toucher à un tambour.

Vos amis évanouis, vous avez déserté. Et puis, vous détestez le

zones piétonnières, que vous tenez pour l'invention arabe la plus stupide du dernier quart de siècle, avec leurs caniveaux médians pseudo-bébévaux et auxquelles ne manquent que deux poulx qui picotent sur un mur un vertal poussant du groin dans un tas de débris et une marc chausée de poulaines. Ceci, fois-ci, vous avez pris votre courage, votre curiosité et votre inquiétude à deux mains. Vous êtes arrivé par l'est, tout de suite rassuré par l'hôtel Esmerald, impossible et imbatable dans son rapport qualité-romantisme-prix et par le Tea Caddy, où vous amenez jadis madame votre mère on ne jolies transfiges et beaux quakers. Le vieux Shakespeare est mannequin historique la Bûcherie d'où B.B. — Bert Brecht — venait d'ins contem Notre-Dame en déguisant larges assiettes de fromage, s bâti une réputation de gastro mû fine et de lourde addition Petit Bar 7 Annexé par son voisin. Le modiste, indémorable, exhibe ses grosses boîtes de la Santa Maria.

Au Cloître et au Polly Maggoo, se sont installées de calmes conférences : on joue au jacquet chez l'un et aux échecs dans l'arrière-salle de l'autre. Il y a des roses vitraux de Bazine au chevet de l'église. Ne profitent toujours du cloître que les occupants de l'ancienne maison de rendez-vous qui a mal tourné : elle est devenue hôtel de luxe. Pourvu que ça n'empêche pas les sentiments ! Vous espérez

Petit-
trou- ~~trou~~

bien que le Caveau de la Huchette bénéficie des subventions du ministère de la culture et la Cantatrice chauve, ma foi, se coiffe toujours de la même façon. Voilà pour les beaux restes.

A l'heure où l'on vous parle, il n'est plus un seul cinéma ouvert. Des deux seuls rescapés de la belle époque, l'un passe les stigmates d'un débat passionnel : le dernier coup du Christ. L'autre, dans le dos d'un « vite-nourriture » cliquant, arbore les lambeaux d'une façade muette qui n'a dit rien qui vaille quant à son futur destin.

Le quartier a toujours connu ses problèmes. Jadis, ce furent le FLN et l'OAS. Plus récemment, ce fut la dnpe. Un commissaire de police - bon enfant - m'a dit on dit qu'il ne craint pas d'aller lui-même à la castagne - populaire en a fait son affaire avec un peu d'aide des habitants du coin. Ne naviguent plus quelques bricoles inoffensives dont on sait qu'elles contribuent à garder le « reste » debout.

Question de territoire. Pour
quartier à la densité vari-
selon les heures, le délinquant
est, l'on peut dire, d'instaurer. Petits délits de
dealers de ballons en baudruche,
stentors stéréophoniques, por-
ristes pas chics, vols à la tire
gros hic, ce sont les ténants.
Les Gros sont dans le genre
couteur. Ils ont fait un genre
chaise de roïssinoir (nuisance
de sirтаки (nuisance) de per-
bris d'assiettes (nuisance)
recolage dans la rue au
du voisin (délit). Pour la
ture, et ils ne sont pas si se-
cause, elle est, pour dire le
inégale. On raconte des
tins fâcheux dressés les abouevous

Commentaire d'un ténor
l'humour noir : « Ce
prend, c'est qu'il n'y ait
de victimes. Il est vrai
une clientèle de passages
vent aller mourir ailleurs
bien sûr, c'est injuste, l'
tion des uns vient ternir
Question de voir

éralda,
 dans son
 sme-prix
 où vous
 avez votre
 fuges des
 o Shakes-
 torique et
 — Bertolt
 contempler
 instant de
 mage, s'est
 gastro-
 addition. Le
 sur son gros
 indémola-
 boîtes de
 aria.

et encore et à M-
après vingt-huit ans
verin, vient de se
gérance » et se so-
temps pas si éloigné
encore un village. Po-
imple qui vous est ve-
madame Marcel, pe-
pour sauver le quar-
ment, il faudrait
Stasie, priez

venue hôtel de
a n'empêche
Vnus espérez

CHARTER SICILE:

VOL PARIS/CATANÈ A/R
à partir de 1200 F

**CIRCUIT "LES CIVILISATIONS", 8 jours,
7 nuits en hôtel catégorie supérieure :
4650 F**

SEJOUR D'UNE SEMAINE
A L'HÔTEL-CLUB HELIOS
de **3450 F** (basse saison)
à **4560 F** (haute saison).

Prix par personne au départ de Paris.
Base chambre double, pension complète.

VOYAGEURS EN ITALIE

Tél.: (1) 42.86.16.32
12 rue Sainte Anne 75001 Paris

Islande

Partez à la rencontre de...
Erick le Rouge

**Safaris découverte,
randonnées équestres,
trekking... montagnes,
fjords et geysers...
les splendeurs de l'Islande
vous tendent les bras...**

Voyages AGREPA
42 rue E. Marcel 75002 Paris
Tél : 45 08 81 50
Agent Général Smyril Line
Info minitel : 3615 CODE
OTISLAND

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE
à VIENNE

UNIVERSITÉ DE VIENNE
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS
3 sessions du 8 juillet au 21 septembre
pour débutants et avancés.

Cours pour adultes
Laboratoire de langues.
Excursions, soirées.
Age minimum 16 ans.
Droits d'inscription et de cours pour
4 sem. : AS 3.400 (env. FF 1 650).
Prix forfaitaire (inscription, cours
chambre) pour 4 sem. : AS 8 860
(env. FF 4 300).

Programme détaillé :
Wiener Internationale Hochschulkurse
1990 Wien Universität.

مكة من اجل

هكذا من الامل

Tokyo la fièvre urbaine

Suite de la page 19

Le caractère chaotique de Tokyo a parfois incité à conclure que l'urbanisme était une conception absente au Japon. La conception des villes anciennes comme Nara et Kyoto, largement inspirées du modèle chinois, puis les «villes sous le château» de l'époque féodale, les strictes réglementations en matière d'architecture (comme d'ailleurs d'habillage) des *sho-gun*, et enfin la réorganisation du Tokyo de Meiji ou des villes comme Sapporo montrent que l'organisation de la ville est loin d'être une notion étrangère aux Japonais. C'est plutôt délibérément, comme le souligne Augustin Berque, directeur du Centre sur le Japon contemporain à l'École des hautes études sociales, que depuis la guerre les autorités se sont abstenues d'assurer la responsabilité d'organiser la cité.

Le Tokyo contemporain, celui qui n'est pas des villages mais de certains quartiers modernes, s'est développé par zones d'activités au gré des forces du marché et des initiatives privées (c'est notamment le cas de la cité souterraine du quartier de Shinjuku). Ce «laissez-faire» a engendré une ville en apparence chaotique et une cacophonie architecturale renforcée par la débauche d'enseignes et de néons, qui ne sont pas pour rien dans le caractère étonnamment vivant de Tokyo et la beauté en mouvement, parfois quelque peu monstrueuse, de ce grand patchwork.

Pour Fumihiko Maki, le «désordre» peut avoir une valeur esthétique positive. Les constructions sont indépendantes, isolées les unes des

autres : le plus souvent elles s'ignorent, parfois elles se répondent (comme tel gratte-ciel de Shinjuku se reflétant dans celui en verre qui lui fait face). Seules les normes de hauteur, d'ensoleillement et les réglementations antisismiques limitent l'imaginaire des promoteurs.

Les infrastructures se sont ajoutées (un canal, enjambé par une rue, elle-même surplombée par des voies de chemin de fer qui s'entre-croisent dans les airs) ou se pédo- trent (une ligne de métro entrant au troisième étage d'un immeuble et bientôt, à Osaka, une autoroute en traversant un autre), faisant perdre au passant la notion de sol, de hiérarchie des espaces et d'échelle.

Ailleurs, la ville s'enfouit (au point que l'on envisage une législation donnant les droits de propriété jusqu'à 45 mètres au-dessous du niveau du sol). Déjà, les cités souterraines, avec leur temps de bocal, pulsés par la vie des commerces et l'absence de la lumière du jour, forment des univers aux rythmes auto- nomes : c'est le cas à Shinjuku, sous la gare de Tokyo, et encore plus à Osaka, dans le quartier d'Umeda. La juxtaposition, plus qu'un souci d'intégration, préside ici à l'organi- sation de la cité.

Ville au présent, renouvelant sans cesse ses formes alors que son homologue occidentale vise l'intan- gible, Tokyo est animée d'un mou- vement perpétuel qui évite sans doute que l'on y ressente une impression d'étouffement, bien que les perspectives soient rares.

Aujourd'hui, forts de la dégré- mentation voulue par l'ex- premier ministre Nakasone, les pouvoirs publics sont aussi absents que par le passé. Ou, quand ils ne le sont

pas, ils «pilotent» de gigantesques projets qui ne font qu'enterrer les visées des grands groupes indus- triels. La collusion est évidente entre pouvoir politique et intérêts des groupes privés pour le profit des sociétés immobilières qui en font partie, comme l'historien de la ville, Tetsuo Tamai.

Afin de remédier à la congestion de Tokyo, on songe à déplacer un certain nombre d'administrations. L'ancienne tradition de changement de la capitale prédispose théorique- ment à une telle délocalisation, mais elle se heurte à de sérieuses résistances et, pour l'instant, ne bénéficie pas d'une volonté suffi- sante. On songe plutôt à décentrali- ser la capitale de l'Intérieur : une nouvelle fois, c'est la baie de Tokyo qui est la victime désignée de cette quête de terrain. Il ne restait déjà plus que 18 % du littoral de la baie où l'on pouvait accéder à la mer. Au premier quart du siècle pro- chain, elle risque d'avoir été prati- quement remblayée.

Si certains projets semblent assez utopiques (tel le «plan Noé», un bateau de 35 000 tonnes amarré dans la baie et transformé en bureaux), d'autres sont en cours de réalisa- tion, dont le plus important est celui piloté par la mairie de Tokyo : une nouvelle île artificielle de 448 hectares au milieu de la baie, dont le cœur sera un «tête-port», c'est-à-dire un centre de services opérant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, entouré d'immeubles intelli- gents». Des complexes de loge- ments pour 60 000 personnes devraient aussi être construits. Coût : 4 140 milliards de yens. Commencés en 1989, les travaux devraient être achevés en 1993.

Plus ambitieux, à l'horizon de l'an 2025, l'architecte Kurokawa vou- drait remblayer pratiquement tout le nord de la baie en créant une île artificielle de 30 000 hectares (soit la moitié de la superficie des 23 arrondissements du Tokyo actuel).



Les habitants ne pensent plus que leur ville soit un lieu agréable à vivre. Mais ils ne voudraient pas aller ailleurs.

Autre projet, au nord de la baie cette fois, dont une première tranche (le centre de conférence) a été réalisée : Makuhari Messe (de l'allemand *Messe* «foire») qui porte sur 437 hec- tares. Il sera achevé en l'an 2000. De l'autre côté de la baie, vers Yokohama, c'est le Minato Mirai 21, une cité culturelle internationale fonctionnant également vingt-quatre heures sur vingt-quatre qui est en cours de réalisation et sera ache- vée en l'an 2000 (184 hectares). Minato Mirai 21 aura le plus haut gratte-ciel du Japon : 295 mètres. Pour relier ces ensembles est prévue une autoroute de 15 kilomètres tra- versant la baie et reliant Kawasaki (du côté de Yokohama) à Kisarazu (du côté de Chiba).

Il estime qu'il faudrait encore une dizaine d'années d'études avant de lancer le projet de l'Island City. Quant au groupe Mitsubishi, il compte faire du quartier des affaires de Marunouchi, dont la plupart des terrains lui appartiennent et qu'il développe d'ailleurs au début du siècle, un nouveau Man- hattan en y construisant 60 build- ings de 40 étages.

Ces réaménagements signifient-ils plus de confort pour les habitants ? Il se manifeste au Japon une nou- velle demande en matière d'en- vironnement et de cadre de vie (2). Cette «fièvre verte» concerne aussi bien les espaces publics, la protec- tion de la nature et des eaux (dém- olitions fondamentales du paysage urbain nippon, comme le montrent les estampes des sites célèbres d'Edo, ancien nom de Tokyo) que le patrimoine. La soudaine sollici- tude des pouvoirs publics et des grands groupes industriels qui ont fait de la protection de l'environne- ment un leitmotiv de leur politique

de relations publiques ne manque pas d'ambiguïté, voire de contra- diction.

Ces projets menés à la fois d'un louable souci de tenir davantage compte des aspirations des habi- tants et d'une volonté évidente de profit en liant les opérations de réa- menagement de Tokyo au dévelop- pement économique sont aussi ambiguës par leurs objectifs : ne remblaye-t-on pas les baies de Tokyo ou d'Osaka, en détruisant par conséquent le littoral et en pro- voquant de graves déséquilibres dans l'environnement marin, avec la prétention de «recréer» la nature sur une île artificielle ?

La rénovation en cours de la ville de Tokyo a plusieurs effets négatifs. Qu'elle soit exempte des aspirations à la grandeur et à l'harmonie qui ont présidé à la construction d'Amsterdam, Londres, Paris ou New-York lorsque ces villes étaient en fait de leur puissance, comme Edward Seidensticker en fait grief au Tokyo moderne (3), ne nous semble pas le plus grave des

IMMOBILIER DE TOURISME

en centre ville
une résidence de grande classe

CANNES - PASSY

Une très belle architecture conçue autour d'un parc intérieur avec piscine et tout le charme d'un quartier calme et résidentiel. Sécurité : gardiennage, télé-surveillance, portes blindées, vidéophone.

FRADIM **HDI** **SINIVIM**

RESEIGNEMENTS ET VENTE : CANNES-PASSY
74-76 Av. du Maréchal Galtier 06400 CANNES
Tél. 93.39.44.11

Vous souhaitez notre documentation sur CANNES-PASSY ?
Je suis intéressé(e) par :
Studio ☐ Non ☐
2 pièces ☐ Adresse ☐
3 pièces ☐
4 pièces ☐ Tél. ☐

OUVERTURE DE L'APPEL D'OFFRE DÉCORÉ

GROUPE FRANCO-HOLLANDAISE

ANTIBES

Hadriana

Face à la Baie des Anges, HADRIANA construit en amphithéâtre autour d'un parc d'un hectare avec piscine et tennis, vous propose, du studio au cinq pièces, des appartements dans la pure tradition du Groupe FRANCO-HOLLANDAISE.

2, place De Gaulle - 06600 ANTIBES - Tél. 93.34.34.64

Je désire recevoir une documentation gratuite Résidence HADRIANA

NOM _____ TEL _____
ADRESSE _____

VILLAGES de VACANCES
JUILLET - AOUT

CÔTE D'AZUR
ARRIÈRE-PAYS NICOIS
" AU DOMAINE DE L'OLIVIER " GLETTE
" LES MESSUGUES " A SAINT-RAPHAËL

LES ALPES
" AUX ESSERTETS " A PRAZ-SUR-ARLY-MEGÈVE

Situation exceptionnelle, tarifs très étudiés, pension complète, animation tous les jours

U.L.V.F. 16 77-56 66-09
B.P. 75 - 42703 FIRMINY

IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque deuxième semaine du mois
le VENDREDI, daté SAMEDI,
dans le supplément MONDE SANS VISA
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.
Renseignements insertions : 45-55-91-82, p. 4324.

Les Présidents

SITUATION EXCEPTIONNELLE
SUR LE GOLF DE LACANAU

Entre le lac et l'océan
autour de sa piscine privée
un ensemble résidentiel
de villas 3 et 4 pièces de standing
sous les pins avec terrain privé
cuisine aménagée + cellier

VILLAS A PARTIR DE 410 000 F

**MAISON MODELE DECOREE
SUR PLACE**

Elipse Promotion
177, rue Berlioz
33000 BORDEAUX
Tél. (16) 56.98.18.97
Fax : (16) 56.98.93.51

VOTRE FIN
VILLA LI
NEW YORK
DECO
LES NOUVE
ACCESS
AÇ



proches que l'on peut adresser à la capitale nipponne. « Tokyo a jamais vraiment songé à se représenter, à être le reflet d'une entité abstraite (pouvoir, nation, régime). Même lorsque ces aspirations ont existé, il se finit du siècle dernier, elles n'ont jamais survécu complètement à la ville et à leur moment. Et la capitale est restée une ville au présent qui ne cesse d'être indépendamment de son passé. Tokyo est moins une capitale, parmi les autres, que la capitale, le lieu où se trouvent tous les autres. C'est une ville d'hommes et de femmes dont les vies se donnent souffre, qui se désignent et se reconstruisent sans cesse et dont l'histoire s'inscrit comme dans les moments que dans les minutes. »

[illegible]

A l'éloignement, s'ajoute une croissante banalisation de l'habitat, toujours aussi exigü, par la reproduction sans fin de paysages urbains comparables dans leur monotonie et leur tristesse des formes à ceux de l'Europe dans les années 60, et 70. L'aménagement en cours récrée aussi les espaces

collectifs qu'étaient ces lieux privilégiés de la vie communautaire : la rue ci les « lieux animés » (*sakariba*). Apparentés à la place publique dans la ville du Moyen Âge occidental, les *sakariba* étaient des lieux d'amusement, des territoires de la transgression, institutionnalisant la rupture de l'ordre quotidien : ils furent par excellence les creusets de la culture populaire. Aujourd'hui, la plupart des anciens *sakariba* tendent à être asservis aux réjouissances organisées de la politique culturelle d'un grand magasin.

Le rôle, croissant des groupes industriels et financiers dans l'urbanisation urbaine conduit à une disparition progressive des espaces non aménagés, ambigus et autoportants, du *sakariba* à la rue. C'est ce qui est en train d'advenir, du quartier Tsukujidaka (4), des derniers îlots du maintien des modes d'habitat traditionnels de la ville basse, on vit vaillamment sous quatre toits, à l'ombre des toits de 40 étages, sans le moindre intérêt architectural, du projet Riverside 21 qui s'inscrit dans le programme de redéveloppement du « Front d'eau » de Tokyo, notamment des rives de la Sumida. Les vestiges de Tsukujidaka sentent le vieux Edo, mais le « remembrement mémoriel » de la ville s'estompe au fur et à mesure que le fracas des excavatrices se rapproche.

De notre correspondant
Philippe Pons

(2) Voir « Les Japonais et leur cadre de vie, aspect d'une quête ». *Problèmes politiques et sociaux*, n° 652, 15 mars 1991. La Documentation française.

(3) *The Rising Tokyo*, Alfred A. Knoff, New-York, 1990. Remarquable ouvrage sur l'âme du Tokyo qui disparaît, parfois injuste pour la ville moderne tant le grand Tokyo de la ville basse a aimé ce qu'il

(4) Voir l'article de Claire Gallian «Préface à la contribution

colloque de Royan, avril 1989, dont les actes doivent être prochainement publiés par le Centre de recherches sur Japon contemporain de l'Ecole des hautes études.

études en sciences sociales sous le titre
la Maîtrise de la ville au Japon.

Fabriques et ateliers, familles d'artisans logeant sur place, donnent sa personnalité au quartier de Shitamachi, l'ancien centre de Tokyo. Pour quelques années encore.



Un jour,
la « ville basse »
ne sera plus
qu'un souvenir
de modes de vie
qui auront disparu.

Shitamachi, le dernier faubourg

PARTIR à la recherche du centre historique de Tokyo? Mieux vaut renoncer : vous ne le trouverez pas. Même si les catastrophes de ce siècle (séisme de 1923 et bombardements de 1945) n'avaient pas détruit à peu près tout de ce qui était ancien, il est fort probable qu'était donc la préférence des Japonais pour le remplacement en détriment de la conservation, la plupart des bâtiments, surtout ceux construits avant la guerre, auraient disparu.

Mais ce n'est pas là la seule raison. Un peu comme à Paris, le centre de Tokyo s'est déplacé vers l'ouest. A la différence toutefois de la capitale française il n'y pas eu à Tokyo de redécouverte des vieux quartiers du centre-est. Shitamachi, la « ville basse », l'ancien centre de la cité, est entré dans une phase de déclin commercial et culturel dont elle sortira probablement pas.

Shitamachi, littéralement « les quartiers en dessous » du château de shogun ne désigne plus seulement l'ancien centre de la capitale shogunale mais aussi, de nos jours, toute la zone de terre regagnée sur la mer à l'est et au nord-est de Tokyo. Circonscrire Shitamachi, définir sa superficie et évaluer sa population, sont des tâches ardues. Si l'on compte tous les arrondissements du nord-est de la ville, on atteint une superficie de 100 kilomètres carrés et une population de 1,3 million d'habitants.

Plus que des chiffres, ce sont les caractéristiques de la baisse qui sont importantes. Un point de vue de l'urbanisme

prolifération de petites usines, d'ateliers, un tissu très fin de petits commerces, la superposition de zones résidentielles et industrielles au sein d'un même quartier et souvent du même bâtiment; enfin un sens communautaire très fort. De maçonnerie surprenante pour l'urbaniste occidental, on ne trouve pas à Shitamachi les problèmes sociaux traditionnels de l'inner city des villes européennes ou américaines.

Depuis le début de l'époque industrielle, les usines se sont épanouies dans les grandes villes et les banlieues. La partie est de la région, qui est le plus mené particulièrement favorable aux réseaux de canaux et de rivières, facilitant les transports. Les prix des terrains et proximité du grand marché offrent par la suite. Ce sont principalement de consommateurs qui s'implantent à Shanghai : machines, produits du bois, vêtements, ferrerie, jouets, savonnerie, imprimeries ou métallurgie. Bien que certaines de ces petites industries, comme celles des meubles et du caoutchouc, aient déménagé hors de la ville, la plupart des autres sont toujours bien représentées dans la banlieue.

La famille typique de Shichangchi possède sa petite usine ou atelier employant dans la majorité des cas moins de dix ouvriers, en comptant le patron souvent sa femme et l'aîné des enfants. L'épouse tient la comptabilité. L'enfant, parfois adoptif, si le couple n'a

garçon, travaille avec le père et lui succédera. La famille habite généralement au dessus de l'atelier ou dans son voisinage immédiat.

Le sens communautaire est l'un des éléments fondamentaux de la vie à Shitamachi. On remédie ainsi aux inconvénients procurés aux voisins par la proximité de l'atelier, on ooe de booees relations avec les notables du quartier et on obtient plus facilement la maio-d'œuvre. La cohésion de la communauté de quartier manifeste notamment à travers les activités des divers comités, aux et lors des fêtes.

Shitamachi béneficié dans le
mémorial collectif des Japonais
d'une image quoique peu idéa-
lisée, à laquelle ont ootamment
été ajoutés certains films
classés Yasujiro Ozu (lui-mê-
me dans la ville basse). En réalité
Shitamachi doit faire face à de
graves problèmes urbains. C'est
les années 60-70, la législation
contre la pollution industrielle
obligea un certain nombre d'in-
dustries à déménager hors de la
ville. Ce fut un premier choc.
Les sous-traitants de Shitamachi
La valorisation du yen et la ba-
bée des prix ont fait désormais
le reste : il est clair désormais
gérer son atelier ou sa petite
n'est pas la manière la plus
raisonnable d'exploiter un terrain.

Beaucoup de jeunes préfèrent quitter la ville basse pour la proximité des quartiers modernes. Enfin, quand les fermiers partent à la recherche d'un travail, ils ne trouvent pas de logement. Les habitants de la ville basse ont donc beaucoup de mal à trouver un logement. Les habitants de la ville basse ont donc beaucoup de mal à trouver un logement.

Depuis une dizaine d'années, les autorités locales ont...

d'une communauté variée et riche d'histoire qui est en train de disparaître. On essaye notamment de maintenir la petite industrie par la construction de nouveaux bâtiments réservés aux fabricants et des systèmes de prêts à taux préférentiels.

Sur le plan social, cette politi-
que a eu un certain succès : la cri-
minalité est restée faible et la dro-
gue est pratiquement inconnue
dans ces quartiers. Mais quelle
que soient les mesures prises,
elles ne feront que ralentir
le déclin de Shitamachi. Un jour,
ville basse ne sera plus qu'un so-
venir de modes de vie qui auront
disparu.

Paul Waley

► Paul Waley est l'auteur d'un guide historique de Tokyo : *city of Stories. Weather in Tokyo*. New-York 1991.

**AVEC VOTRE VOITURE
EN FINLANDE**

Les routes
directes au
départ de
l'Allemagne
ou de la Suède
à bord de
somptueux
**PAQUEBOTS
FERRIES**
luxueux et
confortables.



SILJA LINE

SILJA LINE
Demandez la brochure **SILJA LINE** à votre Agent de Voyages, ou à
l'Agent Général : **SCANDITOURS**, 36, rue Tronchet, 75009 Paris, Tél. (1) 47 42 38 65

AUTRICHE LA BONNE ADRESSE

Attenburg
★★★★

Romantisme et distractions...
LOIRS DE LA VILLE (DREIBÜCK A 5 km) - CALME, DÉPOSSANT DE LA
CAMPAGNE (POINT DE DÉPART IDEAL POUR PETITES BALADES
GRANDES RANDONNÉES) EN MONTAGNE - JARDIN ENIGMELLE
RESTAURANT GASTRONOMIQUE - SOIRÉES: ANIMATION DE GRAND
CLASSE - SAUNA - SOLARIUM - BAINS ROMAINS

Mariages et Marie Wechsbein - A-6102 MUTTERS/TIROL Kirchplatz
19 43 572/58 70 53 - 33

CHYPRE
PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ

*Moi, je ne partage pas mes vacances
avec tout le monde!*

 Chypre c'est mon
lieu. C'est un des
santuaires battus :
340 jours de soleil par an. Des
centaines de kilomètres de pla-
ges de sable fin. 9000 ans d'his-
toire et de trésors archéolo-
giques où fresques, colonnes
et mosaïques rivalisent de beauté.

A part... mais pleine de
charme, avec au bord de mer,
de très nombreuses hôtels de
grand luxe à la carte d'accueil
legendaire.

CHYPRE: mon paradis à
4 heures de Paris avec les
Aélines de Cyprus Airways. ✈
Tél. (45) 01 93 38
Réservation chez
votre agent de voyage

OFFICE DE PROMOTION
GRATUITE

OFFICE
DU CYPRUS
TOURIST BOARD

15, RUE DE LAINE, 92000 PARIS
Tél. (1) 47 20 07
MÉTRO: LINE 10 CYPRUS

Nom _____
Adresse _____

à 3600 m tu
Je skie bronzes
IL NEIGE
nous skions
ils
profitent
DU SOLEIL
jusqu'au
12 MAI

les 2 Alpes
GRENABLE DAUPHINE FRANCE

O.T. 2 Alpes 76 79 22 00
Disco (1) 48 87 74 96

PARIS / NEW YORK A PARTIR DE 2 200 F A/R

DECOUVREZ LES NOUVEAUX TARIFS ACCESS VOYAGES.

| | | | | | |
|----------------|----------|----------|--------------|----------|----------|
| LOS ANGELES | A/R 1680 | A/R 3740 | CARACAS | A/R 3085 | A/R 5060 |
| SAN FRANCISCO | A/R 1680 | A/R 3740 | BUENOS AIRES | A/R 3780 | A/R 6890 |
| MADRID | A/R 1495 | A/R 3080 | SÃO PAULO | A/R 4180 | A/R 6990 |
| MONTREAL | A/R 1150 | A/R 2195 | NASSAU | A/R 2510 | A/R 4900 |
| RIO DE JANEIRO | A/R 3400 | A/R 5500 | DAKAR | | A/R 2790 |
| SÃO PAULO | A/R 3400 | A/R 5500 | BANGKOK | A/R 3120 | A/R 4890 |
| MEXICO | A/R 2285 | A/R 4290 | SYDNEY | A/R 5095 | A/R 8360 |
| ANTILLES | | A/R 3190 | SEYCHELLES | | A/R 6270 |

SE VOYAGEZ DANS DEUX DESTINATIONS DIFFÉRENTES EN 14 JOURS EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFRANCHIE
PRÉPAIEZ VOS PAPIERS ET DÉCLARATIONS EN VOYAGE. CIRCULEZ EN VOYAGE À LA CARTE, POSSIBILITÉ
D'ASSURER EN UN POUCE VOTRE A/R ET VOS PAPIERS. VOTRE CARTE BANCAIRE.

VOYAGES FRANÇOIS

ACCESS

PARIS - MÉTRO ET BUS CHATELAIN-LINÉALLES
6, RUE PRINCE-LESCOT, 75001 PARIS.

Tél. (1) 40 15 02 82 et (1) 42 21 46 94 - Fax (1) 46 06 85 33
BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE, LA PLÂTE-DREUIL. Tél. 78 63 07 77.

COTE D'AZUR
ANNÉE DES PAYS NOUS
• Au programme : "CÔTE D'AZUR"
• Les Méditerranéens à Saint-Erne
LES ALPES
• Les Alpes à Saint-Erne
U.L.V.F.

IMMOBILIER DE TOUR
Chaque dimanche matin à 10 h
au 101 rue de la République
dans le département de la Seine
et d'arrondissement de la Seine
Mme. Gauthier, Propriétaire
101 rue de la République

RECEIVED
JAN 17 1964
U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D.C.

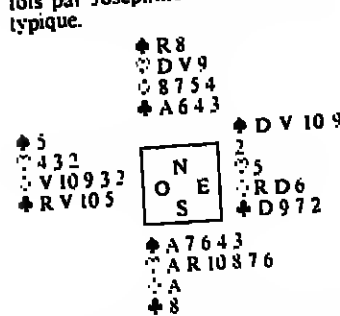
هكذا في الأصل

Bridge

n° 1431

LA PROTECTION INVISIBLE

La majorité des jeux de sécurité consistent à prévoir les pires répartitions et à se protéger contre elles. L'exemple suivant, proposé autrefois par Josephine Culbertson, est typique.



Ouest ayant entamé le Valet de Carreau pour le 6 d'Est, comment Josephine Culbertson propose-t-elle de jouer pour gagner ce PETIT CHELEM à Cœur contre toute défense ?

RÉPONSE

Quand un contrat semble sur table, il faut prévoir la répartition qui pourrait le mettre en danger. Ici le cas est simple puisque seule la coupe d'un gros honneur à Pique suivie de la contre-attaque d'atout peut faire échouer le chelem.

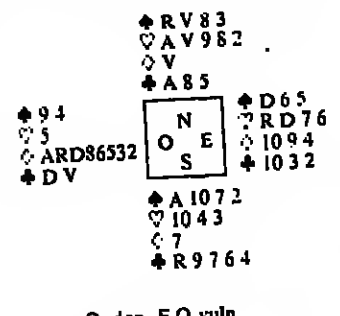
Éliminons le cas d'une coupe d'entrée à Pique et examinons celui de la coupe réelle. Ainsi, dans notre exemple, si le déclarant joue le Roi de Pique, puis l'As de Pique, Ouest coupera et jouera Cœur. Il n'y aura plus que deux atouts au mort pour couper trois Piques, et Sud devra concéder encore un Pique. Évidemment, si Est avait eu le singleton à Pique, le déclarant aurait gagné car il aurait fourni un petit Pique et non pas l'As lorsque Est aurait coupé « dans le vide ».

Mais alors n'y avait-il pas une certaine similitude avec le cas où c'est Ouest qui a le singleton ? Que va-t-il se passer si, au deuxième tour à Pique, Sud ne fournit pas l'As, mais un petit Pique ? L'As de Pique ne sera pas coupé, et le déclarant n'aura besoin que de couper deux Piques ! Est, resté maître avec le 9 de Pique, aura beau jouer atout, il ne pourra empêcher Sud de prendre le Valet de Cœur, de couper un Pique avec le Valet de Cœur, de revenir chez lui en coupant un Carreau et de faire une deuxième coupe à Pique avec la Dame de Cœur. Sud reprendra la main en coupant un autre Carreau et n'aura plus que des cartes maîtresses...

VARIANTE D'UN PLACEMENT

Même au plus haut niveau le jeu de la carte n'est pas toujours parfait comme le prouve cette donne des

Olympiades de Venise en 1988. Voici comment le coup s'est présenté dans le match Franco-Canada.



Ann : O. don. E-O vul. Sud Ouest Nord Est Quantin Molson 3 SA 4 4 4 4

Frank Multon en Ouest a entamé le 5 de Cœur (singleton), comment le canadien Molson en Sud a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

L'ouverture de « 3 SA » indique aujourd'hui une couleur mineure a/ franchie de sept ou huit cartes sans reprise de main et, si le partenaire estime que le contrat de 3 SA sera infaisable, il doit dire « 4 Trèfles » sur lesquels l'ouvreur rectifiera à « 4 Carreaux » si sa couleur n'est pas à Trèfle, mais à Carreau. Ainsi, dans notre exemple, si Nord avait passé sur 3 SA Est aurait déclaré 4 Trèfles pour ne pas laisser jouer 3 SA.

En fait c'est Nord qui a dit 4 Trèfles, une surenchère conventionnelle pour indiquer les deux majeures comme le fait la convention Landy sur l'ouverture de 1 SA.

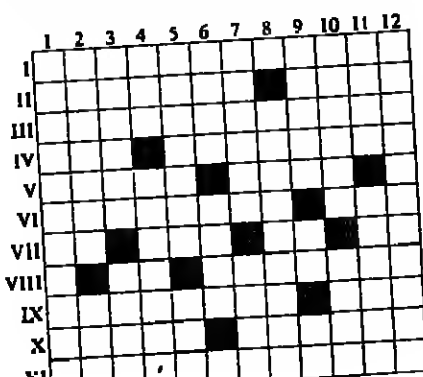
COURRIER DES LECTEURS

Autocritique (n° 1422)
Dans l'excellente donne envoyée par Antoine Roux, il y aurait une troisième ligne de jeu meilleure que le Coup Sans nom amélioré : pas besoin, de se précipiter de la répartition des Trèfles, il suffit, écritur Astié et Huart, « de faire un squeeze placement sur Ouest... ». Et Robert Latès ajoute que « le bon vieux squeeze à partir du moment où l'intervention d'Ouest à 2 Cœurs vulnérables place l'As de Carreau chez lui ».

Ce serait probable si Ouest avait ouvert de 1 Cœur, mais il a simplement surenché à 2 Cœurs et, avec normalement six Cœurs par As Roi, il n'est pas du tout certain qu'il ait l'As de Carreau s'il détiendrait, par exemple, Dame Valet à Carreau ou à Trèfle.

Mots croisés

n° 660



HORIZONTALEMENT

I. Il suffit d'y croire. - II. Terminé. Havre. - III. S'apprenti à revenir. - IV. S'exprime dans un bon sens. - V. Donneront d'excellents résultats. - VI. Fait dans la nuance. On l'a à la main dans les vieilles histoires. - VII. Préfèrent être respectés. Unités. Note. Bonne carte. - VIII. Au Club. Pour mémoire. - IX. Causail du dépit. Voyelles. - X. En première page. Fournit une hérédité. - XI. En font de moins en moins.

VERTICALEMENT

I. Même un général l'est. - 2. Foras comme il dit. Ex. - 3. Garde toujours la forme. Participe à la préparation du menu. - 4. Amena une fin. Célébrité. - 5. N'écrit ou qui mérite de l'être. - 6. pas les longueurs. Possessif. - 7. Rubens les aurait dédaignés. En Suisse. - 8. Saillies. - 9. vieux syndicat. Préposition. En rose. - 10. Sans nuances. Résultat d'une division. - 11. A servi. - On se souvient de son château. - 12. Alors elles s'assemblent ?

SOLUTION DU N° 659

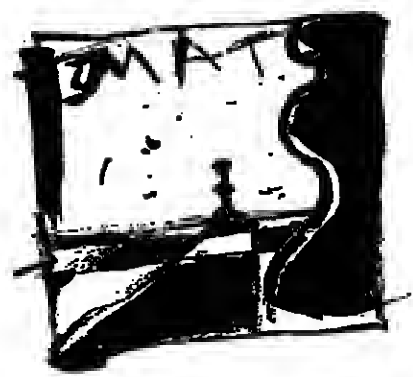
Horizontalement

I. Chiffonniers. - II. Humilité. SMIC. - III. Ample. Rome. - IV. Réa. Tégument. - V. Bonor. Réel. - VI. Origine. Rail. - VII. Éreinté. M. - VIII. Non. T. O. P. A. - IX. Inc. Préci. - X. Émeute. Obéir. - XI. Respiratoire.

Verticalement

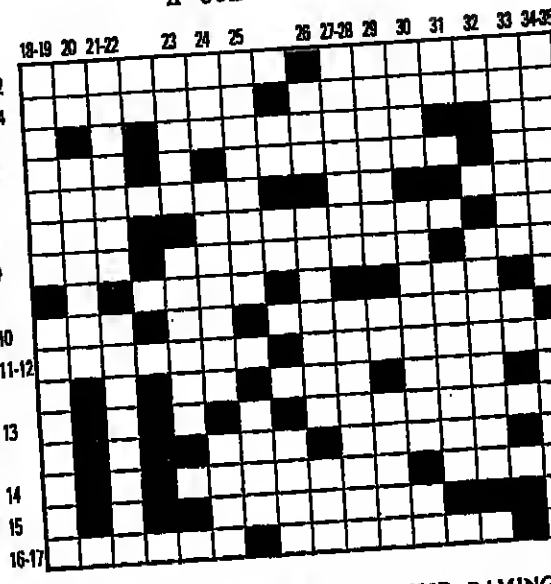
I. Charbonnier. - 2. Humeur. Orme. - 3. Impatience. - 4. Fil. Ogr. - 5. Fil. P. - 6. Oise. Nitrate. - 7. Ne. Grenue. - 8. Rue. Tact. - 9. Isomère. Ibo. - 10. Emmédia. Osci. - 11. Rien. Impair. - 12. Scutellaire.

François Dorlet



Anacroisés

n° 662



Les anacroisés sont des mots croisés dont les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de mots à trouver.

HORIZONTALEMENT
1. CHIMORR. - 2. AABELN (+1).
3. AASSU. - 4. AAIMNO. -
5. EGIILNO. - 6. AABELP. -
7. EELINS (+3). - 8. EELPRU. -
9. BEELNST. - 10. DEILINS.
11. AEESS (+1). - 12. EINOTU. -
13. DEEISSU (+1). - 14. ADEIOS
(+2). - 15. CENOPT. - 16. AORSU.
- 17. AEIOSU.

VERTICALEMENT
18. AAEINTU. - 19. AEOIRRU.
20. INNOSSU (+3). - 21. EELISU.
22. BEENNST. - 23. BEORSS (+3).
24. EELORP. - 25. CEEILSS.
26. AENSTU (+1). - 27. AABEGRR
(+2). - 28. EEOSSUY.
29. ABEIMN. - 30. EIOPTUJ.
31. EELISU. - 32. DEEERSS (+1).
33. ELOOYU. - 34. ABEELNS.
- 35. EEOSSUY.

SOLUTION DU N° 661
1. DACQUOIS. - 2. REPECHA
(PECHERA RECHAPÉ ECHAPÉ).
3. INSERAS (ARSINÉS ISERANS
RESINAS SERINAS). - 4. VIRTUOSE
(OUVRIRES VOITURES).
5. LIBIDO. - 6. SOMMEE. - 7. AGE-
RATE (ETAGERE). - 8. DURAMEN,
partie lignifiée d'un tronc. - 9. GERA-

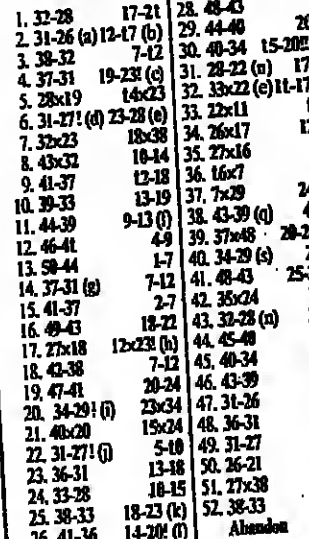
**NIUM (MANGUIER RAMINGUE
MERINGUE). - 10. ATHEROME.
11. EPINAIE. - 12. DEUTERON
(DETOUTRE DOUETRE RETON-
DUE). - 13. ANATIE (ADANTE).
14. INALPES, fais monter à l'alpage
(NEPALIS...). - 15. ANCRAL
(CANARAL). - 16. EUSCARA (CAU-
SERA RECAUSA SAUCERA).
17. ROTEUSE (OUTREUSE RESOUTE
ROUTÉE). - 18. TROUBES.
19. PRESTES. - 20. ADOUBER
(DETAILLAGE).
21. GUNITER. - 22. RESDER
(DESIRER SIDERER). - 23. HUE-
RAIT (HEURTAJ). - 24. ETETERA
(RETALITE). - 25. VAMPEREZ.
27. HORAIRES. - 28. RESINENT
(SERINENT INSERENT DENIAIS).
29. MONNAIE. - 30. DENIAGES).
31. DEVISAGE (EVIDAGES).
32. ACIDOSE. - 33. DECAPÉUR
(DRUPACE). - 34. CHROMER.
35. EPINEUSE. - 36. FILASSÉS.
37. OVOGENTE, formation des
gamètes femelles. - 38. ACIDAGE.
39. MODERAS (ARDOISE DOSSERAI
ERODAIS). - 40. STERNUM (MUNS-
TER). - 41. ABERRAI.**

Michel Charlemagne
et Michel Duguet

Dames

n° 404

AU SOMMET DANS CES RAVINES
Tournoi international
de Hierden, 1989.
Blancs : Lith (Pays-Bas).
Noirs : Valneris (URSS).
Ouverture : Raphaël.



NOTES

a) Un foisonnement de variantes est à retenir dès ce deuxième coup, où encore, constatation assez rare, la théorie autorise à peu près toutes les continuations. Ainsi, entre autres, 2. 33-29 (21-26); 3. 39-33 (16-21); 4. 44-39 (11-16); 5. 30-44 (6-11); 6. 38-32 (21-27) (Bezversjenko-Brunberg, championnat d'URSS, 1988) ou 2. 37-32 (11-17); 3. 41-37 (7-11); 4. 34-29 (1-7); 5. 40-34 (19-23); 6. 28x19 (14x23) (Leeuwen-Miljns, URSS-Pays-Bas, juin 1989).

b) Les variantes suivantes appellent plus de circonspection 2... (19-23); 3. 24x17 (12x21); 4. 28x19 (14x23); 5. 33-28 (23x27); 6. 37x28 (7-12) (Molde, Verschoor, Westerbeek, novembre 1987).

c) Le grand maître international soviétique frappe de son premier coup de griffe pour le contrôle du centre, en toute logique après 4. 37-31 pas très convaincant.

d) Prise en tenaille que les Noirs ne sauraient accepter.

e) La réplique.

f) De part et d'autre, rien n'est laissé au hasard : les Blancs, pour maintenir le plus longtemps possible le double enchaînement, les Noirs pour faire sauter ce double verront dans une position favorable.

g) Pour reconstituer le double enchaînement si (18-22).

h) A la perfection, le GMI soviétique rend illusoire la poursuite de cette idée chez les Blancs. Provisoirement.

i) Les Blancs se créent un nouvel espace pour reprendre le double enchaînement.

j) Que voici. La dynamique du jeu.

k) Occupation réciproque du centre. Le GMI Valneris mettra probablement en œuvre, à ce stade de milieu de partie, une stratégie tendant à briser le double enchaînement.

l) Première amorçage de constitution de colonnes d'attaque.

m) Les apparences faibles, puisqu'il prive les Noirs des possibilités d'attaque par (24-30) ou (24-29), ce coup s'appuie en fait sur un forcing qui contraint les Noirs à sauter leur double enchaînement, 34-30 leur étant interdit, car après (25x34); 39x30 (20-25), N+1 et + dans cette position.

n) Le seul qui semble sauver la situation, mais qui, nouvelle illustration de la profondeur de vision et du sens de l'anticipation du G.M.I. soviétique, conduit au drame. Au sommet de l'art!

o) Sur 32. 26x17 (12x21); 33. 33x22 (9-14) Menace de (23-28) et 35. (23-28) et 34. 31-26 (23-28) et 35. 28x17 (0) (19-23) N+1. 36. 22x33 (11x22); 37. 38x47 (28x37) N+1. 38. 26x17 (24-29); 39. 33x17 (19-24); 37. 26x17 (11x44) N+ sur celle celle de cinq pions.

p) Troisième variante technique dans le prolongement de 30... (15-20)!! Nous assistons non pas à une combinaison d'ancêtrement, mais à une combinaison de ravissement.

q) Forcé pour neutraliser le passage à dame.

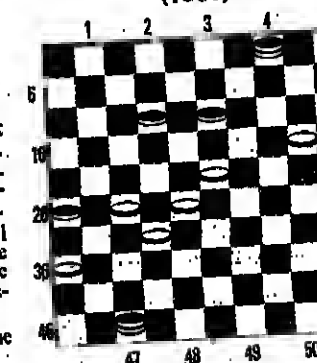
r) Cette démonstration est parachevée par cet extraordinaire coup de position qui place les Blancs au bord du gouffre. La stratégie qui lentement va raviner le jeu adverse.

s) La meilleure défense.

t) Pour irrésistiblement déborder. De ravines en ravines.

u) Ou... ?

PROBLÈME BAJOLLE (1961)



Les Blancs jouent et gagnent.

Regretté maître national, disparu au sommet de son art, Elève du célèbre maître international Datto (Diamer phnom-pheon), lui-même élève du prestigieux maître marocain Raphaël (années 1900), Bajolle allie dans cette composition, sans prétention de sa part, l'esprit inventif et le charme latin.

• SOLUTION : 27-21!! (dans la lignée des griffes de Datto, Raphaël, entre autres) (4x15) 32-27! (26x17) 23-19!! (13x24) 25-20! (4x31) 20x25 (15x22) 36x71, + par la grâce de deux dames adverses!

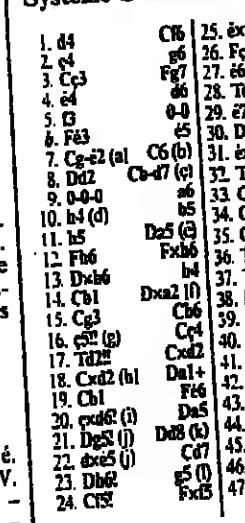
Jean Chaze

Echecs

n° 1433

Tournoi des Grands Maîtres, Linas, 1991.

Blancs : A. Beliavsky
Noirs : J. Timman.
Défense indienne.
Système Saemisch.



NOTES

a) On a souvent tendance aujourd'hui à former le centre par 7. d5 afin d'avoir les mains libres pour attaquer sur les ailes.

b) Essayer, pour les Noirs, de se libérer par 7... exd4 ; 8. Cxd4, c5 ; 9. Dd2, Td8 ; 10. Fd2, d5 est

moins simple qu'il n'y paraît ; 11. exd5, cxd5 ; 12. 0-0, Cc6 ; 13. c5!, Dd7 ; 14. Ff2, a6 ; 15. Cxc6, bxc6 ; 16. Fd3, Fd6 ; 17. Cc2, a5 ; 19. Cd4 avec un net avantage aux Blancs (Olafsson-Gligoric, La Havane, 1966) ou 12... dxc4 ; 13. Ta-d1, a6 ; 14. Fxc4, b5 ; 15. Fb3, Fb7 ; 14. Fb6, Fxh6 ; 15. Dxd2, Cxd2 ; 18. Cc4!, Fxe4 ; 19. Fxh4 et les Blancs sont mieux (Savon-Geller, Moscou, 1969).

c) Si 8... Da5 ; 9. 0-0-0, b5 ; 10. cxb5, cxb5 ; 11. dxc5, dxc5 ; 12. Cd5, Dxd2+ (et non 12... Dxa2? ; 13. Cc3, Da5 ; 14. Fc5!) ; 13. Txd2, Cxd5 ; 14. Fc5!, b4 ; 15. Cg3, f5 ; 16. Fg5! (Bronstein-Panno, Amsterdam, 1956).

d) Un carrefour connu où les Blancs sont placés devant le problème soit d'attaquer à toute allure, soit de prendre quelques précautions défensives. En choisissant l'offensive immédiate sur le R noir, les Blancs renouent à la mesure prudente 10. Rb1 qui laisse le R en sûreté après 10... Cb5 ; 11. Cc1 cédant la case e2 au Cc4 en cas de chasse par b5-b4. La fermeture 10. d5 n'apporte rien : 10... dxd5 ; 11. Cxd5, 13. Fxb6, Dxb6 ; 14. Dxd6, 10. dxc5, Cxc5! ; 11. Cf4, b5 ; 12. Dxd6, Cf-d7 ; 13. Dd2, Da5!.

pour suivre leur attaque sans perdre de temps.

j) Les Noirs ont gagné un pion mais leur attaque semble beaucoup moins forte que celle de leur adversaire puisqu'ils opèrent pour le moment avec leur seule D.

k) Cette avance et son complément, le sacrifice de qualité qui suit, prouvent la profondeur de la stratégie des Blancs. Naturellement, après 16... dxc5? ; 17. dxc5, les Noirs sont perdus.

l) Avec une qualité et un pion de moins, les Blancs conservent de bonnes perspectives d'attaque sur le R noir, plus quelques menaces comme 19. Fc4 ou 19. exd6.

m) Menaçant 21. dxc5 ; Cd7 ; 22. hxc6 et 4.

n) Si 21... Cd7 ; 22. hxc6, fxc6 ; 23. Dd7.

o) Seule défense.

p) Si 25... Cxc5? ; 26. f6.

q) Meilleur que 28. e7, Dxd6 ; 29. exf8=D+, Txf8 ; 30. Fd2, Cf7 gagnant la D ou 30. Td1, Dc5 ou 30. Cd2, Dc5.

r) Égalité de matériel mais la fin de partie est perdue pour les Noirs, le pion passé dé étant trop fort.

s) Si 44... Cxf7? ; 45. Te7 est décisif.

t) Simple.

u) Le R blanc menace de passer en e4-f5-e6 ou g6. Si 47... Tb4 ; 48. f7+, Rf8 ; 49. d7.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1432

T. KOK (1936)

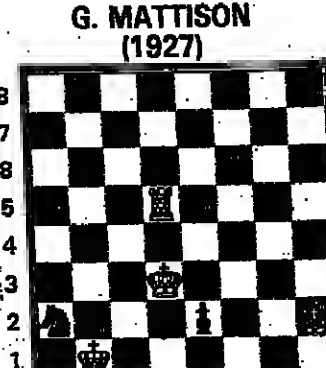
(Blancs : Rb3, Cc3, Dh3. Noirs : Rf2, Db1, Fc2, e2, h2.)

1. Cg4+, Rg1 (et non 1... Rf1 ; 2. Dg3+, Rd2 ; 3. Dc3+ et mat en deux coups) ; 2. Dc3+, Rg2 ; 3. Dd4+, Rg1 ; 4. Dd4+, Rg2 ; 5. Dd5+, Rg1 ; 6. Dd5+, Rg2 ; 7. Dc6+, Rg1 ; 8. Dd6+, Rg2 ; 9. Dd7+, Rg1 ; 10. Dd7+, Rg2 ; 11. Dd8+, Rg1 ; 12. Dd1+, Rg2 ; 13. Cc3+, Rd2 ; 14. Dxc1, e1=D ; 15. Cg4+, Rf2 ; 16. Dg2+, Rd3 ; 17. Dxc2+, Rd4 ; 18. Dp4 mat.

Claude Lemoine

ÉTUDE N° 1433

G. MATTISON (1927)



a b c d e f g h

Blancs (2) : Rd3, Td5.

Noirs (4) : Rb1, Ca2, Fh2, Fe2.

Les Blancs jouent et font nulle.



« Vous êtes né en haute montagne, au-dessus de Grenoble. Or la majeure partie de votre œuvre, Massai, vos autres films sur l'Afrique, dernièrement, la Guerre oubliée, voyage au Sud-Soudan, évoquent plutôt les immensités désertiques... »

« C'est vrai que je suis originaire du milieu cloisonné de la montagne. Gamin, je ne savais pas comment m'éloigner de ces cimes, quel métier trouver pour m'échapper. J'ai pensé devenir géologue, pour imiter certains grenoblois célèbres qui étaient partis découvrir du pétrole. Et puis, d'une certaine façon, c'est mon service militaire, à la fin des périodes, la guerre d'Algérie, qui m'a fourni cette chance. J'ai été affecté au Sud-Sahara, et cela a été pour moi une révélation. Tout à coup, la possibilité d'entrevoir un autre univers, un monde qui n'avait pas bougé depuis Charles de Foucauld, ou les récits de Saint-Exupéry. Quelque chose d'authentique, des oasis, les pelotons mécanisés, surtout, en 1959, ce désert que traversaient encore des caravanes de cinq cents chameaux, chargés de sel. C'était la guerre, une guerre irréaliste, avec une armée qui combattait un ennemi invisible, mais aussi ce choc, cette dimension dans laquelle j'étais plongé, après en avoir rêvé en lisant les livres ».

« Vous auriez pu n'être qu'un grand voyageur comme d'autres, en rapport avec cette révélation. Pourquoi avoir choisi de retourner vers ces déserts, une caméra sur l'épaule ? »

« Encore les circonstances, vers la même époque, après ce service militaire. On m'a proposé d'entrer à Paris-Match comme assistant-photographe. Cela a commencé ainsi. J'ai mélangé les deux opportunités, ces deux grandes rencontres, le voyage et le reportage ».

« Après toutes ces années, ces kilomètres de pistes et de pellicules, qu'est-ce qui est le plus important ? Le voyage, ou cette caméra ? »

« Aujourd'hui, le film. Au début, lorsque je suis devenu caméraman, puis cinéaste, le voyage était sans doute le plus important. Une façon de fuir, d'exister toujours en mouvement, pour connaître le monde. Aussi, un besoin, inconscient longtemps, d'aller chercher loin des réponses à mon propre environnement, ici, en France. Explorer d'autres sociétés, pour supporter le nôtre. Puis, j'ai changé, évolué. J'éprouve toujours cette magie du départ, ce vertige qui vous prend dès que vous entrez dans un aéroport, mais je suis beaucoup plus intéressé par mon travail. J'ai moins besoin d'aller loin. Il est possible de chercher à comprendre tout autour de nous. J'ai, par exemple, très envie de filmer un garde forestier de la Charente qui connaît intimement les chamois ».

« Vos voyages lointains, peut-être vos détours, film après film, ont d'abord

croisé, dix ans durant, le chemin de la violente Amérique, la violence sociale, raciale, le symbole même de la modernité. C'est aussi une expérience qui vous a ensuite poussé vers vos déserts ? »

« Certainement. Comme une preuve de plus que ces contrées, l'Éthiopie, le Kenya, le Soudan, etc., renfermaient quelque chose d'oublié ou de perdu par notre monde. Mais je ne regrette pas cette longue expérience américaine. J'ai même l'impression d'avoir vécu cent vies, tant mon travail de caméraman pour l'ORTF était prenant ».

« J'ai eu la chance de filmer les lancements des premiers fusées vers la Lune. C'étaient alors des événements immenses à l'image des États-Unis, l'illustration de ce que nous ignorons en Europe : cette relation qu'ont les Américains avec l'Univers, leur conviction d'eux-mêmes et de l'espace. J'ai rarement éprouvé cela, cette hystérie collective, cette fête nationale lors des lancements. Les hommes, autour du pas de tir, ou

Plutôt d'une autre vie, d'un autre rythme, des choses, des hommes comme des images, qui existaient en marge de celui de notre univers effréné. Un ami, Jean-Noël Lévy, m'a emmené au Kenya où j'ai rencontré les Massais. Un peuple qui, à mes yeux, exprimait sa sensation de sa propre précarité, peut-être de sa condamnation. Je suis resté deux mois d'abord, puis je suis revenu. C'était comme si, sans rien savoir d'un film, ils avaient décidé de fixer ce qu'ils étaient, de le retrouver. Au milieu d'eux, j'ai trouvé l'inconnu, d'autres valeurs, vivre et marcher, approcher des animaux sans en avoir peur. Peu à peu, grâce à eux, j'ai réalisé que je n'étais plus pressé, plus pressé de tourner. Je crois que les Massais m'ont appris à filmer plus lentement, plus en profondeur. J'ai retenu la leçon ».

« Ces mois de tournage, l'emploi de la pellicule 16 mm, et non de la vidéo, la légèreté de vos équipes ne sont-ils pas en contradiction avec le documentaire actuel, en Afrique, n'aurait envie d'y venir. »

« Mais les télévisions sont boulimiques, et l'époque est aux sujets brûlants, oppressants. La Roumanie, Berlin, la guerre du Golfe... »

« Oui, je sais. Il n'y a plus d'image sans drame. C'est caricatural. On ne cible plus que la souffrance. C'est aussi pour cela que j'ai quitté mes fonctions à la télévision, pour un cinéma plus solitaire. Il y a des événements terribles en Afrique, mais, avec le temps, justement, on s'aperçoit qu'à côté, la vie continue, que les villages se sont déplacés, avec les troupeaux, pour tenir ailleurs. Trop de gens ont intérêt à exagérer ou à mentir. La souffrance est aussi un marché. Une télévision de service public pourrait davantage montrer la relativité des choses, approfondir. C'est valable pour les Massais, comme pour les banlieues françaises. Tout est affaire de rythme, et de souci de son sujet. Pour comprendre pourquoi les peuples nomades du

comprendre. Je ne fais plus n'importe quoi. Il est même devenu parfois difficile pour moi de tourner. Comme un acte trop grave. Mon sujet, l'environnement du tournage me contraignent à la persévérance, à l'harmonie, car c'est tellement facile d'appuyer sur le bouton d'une caméra ! L'emploi systématique du 16 mm m'oblige aussi à une certaine ascèse, technique et humaine. Une fois, dans le sud de l'Éthiopie, vingt-huit hommes d'un village m'ont accompagné pendant trois jours de marche. J'ai porté mon matériel, mais ils m'ont guidé, assisté, parce que mes mules n'étaient pas au rendez-vous. Leur façon à eux de me faire comprendre que je devais payer mes images. Que dans l'acte de filmer, il y avait aussi celui de voyager, de marcher, comme autrefois ».

« Vous faites référence à ces écrivains-voyageurs, à ces Blancs du désert deve-

menacés. Retournez-vous filmer leur déclin ? »

« Je le ferai. Une suite. Vingt ans après. Je le redoute un peu, j'ai peur de ce que je vais trouver, mais c'est le lot de toute civilisation de connaître de telles fractures. En tout cas, j'ai ».

« Vous pouvez voyager sans caméra ? »

« Cela m'arrive, mais c'est pénible. J'appréhende de rater un événement, non forcément dramatique, une guerre ou une rébellion. Quelque chose. Une rencontre. Dans ces cas-là, j'emporte toujours une caméra vidéo, dont je me sers pour les repérages, mais ce matériel est sans utilité pour le rapport qui n'est nécessaire entre la pellicule, le sujet, et moi-même ».

« Toujours à propos des grands voyageurs, vous avez retrouvé, à l'occasion de l'un de vos prochains films, l'Anglais Wilfred Thesiger, l'explorateur du Désert des déserts (1). »

« Oui, tout le monde le croyait mort. Avec Edward Behr, je réalise actuellement, pour Antenne 2, un film sur sa vie, aussi exceptionnelle que celle de Lawrence, plus troublante de nous. Wilfred Thesiger est né en 1910, et il a pratiquement toujours vécu dans ces déserts. A plusieurs reprises, il a traversé le désert arabe, que les Anglais appellent « Empty Quarter », le désert de la Lune. Il en a tiré ce fameux livre, *Le Désert des déserts*. Il a aujourd'hui quatre-vingt-un ans et il finit ses jours dans le désert qu'il a choisi. Fils d'un ministre plénipotentiaire en Éthiopie, neveu d'un vice-roi des Indes, il aurait pu lui aussi choisir la carrière diplomatique aux colonies. A dix-huit ans, il a préféré monter sa première expédition en Éthiopie, pour découvrir les sources du fleuve Atbara. Dans les années 30, il a travaillé pour les Affaires soudanaises, puis il a fait partie des commandos des « Rats du désert », contre les troupes de Rommel. Il a beaucoup marché, beaucoup fait de chameau à la rencontre des Bédouins. Avec lui, nous avons retrouvé ses compagnons, Bin Gabina et Bin Ghabaisha, des Rendil du Nord-Kenya qui avaient dix-sept ans, à l'époque de leurs folles aventures vers l'Arabie ».

« Ce vieil homme qui raconte son histoire, n'est-ce pas aussi un film sur un monde perdu ? Sur un temps qui s'échappe ? »

« Sûrement. Wilfred Thesiger est un homme étonnant, enthousiaste. Un Anglais de l'horizon. Le dernier des explorateurs. Mais il symbolise aussi nos nostalgies. Peut-être le boudage de mon propre tour d'Afrique, je ne sais pas. En tout cas, son livre m'a tellement marqué que je lui devais bien cet hommage ».

Propos recueillis par Philippe Boggio

1) *Le Désert des déserts*, collection Terre humaine, Plon.

Après des années de grands reportages pour l'ORTF, Jean-Claude Luyet est sans doute l'un des derniers cinéastes solitaires à privilégier les longs tournages aux « images volées » à la hâte. A cinquante-cinq ans, film après film, à la manière des voyageurs des siècles passés, il a exploré les déserts et les territoires oubliés de l'Est africain. Son œuvre la plus célèbre, *Massai*, a fait le tour du monde. Depuis, ce marcheur, caméra à l'épaule, ralentit encore volontairement son rythme. Pour lui-même, comme pour les documentaires qu'il propose aux télévisions.

devant leurs télé, parlaient à la fusée comme à une femme. « Go! Go! Baby, come up! » Et cette fusée emportait tous leurs rêves. Van Le voyage, encore. Un jour, Van Braun, le grand savant, m'a signé une carte de la Lune, et Glenn, l'astronaute, m'a raconté son survol de notre géographie terrestre. Il avait vu la guerre du Vietnam d'en haut, et notre petite Europe morcelée... Toutes ces expériences allaient dans le même sens. Elles ont nourri mon besoin de compréhension des autres mondes. Mais en même temps, l'Amérique était en confrontation à des problèmes du Moyen Âge, les émeutes, les ghettos, les slurs de la pop-music, tous les ghettos. Oui, je crois que j'ai eu cent vies, à travers l'œil de ma caméra. J'ai même épuisé de ma curiosité des USA pour un certain temps. J'y retournerai, plus tard. Rien ne presse. Il faut que je finisse d'abord mon parcours en Afrique ».

« Après l'Amérique et ses contradictions, vous avez éprouvé le besoin du silence ? »

avec ses nécessités économiques ? »

« Je me place en dehors des lois économiques, et je m'en contre-fous ! Je n'ai jamais voulu faire cela pour gagner de l'argent. Pour la même somme proposée par les producteurs, par exemple si on me paie trois mois pour tourner six mois sur place. Pas seulement pour le bonheur de vivre en Éthiopie ou au Sud-Soudan. Parce que le temps, la durée apportent une autre qualité à votre témoignage. Ces hommes, ces femmes des déserts ne sont pas idiots. Ils sentent très bien si on vient vers eux, si on passe en quelques images. Exactement, comme si j'étais paysan et qu'on venait tourner dans ma campagne. Je sentirai tout de suite les prédateurs. J'ai croisé beaucoup d'équipes pressées d'enregistrer des sujets approximatifs, de nous montrer une Afrique systématiquement épuisée, souffrante. De Paris, on peut ne montrer que les salles d'urgence des hôpitaux. Personne,

Nord-Kenya sont affaiblis par la scalarisation, alors que lire et écrire ne leur servent à rien, pour restituer par un film leur lente clochardisation, il faut aussi montrer ce qui perdure de leurs traditions, leur énergie à refuser le cours des choses, dans un Kenya surchargé par le tourisme. C'est plus qu'une affaire d'honnêteté intellectuelle... »

« Une affaire de temps ? »

« Absolument. Avant d'être reporter à la télé, avant les USA, j'avais participé à une expédition franco-anglaise, en 1964, sur les traces d'Alexandre le Grand. J'étais allé sur toutes les routes d'Afghanistan ou d'Iran comme un chien fou. Ce n'est que longtemps après que j'ai admis que pour filmer, ou tout simplement pour vivre là-bas, il fallait retrouver le rythme lent et pénétrant des grands voyageurs du siècle passé, ou même celui d'Hérodote, de Toqueville. Depuis, je refais sans cesse ce voyage d'Alexandre le Grand. Psychologiquement. Je lis beaucoup, je cherche des ethnologues qui ont la même passion de

nus très à la mode. Laurence d'Arabie, Rimbaud, surtout, ces temps-ci. Même sans caméra, leurs contrées ne sont plus inaccessibles aujourd'hui. Vous devez cesser de simples touristes, eux aussi lecteurs et, comme vous, fascinés ? »

« J'ai des amis qui conduisent des touristes dans le Hoggar avec un infini respect des Touaregs. Mais, c'est vrai que ces nouvelles aventures lointaines, même honorables, malmènent un peu plus les fragiles équilibres de ces mondes en marge. Avec ou sans caméra, il devient difficile d'aller vers eux sans donner ou avoir soi-même l'impression de s'inviter ».

« Vous aimez l'Afrique de la reletivité, en tout cas d'une approche personnelle et professionnelle plus générale. Mais ce continent présente aussi des signes de mort. Vos amis Massais sont

Une caméra en solitude

Scandinavie. La voie facile.



Vols quotidiens Paris-Copenhague
Allers 12.30, 17.40, 19.20 h. Retours 9.40, 14.50, 16.30 h.



Vols quotidiens Paris-Stockholm
Allers 11.40, 19.30 h. Retours 8.15, 16.00 h.



Vols quotidiens Paris-Oslo
Allers 11.20, 19.55 h. Retours 8.20, 16.40 h.

Vous projetez un voyage d'affaires en Scandinavie? SAS vous offre beaucoup plus qu'un simple vol.
D'abord en vous proposant 8 liaisons non-stop avec la Scandinavie, tous les jours.
Ensuite, si vous devez passer la nuit sur place, en vous offrant le choix entre nos Business Hotels SAS, près de l'aéroport, ou au centre ville.
En vous enregistrant à l'hôtel SAS dès votre arrivée à l'aéroport. Vos bagages sont pris en charge. Vous êtes libre d'aller directement à vos rendez-vous d'affaires.
De même lorsque vous repartez, chez vous ou vers une autre destination, le service d'enregistrement SAS, dans l'hôtel même, s'occupe encore de vos bagages et vous délivre la carte d'embarquement sur votre vol SAS EuroClass.
Difficile de battre SAS sur son propre terrain! Pour vous en convaincre, essayez SAS. En vol comme au sol!

SAS
SCANDINAVIAN AIRLINES

سكندنافيا الطريق السهل

ÉCONOMIE

Un entretien avec M. Alain Gomez

Suite de la première page

Les marchés de chacun des Etats européens sont devenus, dans l'électronique comme dans l'ensemble des industries, trop étroits pour suffire. Il fallait élargir et créer le marché commun. Mais depuis trente-deux ans, rien n'a été ajouté. L'acte unique est muet en matière de compétitivité industrielle. Il existe donc une grande contradiction entre la volonté de construire l'Europe et le fait que le grand marché n'a été qu'une zone de libre-échange ouverte à tout vent depuis 1958 et qu'il le reste.

» Dans l'électronique, industrie récente, le résultat est que les bénéficiaires du processus européen sont les japonais. Ils ont pris 30 % du marché de l'informatique, 65 % de celui de l'électronique grand public et 50 % de celui des semi-conducteurs. L'Europe n'étant pas une nation, les entreprises européennes sont sous-compétitives à cause de la sous-compétitivité de l'espace auquel elles appartiennent.

Les groupes japonais, forts de l'appui de leur nation, sont venus chez nous sans résistance. Les pays européens ont perdu une partie de leurs attributs économiques nationaux, tandis que l'Europe, bloquée dans une logique exclusive de marché, ne s'y est pas substituée.

Une conscience de l'enjeu industriel

— Peut-on revenir en arrière? La France doit-elle mener une politique nationale dans l'électronique?

— C'est de moins en moins possible. La France est un des rares pays où subsiste une conscience de l'enjeu industriel et en particulier de l'enjeu électronique. Je m'en réjouis. Mais la France a des moyens qui, d'abord, sont insuffisants et qui sont, ensuite, de plus en plus difficile à consacrer à des firmes qui ne sont plus seulement nationales mais mondiales. Il est inévitable que ce décalage soit décelé à justifier aux yeux des citoyens. D'autre part, le traité de Rome suppose naturellement le contrôle d'éventuelles distorsions compétitives entre les entreprises en Europe et Bruxelles y veille de plus en plus étroitement.

— Alors que faire?

— Que ce soit clair : sans échangeement radical, la pression des japonais deviendra fatale dans l'informatique, les téléviseurs, les semi-conducteurs, bien avant la fin de la décennie. La seule bonne solution est de transformer l'Europe en un espace protégé. Une fois cette protection extérieure établie, une totale dérégulation intérieure de ce marché — qui est le premier du monde — garantirait un optimum d'efficacité.

— Avec des droits de douanes.

— Des droits de douanes élevés, provisoires, pour une durée fixée. Cela afin de récupérer l'avantage indu, acquis par les japonais grâce à trente années de pratique déloyale. Il ne s'agit en fait que de recouvrer la marge et les cash-flows que nous aurions eus (et qu'ils ont accumulés dans leurs bilans) si, les règles du libre-échange ayant été respectées par eux, nous avions eu accès à leur marché intérieur. C'est cela la vraie réciprocité.

— Les industriels ont souvent réclamé, à tort, des mesures protectionnistes. En 1958, par exemple, car la suite a montré que l'ouverture européenne leur avait été bénéfique.

— Cela n'est pas vrai dans l'électronique. Nous nous sommes européanisés. C'était indispensable. Mais quelles difficultés! Restrictions, respect des contraintes politiques et régionales, notamment relatives à l'emploi, etc. Une épuisante progression dans un bocal verrouillé. Or, pendant ce temps, les japonais poussaient tranquillement la porte de l'Europe béante, se contentant d'exporter leurs produits. En continuant de fermer férocement leur marché.

» Plus généralement, relisez l'histoire économique et vous verrez qu'aucune nation ne s'est jamais construite sans protection. Il n'y a pas d'exemple contraire. L'Angleterre? Elle s'est entourée d'épaisses barrières à partir de 1789, qui non seulement permettaient de contrôler les importations de marchandises, mais interdisaient les exportations d'équipements anglais, c'est-à-dire de ce qu'on appelle aujourd'hui les technologies.

Lorsque la machine industrielle anglaise est devenue dominante, les barrières ont été abaissées. L'Allemagne? Ce qui a constitué l'Allemagne a été la Zollverein,

en 1834, qui était avant tout une union douanière.

Avant, en particulier, d'être un espace monétaire. L'Amérique? L'Amérique émerge comme puissance entre la guerre de Sécession et 1914, période au cours de laquelle le pays était protégé de droits de douanes de 50 %. Dernier exemple le Japon...

— Concrètement, faut-il protéger toute l'électronique ou seulement une partie, les semi-conducteurs par exemple?

— Ce ne serait pas souhaitable car cela induirait des distorsions pénétrantes pour les utilisateurs de « puces ». Non, il faudrait protéger toute l'industrie électronique.

— Dix ans?

— Cinq suffiraient.

Le contribuable subventionne le consommateur

— Le consommateur européen paierait ses produits plus chers...

— Depuis un dizaine d'années, le consommateur européen a profité d'une baisse des prix de 10 % par an. Et c'est le consommateur japonais qui, payant plus cher au Japon le même produit, a en fait subven-



tionné le client européen. Aujourd'hui, lorsque les firmes européennes vont à la dérive, c'est le contribuable européen qui paie, pour le consommateur européen. Les analyses méritent d'être approfondies car le problème est complexe.

— Est-il encore possible de croire à une telle politique européenne?

— C'est la seule dont on serait sûr qu'elle serait efficace. Si on la refuse, alors il reste ce qu'on appelle la « politique industrielle ». C'est un choix à minima, qui n'élimine pas la contradiction que j'évoquais tout à l'heure de l'absence d'une nation européenne.

— Venons-en à Thomson, groupe nationalisé. Le gouvernement vient d'autoriser la privatisation de 49 % du capital des entreprises publiques en cas d'accord stratégique. Avez-vous des projets?

— Non, aucun. C'est une bonne mesure car elle introduit davantage de flexibilité, mais Thomson est sans doute le moins concerné. Notre filiale Thomson-CSF est déjà privée à 47 %. Notre activité composants est mariée à 50-50 avec le groupe italien IRI. Reste l'électronique grand public, où aucun projet de ce type n'est envisagé aujourd'hui.

Numéro trois mondial de l'électronique grand public

Sony s'appête à lancer l'autotélé sur le marché européen

Championne de l'innovation, la firme japonaise Sony, numéro trois mondial de l'électronique grand public (143 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont les deux tiers dans le matériel), a l'intention de lancer au printemps 1992 sur le marché européen le premier autotélé, un appareil déjà commercialisé depuis quelques semaines au Japon pour moins de 6 000 francs.

Les responsables de la filiale française du groupe font officiellement annoncer en présentant la nouvelle gamme d'autotélé. D'après eux, à la fin du siècle on aura tout début de l'autotélé, l'autotélé devrait devenir aussi banal que l'autoradio aujourd'hui. Ce sera l'un des maillons de la chaîne qui pourrait permettre au groupe japonais de devenir dans une dizaine d'années le « leader » mondial de la communication mobile.

L'idée d'embarquer la télévision à bord des véhicules est assurément téméraire. Mais l'inventeur,

entre autres, du « walkman » (1979), qui dans un mois sera doté de la vidéo et d'une caméra, n'en est plus à son coup d'essai, même si l'échec du Betamax (standard magnétoscope) n'a pas encore été lavé. Les places sont chères dans l'électronique grand public. Vouloir se hisser aux premiers rangs, y rester et gagner de l'argent exigent de l'audace.

L'autotélé ne sera qu'un des éléments de futur aménagement électronique des automobiles. Sony veut introduire en plus à bord le DSP (digital signal processing), système électronique permettant de reproduire des ambiances sonores. Puis la firme s'attaquera à la téléphonie et aux systèmes de navigation. Autant de développements inévitables avec l'allongement du temps passé par les automobilistes dans leur voiture (trois heures par jour en France).

ANDRÉ DESSOT

— Vous allez recevoir 1,8 milliard de francs de dotation en capital de l'Etat, au lieu de 2 milliards promis. Vous êtes déçu?

— Deux milliards eussent été mieux. Mais l'important est la promesse faite sur les trois ans, dont cette dotation représente la première tranche. L'Etat s'est engagé sur la durée, c'est le principal.

— Le Crédit lyonnais pourrait-il apporter les 200 millions qui manquent?

— Cela ne paraît incestueux : Thomson est en effet actionnaire du Crédit lyonnais à 17 %.

— Le retour aux profits est prévu pour 1991?

— Oui.

— On parle d'une Europe de la défense, qu'en pensez-vous?

— C'est un secteur sans japonais. La concurrence est ici américaine, c'est-à-dire loyale. Mais il faut savoir que le budget de défense américain consacre quinze fois plus que le budget français à la recherche et aux équipements électroniques. Si nous passons à une « armée européenne », le rapport reviendrait à un pour trois en faveur des Etats-Unis. Le handicap subsisterait donc. Mais nous serions tout de même au-dessus de la taille critique, taille qui plus aucune nation européenne ne peut plus s'offrir seule.

» L'industrie a besoin de cette Europe de la défense. Thomson a beaucoup fait pour la mise en œuvre d'alliances européennes et en a d'ailleurs réalisé un certain nombre. Mais l'absence d'Europe nous a bloqué à maintes occasions. On ne peut pas avancer plus vite que la musique.

— Un contrôle des ventes d'armes vous semble-t-il une idée folle?

— C'est aux Etats de décider. Mais je pense qu'ils n'oublieront pas que les exportations sont la seule voie pour compenser le handicap de taille dont je viens de parler.

Pas de liaison qui s'impose

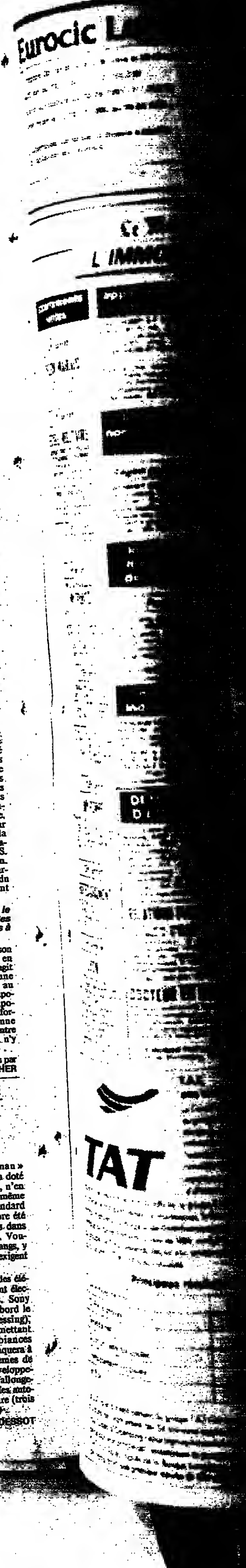
— Dans le secteur des composants, Thomson perd de l'argent. Pensez-vous à un mariage avec Philips et Siemens?

— SGS-Thomson a perdu 100 millions de dollars en 1990. C'est le secteur le plus difficile. L'Europe est envahie. Les Européens ne contrôlent que 10 % du marché mondial. Le rythme d'attrition des non-européens est rapide. Onze sociétés occidentales ont été rayées des listes mortes ou rachetées depuis 1984. Si cela continue, les dernières disparaîtront avant quatre ans. Pour rester dans la course, il faut un milliard de dollars par an, somme qui n'est pas à la dimension de la France et de l'Italie, patries de Thomson et de SGS. Le financement doit être européen. Quant au mariage dont vous parlez, nous venons d'ici à la fin de l'année. Les négociations ne sont pas rompues.

— Thomson a deux pieds : le grand public et la défense. Ces deux activités sont-elles liées à tout jamais?

— Le noyau du groupe Thomson s'est constitué comme cela en 1969. Et on peut relever qu'il s'agit d'un exemple unique. Aucune autre société d'électronique au monde n'est bilingue. Les japonais font en général des composants, du grand public et de l'informatique, ce qui répond à une logique de plus en plus forte. Entre le grand public et la défense, il n'y a pas de liaison qui s'impose.

Propos recueillis par ERIC LE BOUCHER



MARCHÉS FINANCIERS

Une première depuis la loi sur la transparence des marchés

La COB contestée devant les tribunaux

La première chambre de la cour d'appel de Paris a abordé, jeudi 18 avril, deux affaires mettant en cause la Commission des opérations de Bourse (COB) à l'initiative de la SCPI (société civile de placement immobilier) Europe Pierre 1^{re}, et de la Compagnie des diamantaires d'Anvers. Une première depuis la loi sur la transparence des marchés financiers du 2 août 1989.

Dans le premier cas, la cour a jugé irrecevable le recours du cabinet Lézeau et de sa SCPI, car celui-ci n'a pas été déposé dans le délai réglementaire de dix jours. M. André Lézeau, gérant de la SCPI Europe Pierre 1^{re}, avait obtenu en octobre 1990 un visa de la COB pour sa note d'information sur la SCPI. Toutefois, le gérant n'a pas tenu un avertissement stipulant que les fondateurs de la SCPI «présentent une surface financière modeste» et «ne justifient que d'une expérience très limitée en matière d'acquisition et

de gestion d'immobilier local». Pour le gestionnaire mulhousien, cet avertissement a eu «une portée négative» sur les placements des parts de la SCPI.

La cour a ensuite examiné une affaire vieille de sept ans et concernant la Compagnie des diamantaires d'Anvers. Le 20 juillet 1984, la COB avait l'agrément délivré dix mois plus tôt à la Compagnie des diamantaires d'Anvers pour la commercialisation de son produit d'investissement en diamants, «le Plan gemmes». La COB affirme avoir agi dans le cadre de sa mission de protection de l'épargne, même si ce pouvoir de retirer un numéro d'enregistrement n'existait pas légalement à l'époque. L'avocat général M. Yves Jobard a estimé pour sa part que la COB a commis un excès de pouvoir. La cour d'appel rendra son arrêt le 29 mai prochain.

D. G.

La Bulgarie obtient un rééchelonnement de sa dette publique

Le Club de Paris, qui réunit les créanciers publics, a annoncé, jeudi 18 avril, avoir conclu avec la Bulgarie un accord de rééchelonnement de dette portant sur 2 milliards de dollars environ (la dette extérieure brute de la Bulgarie atteint 10 milliards de dollars, la majorité ayant été contractée auprès des banques).

Sofia pourra rembourser les sommes rééchelonnées sur une période de dix ans, avec un délai de grâce de six ans. Cet accord intervient un mois après la signature d'un accord de confirmation entre la Bulgarie et le Fonds monétaire international, portant sur la mise en œuvre d'un programme d'assainissement économique et financier.

Il devrait permettre la conclusion des négociations entre la Bulgarie et ses banques créancières, qui n'ont pas reçu de paiement d'intérêts depuis un an.

Sir Terence Burns est nommé directeur du Trésor britannique

Le premier ministre britannique, M. John Major, a nommé Sir Terence Burns à la direction du Trésor en remplacement de Sir Peter Middleton. Sir Peter, âgé de cinquante-sept ans, occupait ce poste depuis 1983 et rejoindra en novembre prochain l'état-major de la Barclays, première banque britannique. Avec la nomination de Sir Terence à la direction du Trésor, c'est un «outsider» qui devient, à quarante-sept ans, l'un des fonctionnaires les plus puissants du pays. Contrairement à la tradition, il n'a pas fait toute sa carrière dans la haute fonction publique, puisqu'il était professeur à la London Business School. En 1980, il est entré au ministère des finances comme chef des conseillers économiques, poste qu'il a conservé tout en devenant, il y a deux ans, l'un des directeurs adjoints du Trésor.

EN BREF

■ Affaire Tuffier, les suspens à la charge des repreneurs. — Le tribunal de commerce de Paris, dans son jugement du 18 avril, a décidé que tous les suspens de la société de Bourse Tuffier quels qu'ils soient, c'est-à-dire toutes les transactions boursières réalisées mais non dénouées, sont à la charge des repreneurs de cette firme, qui a déposé son bilan en juillet 1990. La Cogespar et Altus Finance, les acquéreurs de Tuffier, refusent depuis plusieurs mois d'assumer l'apurement de l'intégralité des suspens qui alourdirait, selon eux, le coût de la reprise de 300 millions de francs. Une bataille juridique s'en est suivie, bloquant l'indemnisation des quelque cinq mille clients de Tuffier. Les repreneurs ont maintenant dix jours pour faire appel.

■ Le Crédit agricole : bénéfice de 4,7 milliards de francs en 1990. — Le Crédit agricole a annoncé, jeudi 18 avril, un résultat net consolidé de 4,7 milliards de francs en 1990, en légère hausse par rapport à 1989. Les provisions ont été augmentées de presque 25 %, passant de 9,5 milliards de francs en 1989 à 12 milliards en 1990. Les provisions pour risques-pays ont même dépassé le plafond fiscal pour atteindre 64 % des encours. Les fonds propres s'élevaient à 78 milliards de francs, en augmentation d'une dizaine de milliards par rapport à 1989. Le colatard par rapport à 1989. La collecte des dépôts en bilan est supérieure à la masse des crédits distribués. Grâce au PEP — le Crédit agricole s'est adjugé la moitié du

Désaccord entre les Douze sur la protection des ressources en poissons

Les ministres de la pêche de la CEE, divisés par de profonds désaccords, ont remis à juillet leurs décisions sur l'interdiction des filets maillants dérivants et sur une protection renforcée des ressources de la mer, a annoncé jeudi 18 avril le ministre de l'Agriculture luxembourgeois, M. René Stelchen, qui préside le Conseil.

La Commission ajoutera une troisième proposition, visant à réglementer les pratiques actuelles des pêcheurs, qui rejettent à la mer tous les poissons capturés n'ayant pas la taille requise pour être vendus, ce qui provoque un grand gaspillage, a précisé le commissaire européen compétent M. Manuel Marín.

Trois syndicats de médecins vont rédiger un nouvel avenant sur les contrats de santé

Lors de la première réunion du nouveau conseil d'administration de la CNAM (Caisse nationale d'assurance-maladie), le 30 avril, les trois syndicats de médecins opposés aux contrats de santé, la CSMF (Confédération des syndicats médicaux de France), la FMF (Fédération des médecins de France) et le SML (Syndicat des médecins libéraux), présenteront des contre-propositions. Réunis le 17 avril, ils ont décidé de rédiger «un document avantant ou un dispositif d'application des contrats de santé», qui permettrait de revenir sur «les dispositions qui instaurent la surveillance et le contrôle des médecins». En fonction des réponses des caisses, les trois organisations adopteront une position commune sur la convention au cours d'assemblées générales unitaires.

marché — la trésorerie de la banque verte est restée positive d'une vingtaine de milliards de francs.

■ M. Maurice Bachelier devient président du syndicat Saint-Eloi. — Réuni au début du mois d'avril, le conseil d'administration du syndicat Saint-Eloi a élu au poste de président M. Maurice Bachelier. Ce dernier succède à M. Bernard Blaizac, qui avait demandé à être déchargé de ses fonctions. Le syndicat Saint-Eloi regroupe 1 300 HBJO (horlogers, bijoutiers, joailliers, orfèvres), tous spécialistes jugés au meilleur niveau de la profession, qui représentent 14,3 % des points de vente de l'Hexagone et 28,7 % du chiffre d'affaires de la distribution globale de ces produits, évalué globalement à 16,3 milliards de francs en 1990. M. Bachelier est administrateur de Saint-Eloi depuis 1984.

■ Pelage sur le marché des déchets. — Le groupe Pelage, par sa filiale Concept environnement recyclage, bureau d'ingénierie, va construire et gérer dès la fin de 1991 un centre de tri des déchets ménagers et industriels non toxiques à Margnac (Bouches-du-Rhône), d'une capacité de 15 000 tonnes par an. Ce centre est destiné notamment à valoriser les déchets provenant de la collecte sélective (papiers et cartons, métaux, plastiques) de la commune et ceux des industries et commerces de la zone sud-est de l'étang de Berre. Le groupe s'occupe qu'il va étudier d'autres installations de traitement et de valorisation des déchets.

NEW-YORK, 18 avril

Retour au-dessous des 3 000 points

Consécutives à la récente montée des cours, des ventes bénéficiaires ont été produites jeudi 18 avril à Wall Street. Mais généralement bien absorbées, elles n'ont pas trop pesé sur le cours, se limitant à ramener au-dessous de la barre des 3 000 points l'indice Dow Jones, qui avait la veille franchi ce seuil pour la première fois de son histoire. Finalement, la thermomètre de la Bourse new-yorkaise s'est stabilisé à 2 999,25 (5,21 points).

Le bilan de la séance a été toutefois un peu plus mauvais que ce résultat. Sur 2 068 valeurs traitées, 920 ont baissé, tandis que 687 ont continué de progresser et que 461 reproduisaient leurs cours de la veille.

Les spécialistes ne désignent généralement pas de satisfaisants de la tournée prise par les événements. Selon eux, le marché est sur le point d'exploser, il a toutefois pris le temps de faire une pause et de bien la faire. Plus personne ne doute de la reprise économique. La réduction de 4,7 % des demandes d'allocation-chômage pour le semaine s'achevant le 6 avril est peut-être un signe que son arrivée est proche. Quelques-uns s'insistent toutefois comme une chance de moins de voir la réserve fédérale abaisser ses taux d'intérêt. L'activité a diminué, et 217,41 millions de titres ont changé de mains contre 246,53 millions la veille.

| VALEURS | Cours de 17 avril | Cours de 18 avril |
|---------------------|-------------------|-------------------|
| Alcoa | 58 | 57,34 |
| AT&T | 38 | 37,58 |
| Biodiesel | 48 7/8 | 48 1/2 |
| Chemical Bank | 40 1/4 | 40 |
| Eastman Kodak | 40 1/4 | 41 |
| Exxon | 60 1/8 | 60 |
| Ford | 23 1/2 | 23,34 |
| General Electric | 78 1/4 | 78 |
| General Motors | 28 7/8 | 28,34 |
| Goodyear | 22 5/8 | 22 1/2 |
| IBM | 102 3/4 | 102 |
| Intel | 69 7/8 | 69,78 |
| Johnson & Johnson | 58 1/2 | 58 |
| Schlumberger | 29 3/4 | 29 1/2 |
| Yamaha | 68 7/8 | 68 1/4 |
| United Technologies | 132 1/2 | 132 |
| United States Steel | 18 3/8 | 18,38 |
| USX | 33 5/8 | 33 1/2 |
| Walt Disney | 118 | 117,5 |
| Xerox Corp. | 59 7/8 | 59,58 |

LONDRES, 18 avril

Baïsse

Les valeurs ont clôturé dans la rouge jeudi au Stock Exchange de Londres dans le sillage de l'ouverture de Wall Street, déprimée par la publication de statistiques décevantes et le lancement d'augmentations de capital. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs perdait 5,8 points (-0,3 %) à 2 535,4. Il a fluctué autour de 2 530 points, le plus de la semaine. Le volume des échanges a atteint 796,3 millions de titres, contre 477,6 millions la veille. La hausse, la plus importante depuis vingt ans, du chômage à 7,4 % en mars a baissé de 1,6 % de la semaine dernière. L'augmentation de capital de 37,7 millions de livres de Brough Eastgate et celle de 50,3 millions de David S. Smith ont pesé sur la tendance.

Cependant, la confirmation que l'Andromeda ne subirait pas de taux d'intérêt a permis au marché de se faire entendre ses pertes.

FAITS ET RÉSULTATS

■ Saatchi ouvre son capital aux étrangers. — Le processus d'ouverture financière de la Saatchi sur l'extérieur se poursuit. Après l'achat de la publicité par la Saatchi Group (1990), la firme publicitaire Saatchi & Saatchi, la plus secrète des «trois sorcières» britanniques (avec Holfmann-Le Roche et Chas & Chas), a décidé d'ouvrir à son tour ses portes aux investisseurs étrangers. Il ne sera bientôt plus nécessaire d'être résident pour acheter des actions nominatives de la société (70 % du capital, 87 % des droits de vote). Pour mener à bien cette pratique, la direction propose à la prochaine assemblée du 15 mai d'ouvrir les registres de la maison à tous. Elle espère ainsi attirer des investisseurs étrangers et renforcer la capitalisation boursière du groupe et de valoriser ses titres. En même temps, Saatchi va restructurer et augmenter son capital.

■ Bolloré Technologies va lever 800 millions de francs. — Bolloré Technologies va «prochainement» émettre pour 800 millions de francs d'obligations convertibles pour financer son expansion. Cette opération, dont les modalités précises ne sont pas encore connues, visent à «renforcer la structure financière» de Bolloré Technologies et à «élargir le moyen de paiement pour sa croissance», a précisé un communiqué publié jeudi 18 avril. Le groupe, diversifié autour de trois pôles (transport, industrie, distribution), prévoit de poursuivre sa politique de croissance externe en 1991. Bolloré Technologies a été en 1990 une progression de 10,7 % de son bénéfice net (part du groupe) à 278 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 17,7 milliards, en hausse de 9,7 %.

■ Balance de 27 % des bénéfices de THF. — Les bénéfices du groupe hôtelier Trust House Forte (THF) ont chuté de 27 % en 1990, tombant de 260 millions de francs à environ 2,6 milliards de francs) à 190 millions, notamment par suite de répercussions de la guerre du Golfe et des attentats de l'IRA. Les ventes ont été inférieures aux prévisions les plus pessimistes des analystes. Les chutes de réservation

PARIS, 18 avril

Déception

La hausse qui, à l'ouverture, avait entraîné le CAC 40 à Wall Street parvenu mercredi 17 avril à un record absolu, a très vite tourné court (jeudi à la Bourse de Paris, franchement en baisse au début d'après-midi. En progression de 0,35 % à l'ouverture et de 0,50 % une demi-heure plus tard, l'indice CAC 40 accusait un recul de 0,70 % en début d'après-midi. A la clôture, les pertes étaient de 0,75 %. La place française ne participait pas pour l'instant à la fête boursière internationale : mercredi, elle avait connu un creux de son record absolu et le 5 avril à Wall Street a réussi à passer la première fois de son histoire la barre des 3 000 points pour le Dow Jones.

A Paris, le CAC 40 est encore à 15 % en dessous de son niveau record atteint le 20 avril 1990. Rue Vivienne, les préoccupations domestiques occupent les bourses européennes pendant le second semestre, tablant sur une progression de l'ordre de 1,5 %. De plus les résultats des entreprises antérieures pour 1990 ont été décevants. La déception de la Bundesbank de laisser l'état sa politique ne surprend pas les milieux financiers. Ces derniers ont déjà heurté que les taux ne montent pas en Allemagne.

La chute de 52,7 % des bénéfices de la BNP en 1990 a entraîné un recul de près de 12 % avec 306 000 titres échangés. Le CAC 40 a perdu dans la foulée 2,6 % avant la publication vendredi des résultats de ces entreprises. En revanche, Peugeot s'est apprécié après l'annonce d'un bénéfice de 3,3 milliards de francs l'an dernier.

TOKYO, 19 avril

La baisse continue

Pour la septième journée consécutive, le mouvement de baisse s'est poursuivi vendredi 19 avril au Kabuto-cho. Relativement calme, le marché japonais a vu à sa cote les tendances à s'accroître. En repli de 117,37 points à mi-journée, l'indice Nikkei a poursuivi la clôture une perte de 256,93 points (-0,96 %), pour s'inscrire à la cote 26 541,97.

La tablature du yen, l'aspiré continuel de voir les taux d'intérêt rapidement et à la baisse, et les raisons qui ont incité les opérateurs à rajuster leurs positions. Mais les ventes n'ont pas été trop nombreuses, une certaine prudence, la calma a continué de régner, comme en a témoigné la persistance d'une activité de 36 millions de livres le samedi 18 avril, avec 360 millions de titres échangés contre 280 millions la veille.

Selon les spécialistes, les arbitragistes et les investisseurs étrangers ont commencé à procéder à quelques achats.

FAITS ET RÉSULTATS

■ Saatchi ouvre son capital aux étrangers. — Le processus d'ouverture financière de la Saatchi sur l'extérieur se poursuit. Après l'achat de la publicité par la Saatchi Group (1990), la firme publicitaire Saatchi & Saatchi, la plus secrète des «trois sorcières» britanniques (avec Holfmann-Le Roche et Chas & Chas), a décidé d'ouvrir à son tour ses portes aux investisseurs étrangers. Il ne sera bientôt plus nécessaire d'être résident pour acheter des actions nominatives de la société (70 % du capital, 87 % des droits de vote). Pour mener à bien cette pratique, la direction propose à la prochaine assemblée du 15 mai d'ouvrir les registres de la maison à tous. Elle espère ainsi attirer des investisseurs étrangers et renforcer la capitalisation boursière du groupe et de valoriser ses titres. En même temps, Saatchi va restructurer et augmenter son capital.

■ Bolloré Technologies va lever 800 millions de francs. — Bolloré Technologies va «prochainement» émettre pour 800 millions de francs d'obligations convertibles pour financer son expansion. Cette opération, dont les modalités précises ne sont pas encore connues, visent à «renforcer la structure financière» de Bolloré Technologies et à «élargir le moyen de paiement pour sa croissance», a précisé un communiqué publié jeudi 18 avril. Le groupe, diversifié autour de trois pôles (transport, industrie, distribution), prévoit de poursuivre sa politique de croissance externe en 1991. Bolloré Technologies a été en 1990 une progression de 10,7 % de son bénéfice net (part du groupe) à 278 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 17,7 milliards, en hausse de 9,7 %.

■ Balance de 27 % des bénéfices de THF. — Les bénéfices du groupe hôtelier Trust House Forte (THF) ont chuté de 27 % en 1990, tombant de 260 millions de francs à environ 2,6 milliards de francs) à 190 millions, notamment par suite de répercussions de la guerre du Golfe et des attentats de l'IRA. Les ventes ont été inférieures aux prévisions les plus pessimistes des analystes. Les chutes de réservation

PARIS :

Second marché

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|--------------------|-------------|---------------|----------------------|-------------|---------------|
| Alcatel Cables | 4050 | 4020 | Gumuk | 980 | 970 |
| Amstel Assoc. | 301 | 276 60 | LCC | 250 | 249 |
| Aspid | 106 | ... | MDA | 348 | 358 50 |
| B.A.C. | 159 10 | 156 | Idemov | 139 | 138 |
| Banque Paribas | 875 | 870 | Immo. Hôpital | 880 | 880 |
| Banque Paribas | 375 | 383 | LP.B.M. | 101 80 | 101 80 |
| Banque Paribas | 215 | ... | Local Invest. | 221 | 22 |
| Banque Paribas | 1100 | 1004 | Locaric | 138 | 138 50 |
| Calsonic | 413 80 | 412 | Matra Com. | 147 | ... |
| Cardif | 700 | ... | Motex | 84 80 | ... |
| CEGEF | 102 | ... | Presbourg | 358 | 365 |
| CEPL | 315 | 315 | PubliFipac | 510 | ... |
| CALM | 930 | 916 | Rail | 299 | ... |
| Cedex | 270 | 270 | Rhone-Alp. Ind. (L.) | 179 60 | 177 |
| Conforama | 269 10 | ... | S.H. Alagon | 102 | ... |
| Crédit | 475 | ... | Serbo | 453 | ... |
| Dagblin | 952 | 870 | S.M.T. Group | 130 | 115 |
| Danone | 390 | ... | Sopar | 230 | ... |
| Dumoulin Worme Co. | 301 | 301 | TFI | 309 60 | 310 |
| Ducquesne et Gil. | 1135 | 1150 | Thomson H. (L.) | 255 | 255 |
| Duravit | 400 | 406 | Unilog | 213 | ... |
| Edison | 138 | 135 | Viel et Co. | 111 10 | 111 10 |
| Edisons Balford | 260 | ... | V. St-Lazare Group | 764 | 760 |
| Europ. Population | 350 | 350 10 | | | |
| Finacor | 128 | ... | | | |
| Frankfort | 142 10 | ... | | | |
| GFF (group. Ind.) | 311 | 312 | | | |
| Grand Livre | 365 | ... | | | |
| Gratoparc | 248 80 | ... | | | |
| Grupp Drigby | 700 | 702 | | | |

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 18 avril 1991
Nombre de contrats : 94 852.

| COURS | Options sur notionnel | Options d'achat | Options de vente |
|-----------------|-----------------------|------------------|------------------|
| | Jun 91 | Sept. 91 | Dec. 91 |
| Dernier | 106,78 | 106,72 | 106,96 |
| Précédent | 106,90 | 106,84 | 106,68 |
| PRIX D'EXERCICE | Options d'achat | Options de vente | |
| | Jun 91 | Sept. 91 | Jun 91 |
| 107 | 0,65 | 1,40 | 0,89 |
| | | | 1,44 |
| CAC 40 A TERME | | | |
| (MATIF) | | | |
| Volume : 9 592. | | | |
| COURS | Avril | Mai | Jun |
| Dernier | 1 824 | 1 843 | 1 834 |
| Précédent | 1 845 | 1 858,50 | 1 846 |

CHANGES

Dollar : 5,78 ↑

Le dollar était en très forte hausse vendredi 19 avril s'échangeant à Paris à 5,78 francs contre 5,6350 francs la veille à la cotation officielle. Les opérations ont réagi vivement à l'annonce, la veille, d'une forte contraction du déficit commercial américain en février. Ils estiment que les autorités américaines ne devraient pas assouplir prochainement le coût du crédit.

FRANCOFORT 18 avril 19 avril
Dollar (en DM) 1,821 1,745
Tokyo 18 avril 19 avril
Dollar (en yen) 136,27 137,98

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (19 avril) 9 316 - 5716 %
New-York (18 avril) 6 %

BOURSES

PARIS (RSEF, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises : 17 avril 18 avril
Valeurs étrangères : 113,20 113,50
(RSEF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC : 483,75 489,79
(RSEF, base 100 : 31-12-91)
Indice CAC 40 : 1829,45 1815,14

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles : 3 004,45 2 999,25
Londres (Index Financial Times) : 17 avril 18 avril
100 valeurs : 2 545,08 2 538,40
30 valeurs : 2 011,49 2 006,49
Mines d'or : 139,00 139,49
Fonds d'Etat : 84,91 84,82

FRANCOFORT

17 avril 18 avril
Dax : 1 623,83 1 613,76

TOKYO

15 avril 19 avril
Nikkei Dow Jones : 26 798,98 26 541,97
Indice général : 2 011,55 1 998,07

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|---------------|---------|-----------|--------------------------------|
| Base | 100 | 100 | 100 |
| \$ E.-U. | 5,7945 | 5,7965 | +144 +149 +300 +320 +815 +865 |
| S. Can. | 5,0186 | 5,0225 | -21 -12 -44 -19 -88 -29 |
| Yen (100) | 4,1922 | 4,1952 | +33 +39 +80 +96 +386 +325 |
| DM | 3,3752 | 3,3775 | +1 +12 +6 +27 -13 +35 |
| Franc | 2,2961 | 2,2987 | +1 +12 +6 +27 -13 +35 |
| FF (100) | 16,4250 | 16,4440 | +2 +3 +6 +12 -2 +26 |
| FR | 3,9634 | 3,9675 | +23 +31 +48 +69 +182 +234 |
| L (1 000) | 4,5662 | 4,5696 | -104 -89 -204 -178 -659 -515 |
| S | 10,1090 | 10,1090 | -220 -200 -430 -350 -1850 -940 |

TAUX DES EUROMONNAIES

| 6 J-1 | 6 J-2 | 6 J-3 | 6 J-4 | 6 J-5 | 6 J-6 | 6 J-7 | 6 J-8 | 6 J-9 | 6 J-10 |
|-----------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Yen | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| DM | 8 11/16 | 8 11/16 | 8 11/16 | 8 11/16 | 8 11/16 | 8 11/16 | 8 11/16 | 8 11/16 | 8 11/16 |
| Franc | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 |
| FF (100) | 8 3/4 | 8 3/4 | 8 3/4 | 8 3/4 | 8 3/4 | 8 3/4 | 8 3/4 | 8 3/4 | 8 3/4 |
| FR | 11 1/2 | 11 1/2 | 11 1/2 | 11 1/2 | 11 1/2 | 11 1/2 | 11 1/2 | 11 1/2 | 11 1/2 |
| L (1 000) | 11 3/8 | 11 3/8 | 11 3/8 | 11 3/8 | 11 3/8 | 11 3/8 | 11 3/8 | 11 3/8 | 11 3/8 |
| S | 9 1/4 | 9 1/4 | 9 1/4 | 9 1/4 | 9 1/4 | 9 1/4 | 9 1/4 | 9 1/4 | 9 1/4 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RTL

سكزا نا الاحل

GRECE

Six morts dans un attentat à Patras

Au moins six personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées dans une violente explosion survenue, vendredi matin 19 avril, dans un immeuble de Patras (port du nord-ouest du Péloponèse).

Selon le service de secours d'urgence, l'explosion aurait été provoquée par un colis piégé déposé au bureau de la société de messagerie Air Courrier service, dont les locaux ont été pratiquement détruits. Un des six blessés se trouve dans un état très grave. L'immeuble, qui est situé dans le centre commercial de Patras, abrite également les bureaux de la cour d'appel et ceux du Parti communiste grec (KKE). (AFP, Reuters)

Dix morts dans un accident d'avion aux îles Marquises. Dix personnes ont trouvé la mort lors de l'amerrissage en catastrophe près de la côte de Nuku-Hiva, à 1 500 kilomètres au nord de Tahiti, d'un Dornier de la compagnie Air Tahiti qui transportait vingt personnes.

Surpris en flagrant délit

Quatre policiers cambrioleurs arrêtés à Lyon

LYON

de notre bureau régional

Quatre gardiens de la paix, en service et en tenue, ont été interpellés en flagrant délit de cambriolage dans un magasin de décoration, Moquet Land, à Meyzieu, près de Lyon, dans la soirée du jeudi 18 avril. Ils étaient accompagnés de l'épouse de l'un d'entre eux, ainsi que d'un sapeur-pompier et de l'épouse de celui-ci.

Ces policiers, qui appartiennent au commissariat de Meyzieu, avaient utilisé leurs véhicules administratifs pour se rendre sur les lieux du cambriolage. Ils avaient aussi pris le soin de se procurer un véhicule de transport dans lequel ils chargeaient leur butin, au moment de leur interpellation par les policiers de la sûreté urbaine de Lyon, accompagnés de membres de l'inspection générale

de la police nationale (IGPN). Il y a plusieurs jours, une information judiciaire avait été ouverte au parquet de Lyon et confiée à M^{me} Catherine Brusaferrero. Une surveillance étroite des policiers suspects avait été mise en place, et une commission rogatoire délivrée à la sûreté urbaine. L'enquête devra déterminer si ce cambriolage a été précédé d'autres vols, opérés par la même équipe. Les policiers interpellés et leurs complices ont été placés en garde à vue.

Le 12 novembre 1990, cinq fonctionnaires de la police lyonnaise - deux inspecteurs, deux enquêteurs et un gardien de la paix - avaient déjà été interpellés pour leur participation à un gang de malfaiteurs qui aurait commis une centaine d'attaques à main armée dans la région lyonnaise depuis 1986, et au cours desquelles deux convoyeurs de fonds avaient été tués (Le Monde du 16 novembre).

L'envoyée spéciale du « Monde » refoulée du Cameroun

L'envoyée spéciale du Monde, Catherine Simon, a été refoulée du Cameroun, jeudi 18 avril, à son arrivée à l'aéroport de Douala, où elle venait enquêter sur la situation troublée que connaît le pays. Un officier de police l'a informée du refus des autorités locales de lui accorder le visa qui lui était nécessaire. « J'ai reçu la consigne de ne pas vous laisser entrer », lui a-t-il dit.

Le Monde se peut que déplorer ce refus opposé au droit d'information et s'élancer que pareille décision soit prise au moment même où le gouvernement camerounais paraît vouloir jouer, non sans retard, la carte de la libéralisation et de l'ouverture politique.

Une mesure à l'étude

Les feux de croisement allumés de jour ?

M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, suivra attentivement l'expérience que mènera, pendant un an, le Benelux, à partir du 1^{er} octobre prochain, en obligeant les automobilistes à rouler de jour avec leurs feux de croisement allumés. Le secrétaire d'Etat étudiera par ses services les conséquences de cette innovation sur la sécurité routière ainsi que les conclusions des autorités suédoises et norvégiennes qui appliquent déjà une telle mesure. Ensuite, M. Sarre choisira, à titre expérimental, plusieurs départements où il sera obligatoire de rouler en permanence tous phares allumés.

Un décret sur le contrôle technique des véhicules. Le Journal officiel du mercredi 17 avril a publié le décret précisant les modalités techniques du contrôle technique des véhicules qui deviendra obligatoire le 1^{er} janvier 1993 (Le Monde du 14 mars). Toutes les voitures de plus de cinq ans devront progressivement y être soumises, et ce contrôle sera répété tous les trois ans. L'obligation de réparation ne concernera, dans un premier temps, que les freins. Le centre agréé qui contrôlera les cinquante-deux points essentiels du véhicule et le garage qui effectuera les réparations devront être totalement distincts. Si le contrôle n'est pas effectué dans les délais ou si les réparations prescrites n'ont pas été faites, le contrevenant sera passible d'une amende de 600 F à 900 F et disposera d'une semaine seulement pour se conformer à la loi.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

0,574057

DITES, m'sieur le médiateur de la République, je vous ai vu ce matin au journal de TF 1, soyez sympa, rendez-moi service. Je croule sous les réclamations moi aussi. Tout un tas de gens qui se plaignent de la façon dont on les reçoit dans les bureaux de poste ou de perception, à la Sécu ou, tiens, le cas le plus récent : c'est une femme de ménage employée dans une entreprise de nettoyage. Sa boîte bat de l'aile. Elle est virée.

Elle se pointe aux ASSÉDIC et prend la queue. Interminable défilé de tous ceux qui, arrivés avant elle au guichet, se font copieusement engueuler : Vous avez oublié de remplir... Vous n'avez pas fait tamponner... C'est pas sur papier libre, c'est sur formulaire...

A son tour :
- Combien je vais toucher ?
- C'est à vous de le calculer.
- Comment ?
- J'en sais rien. Moi, je renseigne, voyez à côté.
Et je te refais le pied de grue et j'y reviens de ma question.

Réponse :
- Vous faites le total des 12 derniers mois de salaire brut, vous divisez par 365, vous multipliez par 0,574057 d'abord et ensuite par 30 ou 31.
- Et rapport aux charges sociales ?
- Vous enlevez 1,40 % puis 2 %.
- Sur 12 ou 13 mois ?
- Sur 426 jours. Voilà. Au suivant !

Résultat, son suivi à elle, c'est sur moi que ça retombe. Je sais, Paul Legat, que vous êtes trop grand monsieur pour vous intéresser à mes petites histoires. Mais comme je vous ai entendu dire à la télé que vous recevez chaque jour des citoyens lésés incapables de prendre la plume pour vous écrire, je viens vous demander une faveur. Pensez aussi à tous les Français qui ne parlent aucune langue étrangère et installez, devant chaque guichet, un délégué, du médiateur chargé de traduire le jargon de l'administration. Après leur avoir fait suivre des cours accélérés d'interprétation simultané.

Les grèves à la RATP

Le trafic du RER moins perturbé que prévu

Le mot d'ordre de vingt-quatre heures de grève, lancé à la RATP par le CGT, la CFTD et le SAT (autonomie) pour le 19 avril, a moins perturbé que prévu le trafic du RER. La ligne A fonctionnait normalement dans le matin alors que le service était assuré à 70 % sur la ligne B. Les interconnexions avec les réseaux SNCF étaient suspendues. Les syndicats demandent un renforcement de la sécurité sur ces lignes.

C'est pour les mêmes raisons que 89 % des conducteurs de bus du dépôt de Pleyel se sont mis en grève après une agression perpétrée contre l'un d'entre eux, le 18 avril. Un bus sur dix circulait, vendredi matin, sur les lignes 30, 34, 66, 74, 81, 85, 137, 138, 166, 170, 173, 174, 178, 302.

M. Claude Evvin invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Claude Evvin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, sera l'invité de l'émission hebdomadaire du Grand Jury RTL-le Monde dimanche 21 avril de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien député lorrain de la Loire-Atlantique répondra aux questions d'André Passergh et de Michel Noblecourt du Monde, et de Dominique Pennequin et de Catherine Mengin de RTL. Le débat était dirigé par Olivier Mazerolle.

MODE : AH, SI VOUS POUVIEZ DEPENSER 150 F !
En échange de 150 F, vous pouvez vous offrir par exemple ces métrages : 2 fois 2,50 m de tissus rouvissants à 30 F le mètre, donc 2 robes d'été... Et tout est à l'avenant : exotisme, nouveauté, liberté, élégance. Oubliez enfin la contrainte des prix, la prétention des boutiques, etc. Et venez rencontrer "La Mode-Liberté" depuis 30 F le mètre

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Ingénierie : « Un droit en marche », par Raphaël Hadas-Lebel ; « La loi symbolique », par Daniel Sibony..... 2

Journal d'un amateur « Contrainte », par Philippe Bouchet..... 4

Les violences en Afrique du Sud..... 7

Elections dans le Land de Rhénanie-Palatinat Les chrétiens démocrates menés..... 8

La réforme du scrutin régional Le PC affirme son « opposition résolue et définitive » au projet..... 10

L'organisation de la droite au Parlement européen Les Français isolés à Strasbourg..... 10

Douaniers en grève..... 12

M. Faurisson condamné 100 000 F d'amende avec sursis pour « négation de crimes contre l'humanité »..... 12

Dubuffet orientaliste Une exposition d'œuvres peu connues..... 14

Journée internationale de la liberté de la presse Une initiative de Reporters sans frontières..... 18

SECTION B

SANS VISA

● Tokyo : la fièvre urbaine
● Coup d'œil : le voyageur sans habit
● Ci-gît Saint-Séverin
● Jeux : Table : tomates farcies
● Parcours : une caméra en solitude..... 19 à 26

SECTION C

Premiers pas en Italie vers les privatisations M. Andreotti annonce un projet de loi..... 27

Le monopole de GDF en question Un amendement-surprise voté à l'Assemblée nationale..... 27

La chômage augmente en Grande-Bretagne 500 000 sans-emploi supplémentaires en un an..... 27

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 29
Carnet..... 32
Jeux..... 24
Loto..... 14
Marchés financiers..... 30-31
Météorologie..... 32
Philatélie..... 32
Radio-Télévision..... 33
Spectacles..... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONOE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 19 avril 1991 a été tiré à 521 620 exemplaires.

L'opposition et le Front national

Le dilemme du PR...

Entre les grands principes et les petits calculs, le Parti républicain semble avoir décidé de la peine à trancher. Au-delà des déclarations officielles, l'attitude de ce parti vis-à-vis du Front national demeure toujours aussi étrange. Depuis son « pétage », marseillais du 27 mars dernier, son président, M. Gérard Longuet, s'efforce laborieusement de rectifier la position. Au terme d'une discussion qui fut selon certains de ses participants « longue et vive », le bureau politique du PR a quand même réaffirmé unanimement, jeudi 18 avril, comme l'avait fait le veille M. Léotard, « son hostilité de principe à tout accord ou alliance, qu'elle soit locale ou nationale » avec le parti de M. Le Pen. Il a redit que le PR « inscrivait totalement son action dans la perspective claire

de l'UFP » et s'est convenue que désormais « le débat était clos ». Pour combien de temps ?

Avec la franchise qui le caractérise, M. Longuet a admis que l'enterrement de la réforme du mode de scrutin pour les élections régionales lui enlevait déjà une belle épave du pied. Mais qu'advient-il au moment des petits calculs, quand il s'agit, par exemple, de bâtir des exécutifs régionaux sur des majorités peut-être incertaines ? « Il faudrait une position de bon sens, et on entend au cours de ce bureau politique, il serait absurde d'abandonner des présidences en refusant le soutien du Front national », Bon sens et mauvaise voie, le PR n'en sort pas.

D. C.

M. Brière n'est pas exclu des Verts

LYON

de notre bureau régional

Dans les statuts des Verts, seul un conseil d'administration régional peut prononcer une mesure d'exclusion d'un de ses membres. Réuni dans la soirée du 18 avril, celui de la région Rhône-Alpes n'a pas retenu cette sanction à l'égard de M. Jean Brière, auteur d'un texte sur « le rôle belligère d'Israël et du lobby sioniste ».

Le conseil d'administration l'a suspendu de son mandat au conseil national inter régional ainsi que du droit de s'exprimer au nom du mouvement. Le collège exécutif national avait, lui aussi, suspendu M. Brière (Le Monde du 18 avril). Par onze voix pour et deux contre, le conseil d'administration a désapprouvé le contenu du texte et demandé qu'un jury de personnalités extérieures aux Verts soit réuni pour déterminer si « l'attitude de M. Brière » est « antisémite et raciste ». Il a souhaité qu'un large débat interne soit entrepris sur la question de la situation dans le Moyen-Orient.

B. C.

Mort de l'auteur de BD Jacques Armand. L'auteur de bandes dessinées Jacques Armand est mort accidentellement, mercredi 17 avril, à l'âge de 33 ans. Il avait débuté dans la BD en créant les Aventures de Gérard Lambert, sur un scénario du chanteur Renaud, avant que ne vienne la mode de marier rock, musique et BD. Il a publié ensuite Black Out, dont le scénariste était Serge Gainsbourg. Collaborateur du journal Pif, pour lequel il avait créé le héros La Flèche, il travaillait récemment sur l'adaptation en BD d'un roman de Paul-Loup Sulitzer, Le Rot vert.

REMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 avril

Grise mine

Le marché faisait grise mine vendredi des premières heures de la journée. L'indice CAC 40, après avoir ouvert en baisse de 0,97 %, perdait 1,08 % en fin de matinée. La veille en clôture, il avait terminé sur une baisse de 0,75 %.

CIRCUIT LES 2 MONGOLIES DE OULAN BATOR A PEKIN

22 jours pension complète 23900 F

la Mongolie a enfin une agence : AIR SUD DÉCOUVERTES 105, rue Monge 75005 PARIS

Tél. : (1) 43 37 85 90 - Minitel 3615 codé ASD

SCANDALEUX GALILÉE!

N°2

LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE

LES GRANDES CONTROVERSES SCIENTIFIQUES 30 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La naissance de la physique.